

2015 - 2016

Université de Bordeaux Montaigne

MASTER INTERDISCIPLINAIRE SUR LES DYNAMIQUES AFRICAINES



L'EAU ET LA SECURITE ALIMENTAIRE :

LE ROLE DES ASSOCIATIONS DANS LA VALLEE DE L'OURIKA AU MAROC

DIRECTRICE DE MEMOIRE :

MME THIBAUD Bénédicte

SUPERVISE PAR :

M. TAZI Yosr

Date de soutenance : 13/09/2016

Table des matières

Introduction :	6
Partie 1 Théorique : Du Maroc à la vallée de l'Ourika, l'eau un gage de la sécurité alimentaire	18
I. De la pénurie à la ressource en eau au Maroc : Approche sociale et politique	18
A. Etat de lieux de la situation	18
B. Les aménagements hydro-agricoles, entre régulation et sécurité alimentaire	21
C. La pérennité des systèmes d'irrigation, entre économie et sur-pompage ?	22
II. L'agriculture, une priorité du gouvernement marocain	23
A. Une volonté politique (ré)affirmée : le Plan Maroc Vert	23
B. Programme National d'Economie d'Eau d'Irrigation (PNEEI) et énergies renouvelables	24
C. Une priorité qui se retranscrit dans des initiatives individuelles	25
III. La région de Marrakech – Safi et la province d'Al Haouz :	27
A. Une régionalisation avancée, partage des responsabilités et des conséquences	27
B. Du bassin versant du Tensfit à la vallée de l'Ourika :	31
Partie 2 Pratique : Le rôle des associations sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire dans la vallée de l'Ourika	34
I) Le rôle des associations comme relais entre le global et le local dans la gestion agricole de l'eau : Etude de cas du projet de développement intégré dans la vallée de l'Ourika	34
A. Le projet de développement intégré et le programme « Food for People »	34
B. Résultats et Impacts en alignement avec la politique nationale	39
C. Acteurs relais de la vision et de la gestion de l'eau	42
II) Limites et observations critiques du rôle des associations et du programme « Food for People »	47
A. Limites du rôle de relais des acteurs associatifs dans la gestion de l'eau	47
B. Observation	49
Partie 3 : Le discours de la scène internationale sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire	51
I) La gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire au niveau mondial, une question de vision ?	51
A. Constat mondial sur l'eau et la question agricole	51
B. La vision internationale sur une politique de l' « économie de l'eau »	59
II. L'Afrique, eau et sécurité alimentaire	67
A. Deux Afriques : Un dualisme sur l'action	67
B. La Méditerranée et ses scénarios	69
Conclusion :	71
Bibliographie :	73
Table des Annexes :	77

Résumé :

Dans un contexte de changement climatique mondial, le Maroc est particulièrement sujet à une baisse des précipitations et une hausse des températures. Face à ce constat, les politiques marocaines avaient déjà mis en place des programmes, tel que les grands barrages, pour faire face à la rareté de la ressource en eau. Aujourd'hui encore, ce défi de taille est pris en compte des politiques nationales qui ont fait de l'agriculture une véritable priorité. La régionalisation avancée, que connaît le pays, permet de partager les responsabilités et les dispositifs d'atténuation des risques liés aux changements climatiques. Quant aux associations, elles sont de véritables relais entre le global et le local dans la gestion de la ressource. En prenant du recul, nous constatons que la vision stratégique nationale s'inspire de la vision de la scène internationale.

Abstract :

In a context of global climate change, Morocco is particularly subject to reduced precipitation and higher temperatures. Given this situation, the Moroccan policies had already implemented programs, such as large dams, to face the rarity of water resources. Today, this challenge is taken into account national policies that have made agriculture a real priority. Advanced regionalization, which knows the country, can share the responsibilities and attenuation devices of the risks of climate change. As for associations, they are real link between the global and the local in the management of the resource. By stepping back, we see that the national strategic vision is inspired by the vision of the international scene.

Mots clés :

Eau, Sécurité alimentaire, Développement durable, Politiques, Agriculture

Remerciement :

A ma responsable de master et directrice de ce mémoire, Mme Thibaud, qui a su me guider et m'orienter dans l'élaboration de cette recherche. Mais également pour sa dévotion et son énergie à ce master.

A mon tuteur, M. Tazi, qui m'a beaucoup aidé et soutenu dans mon travail d'investigation. Mais également à toutes les autres personnes de la Fondation Abdelhadi Tazi qui m'ont accueilli à bras ouverts.

A ma compagne, Ingrid, qui a su me motiver et me réconcilier avec l'orthographe durant ces nombreuses années où elle a toujours été là pour moi.

A mes parents, Jean-Pascal et Silke, qui ont su m'épauler et me donner la force de poursuivre mes efforts pour aller toujours au-delà de mes capacités. Mais aussi pour ses longues discussions sur cette étude de recherche.

A toutes les personnes, Zakaria, Qawtar, Irène et Mohammed, Nadia, Abdel Ali et Mohammed, qui m'ont aidé pour ce travail de recherche et m'ont accordé de leurs temps.

Aux membres du jury qui ont accepté d'être les rapporteurs de ce mémoire, de même que pour leur participation.

Je vous transmets à vous tous mon plus profond respect et ma plus grande gratitude.

Glossaire :

AFD	Agence Française de Développement
APD	Aide Publique au Développement
ASI	association de solidarité internationale
CERI	Centre d'études et de recherches internationales
CEDEF	Centre de Documentation de l'Economie et de la Finance
CIHEAM	Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
CIRAD	Centre International de la Recherche Agronomique pour le Développement
CICR	Comité international de la Croix Rouge
COP	Conference of Parties
GIZ	Coopération allemande au développement durable
EFSA	European Food Safety Authority
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
GCES	Gestion et de Conservation des Eaux et des Sols
IEA	International Energy Agency
IDE	investissements directs étrangers
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEP	Office National de l'Eau Potable
ONG	Organisations Non Gouvernementales
PSEM	pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée
PAS	Plan d'Ajustement Structurel
PNEEI	Programme National d'Economie d'Eau d'Irrigation
RADEEM	Régie Autonome de Distribution d'Eau et d'Electricité de Marrakech
RME	résidents marocains étrangers
WWAP	World Water Assessment Programme

Table des tableaux et des figures :

<i>Tableau 1 Matrice des situations selon Turton et Ohlsson</i>	<i>p12</i>
<i>Tableau 2 : Recensement de la Population de la Région de Marrakech – Safi.....</i>	<i>p16</i>
<i>Tableau 3 : Population des trois communes de la vallée de l'Ourika</i>	<i>p16</i>
<i>Figure 1 : Carte de la situation géographique du Maroc.....</i>	<i>p14</i>
<i>Figure 2 : La nouvelle carte des régions (2015)</i>	<i>p15</i>
<i>Figure 3 : carte de situation des communes de la vallée de l'Ourika et du bassin versant d'Ourika</i>	<i>p16</i>
<i>Figure 4 : Evolution des précipitations annuelles à Marrakech</i>	<i>p30</i>
<i>Figure 5 : Carte du bassin versant du Tensift</i>	<i>p31</i>
<i>Figure 6 : Carte de la population ayant accès à une source d'eau potable améliorée</i>	<i>p 53</i>

Introduction :

L'eau est un élément essentiel et fondamental pour notre existence mais également pour chaque être vivant de la planète. Sans eau sur Terre, il n'y aurait jamais eu de vie. C'est ainsi qu'au fil du temps l'Homme a appris à maîtriser et à gérer cette ressource vitale afin de garantir la vie. Que ce soit les mésopotamiens dans le croissant fertile, en passant par les rizières asiatiques, ou encore le système de goutte à goutte de nos jours, la maîtrise de l'eau est un vecteur, un symbole, un pilier de la puissance et du développement humain.

L'eau est indissociable de la terre car sans elle la terre ne peut donner vie à l'image des zones arides désertiques. C'est dans ces zones que l'on retrouve les techniques les plus ancestrales de maîtrise de la ressource en eau. Entre jeux de canaux et creusement de puits, l'Homme a très vite tiré profit de l'innovation pour s'affranchir de cette contrainte géographique. Aujourd'hui encore l'enjeu est le même, que les techniques se perfectionnent ou restent ancestrales, le but étant de maîtriser l'eau. D'autant plus que dans un contexte de variations climatiques certaines régions, déjà sujettes à une forte rareté de l'eau, vont se retrouver dans des situations plus extrêmes. Il paraît alors encore plus important de maîtriser et gérer cette eau. Sans vouloir devenir pessimiste, malheureusement, il semblerait que ce seront les populations les plus démunies qui en pâtiront le plus.

Cependant gardons à l'esprit que ces mêmes personnes sont également celles qui offrent le plus d'initiatives innovantes, et force d'adaptation, pour faire face à cette situation de pénurie. A l'image des oasis, les populations se regroupent et s'entraident pour aménager, façonner et maîtriser l'eau. L'exemple des creusements des canaux aqueducs à même la roche des égyptiens durant l'Antiquité, pour répondre aux besoins de l'irrigation et de l'alimentation des villes en maîtrisant la circulation de l'eau, nous montre l'étonnante capacité à s'affranchir des aléas climatiques.

Selon l'ONU, nous serons 11 milliards en 2030, les tensions, déjà présentes, en seront renforcées. Les guerres de l'eau ne seront plus une illusion et deviendront réalité, si l'Homme ne trouve pas une vision plus en adéquation avec son environnement. Cette dernière nécessite une maîtrise et une gestion durable, raisonnée et intégrée à tous les niveaux afin de permettre de répondre aux besoins des générations futures. C'est à travers cette vision qui se dessine par les engagements de la COP 21 et des Objectifs du Millénaire pour le Développement que nous chercherons à répondre à notre problématique.

Problématique et hypothèses :

La vision du gouvernement marocain sur une gestion durable et économique de l'eau peut-elle améliorer la sécurité alimentaire face aux variabilités climatiques, tant au niveau national que local ? En quoi les associations sont des relais de ce discours national aux communautés locales ? Et cette vision n'est-elle pas le reflet du discours prôné par la scène internationale ?

Nous pouvons supposer qu'à travers l'étroit lien entre l'eau, la terre et l'Homme, une gestion durable, raisonnée et « intelligente » de la ressource permet de générer du Développement. Ou bien, que les associations sont un soutien essentiel pour la gestion locale de la ressource de l'eau. Enfin nous pourrions imaginer que la vision nationale tire sa source du discours international des grandes institutions.

Il serait présomptueux de dire que la gestion présentée dans cette étude est l'unique solution au problème de pénurie de l'eau. En effet, la planète regorge de dispositifs, de techniques et d'innovations qui mériteraient d'être connus et soutenus. Nous ne pourrions dresser un portrait global et exhaustif de la gestion de l'eau au Maroc. Il s'agit en effet d'une approche qu'il serait judicieux d'affiner dans le temps par une analyse plus profonde.

Dans une volonté de montrer le rôle des associations comme intermédiaire et relais entre le local et le global, cette étude se présente comme un travail servant de point de repère pour les acteurs associatifs, que l'on pourrait qualifier de « traits d'union ». Ces derniers sont des éléments importants car ils offrent une garantie aux bailleurs de fonds et donnent du poids aux paroles des populations locales. De plus, dans la volonté de promouvoir la dualité entre le privé et le public dans les projets de développements, les associations apparaissent comme étant des vecteurs des engagements pris durant la COP 21. Dans un monde de plus en plus mondialisé et libéralisé, le rôle des associations dans une gestion intégrée de l'eau est primordial pour assurer et garantir la sécurité alimentaire.

Présentation du Plan :

Pour répondre à notre problématique, qui s'est construite progressivement, nous allons dans un premier temps aborder la partie théorique. Celle-ci cherche à déterminer comment au Maroc les politiques ont fait de l'eau un gage de la sécurité alimentaire, tant au niveau national que local. Nous nous intéresserons à la capacité de faire face à la pénurie au travers d'une approche sociale et politique, avant de faire un focus sur l'agriculture, et enfin nous nous focaliserons sur la région de Marrakech-Safi ainsi que la vallée de l'Ourika.

Dans une seconde partie pratique, liée à mon étude de terrain, nous aurons l'occasion de voir que le rôle des associations sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire est primordial dans la vallée de l'Ourika. Pour ce faire, nous nous sommes centrés sur le projet de développement intégré et le programme « Food for People » ainsi que sur le discours des acteurs associatifs, pour en tirer des observations, des entretiens et des limites sur leurs rôles.

Enfin, nous prendrons du recul pour étudier le discours de la scène internationale sur la gestion de la question de l'eau et de la sécurité alimentaire dans le monde, et plus particulièrement en Afrique.

Méthodologie :

Nous allons revenir sur la méthodologie. Cette étude se base une approche interdisciplinaire avec une primauté donnée à la géographie, mais également une place importante à la dimension politique.

Le travail a été réalisé en trois phases principales selon un schéma très classique : premièrement la définition du sujet, les recherches préliminaires et la construction de la problématique ; puis la phase de recherche sur le terrain, la collecte de données, le tout accompagné d'une redéfinition du sujet et de la problématique ; enfin une phase rédactionnelle et de nouvelle documentation.

Phase préliminaire :

La première phase fut l'étape du choix de mon sujet, des termes et des prémices de la problématique. Le Maroc étant un pays qui me tient à cœur à l'instar de la question de la sécurité alimentaire, il paraissait évident que je traite de la relation entre la ressource naturelle – l'eau et la terre – et l'Homme.

A partir de là, les recherches préliminaires ont été très dépendantes de la documentation assez maigre à ma disposition. Je me suis donc concentré sur la connaissance générale du Maroc et sur les questions d'irrigation agricole, qui sont les mieux documentées. Quelques ouvrages généraux, ainsi que des rapports mis à disposition par les différents Ministères du gouvernement marocains, m'ont éclairé sur la question de l'eau au Maroc. Mais pour ma zone d'étude, la documentation a été très lacunaire, pouvant expliquer ma première problématique trop générale et pas suffisamment adaptée à la réalité du terrain.

Phase de recherche :

L'étude sur le terrain ayant durée six mois, j'ai donc divisé mon séjour en trois étapes :

- Une période d'adaptation et d'observation durant laquelle j'ai consolidé ma volonté d'écrire sur la question de l'eau. En effet, peu après les premiers jours d'acclimatation, j'ai pu voir que la ressource en eau est une priorité pour le pays mais à l'image des inégalités visibles, la gestion et surtout la consommation de l'eau n'est pas la même pour tout le monde. Durant cette période, je me suis confronté à de nombreuses contradictions avec mes lectures préliminaires nécessitant déjà une première modification de ma problématique.
- Une période de recherche documentaire afin de combler les lacunes de la phase préliminaire. Malheureusement même sur place, la documentation n'est pas exhaustive et limite l'action des associations. En effet, l'information étant très contrôlée au Maroc, il n'a pas toujours été évident de consulter des données fiables et récentes.
- Une période de collecte d'information et réalisation des entretiens. Ces derniers se sont déroulés de façon semi-directif reposant sur des questions prédéfinies. J'ai voulu avoir un ensemble des discours et des visions des différents acteurs associatifs dans la vallée de l'Ourika. Notons tout de même que la barrière de la langue fut un frein non négligeable dans la collecte d'information auprès des populations locales.

Phase de rédaction :

La troisième phase, celle de la rédaction, a permis d'identifier certaines lacunes d'informations qu'il s'agissait de combler au mieux grâce à de nouvelles sources. C'est aussi en écrivant que la nécessité de réorganiser le plan s'est fait ressentir. Plus de détails sont donnés à ce sujet au point suivant. Le temps passé à rédiger ce travail a aussi été l'occasion de découvrir de nouvelles sources pour approfondir ma réflexion.

Cadre théorique et définitions des concepts :

L'eau

Tout d'abord, nous devons faire la distinction entre l'eau pour l'alimentation et l'eau destinée aux activités humaines, telle que l'agriculture. En effet, il s'agit là d'une différence notoire qui a son importance. A l'échelle mondiale, l'usage agricole représente plus des trois quarts de la consommation d'eau. Si dans les régions tempérées, les précipitations sont souvent suffisantes pour les cultures, ce n'est pas le cas des régions plus sèches qui ont recours à l'irrigation pour augmenter la production agricole. Notons également l'augmentation des besoins en eau du secteur industriel, qui représente aujourd'hui presque 20% de la consommation mondiale. De plus, les eaux rejetées par ce dernier nécessitent de lourds coûts en traitement afin de pouvoir les réutiliser.

L'eau recouvre environ 70% de notre planète, en effet elle est présente partout sous différentes formes (liquide, gaz ou glace). Cependant nous devons garder à l'esprit que la quasi-totalité, 97%, de cette eau est sous forme d'eau salée. Autrement-dit elle est impropre à notre consommation. L'eau douce est principalement présente sous forme de glaciers, 2%, et dans les eaux souterraines, 1%. L'eau des fleuves, des lacs et des mers intérieures représente uniquement 0.02% de l'eau de la planète. Cette dernière, qui opère dans un cycle particulier de fonte, d'écoulement et d'évaporation, s'inscrit dans une dynamique interactive entre les océans et l'atmosphère. Mais elle est également présente dans les sols, les nappes, la faune, la flore ...

L'eau naturelle devient ressource dès qu'elle est utilisée par l'homme, lorsqu'elle prend une valeur par l'usage qui en est fait (MONTGOLFIER & NATALI, 1987). Avant la privatisation dans les années 1990, l'eau était un bien public. Mais selon la maxime, ce qui a un coût à un prix, l'eau est devenue un bien marchand. Au point où aujourd'hui des grandes multinationales, à l'image de Nestlé, ont la main mise sur les sources d'eau dans le monde et contrôlent la distribution de l'eau en bouteille.

La pénurie de la ressource en eau

Pour comprendre la situation mondiale actuelle, revenons sur la notion de pénurie. Cette dernière étant largement abordée dans cette étude, en voici une large définition.

1. La pénurie en eau en tant que phénomène physique

La pénurie hydrique peut se caractériser par un rapport entre la demande et la ressource disponible. Selon l'Indice de Pauvreté en Eau¹ du World Water Assessment Programme (WWAP), qui remplace l'indice de Falkenmark, entre 1700m³ et 1000m³ par an et par habitant le pays est dépendant de la ressource en eau, il est en situation de stress hydrique. En dessous de 1000m³ le pays se trouve en situation de pénurie hydrique. Sous 500m³, nous parlons de stress sévère, il s'agit d'une situation de pénurie totale vis-à-vis de la ressource en eau.

Cependant il faut prendre ses seuils avec prudence car il s'agit de moyenne au niveau national. Mais aussi car cette indice se base sur la démographie comme seul facteur provoquant l'insuffisance quantitative.

L'indice de Henrichs et Alcamo² cherche donc à définir l'indice d'exploitation. Cet indicateur illustre les niveaux de stress hydrique en se basant sur le ratio prélèvement- disponibilité, que l'on exprime en w.t.a.³. C'est-à-dire que plus le ratio est élevé, plus l'intensité de prélèvement est forte, ce qui traduit un stress hydrique important. L'indice d'exploitation se définit selon les seuils suivants : lorsque le w.t.a est inférieur à 0,2 il s'agit d'une situation stress hydrique faible ; entre 0,2 et 0,4 il s'agit d'un stress hydrique modéré ; inférieur à 0,4 il s'agit d'un stress hydrique sévère.

Parmi des indicateurs évoqués ci-dessus, d'autres indices se sont développés. Néanmoins, nous ne nous y attarderons pas dans la mesure où ils sont moins utilisés car plus complexes et n'apportent que peu de précision à l'échelle locale.

2. La pénurie en eau en tant que phénomène socialement construit

Sans limiter l'approche physique de la pénurie en eau induite par des phénomènes météorologiques et hydrologiques, et influencée par la croissance de la population, les tenants de l'approche sociale argumentent que la pénurie d'eau n'est pas le résultat de la seule variable naturelle mais la conséquence de processus sociaux, économiques et politiques.

¹ Water Poverty Index from The United Nations World Water Assessment Programme (WWAP)

² Henrichs T., Alcamo J., 2001, "Europe's Water Stress Today and in the Future." EuroWasser: Model-Based Assessment of European Water Resources and Hydrology in the Face of Global Change. Kassel, Germany (Kassel World Water Series Report, 5), S. 5-1 - 5-11

³ w.t.a : withdrawals-to-availability

Turton et Ohlsson⁴ constatent que la question de l'eau est une problématique humaine et sociale. Ils mettent en exergue que les aspects culturels influencent les besoins humains, ce qui confère un caractère relatif à la rareté, dans la mesure où ces besoins évoluent au cours du temps. Ainsi, le concept de rareté fait l'objet d'une construction sociale. Pour eux, la pénurie se retranscrit sous deux ordres. La pénurie de premier ordre fait référence à l'aspect quantitatif de la ressource tandis que la seconde rend compte des capacités sociales à s'adapter à une situation de pénurie de la ressource naturelle. Ils combinent ces deux ordres pour arriver à quatre situations :

- une **situation de « pauvreté en eau »** (situation 1 et 2) : elle combine une pénurie physique de la ressource en eau avec un faible niveau de capacités sociales d'adaptation ;
- un **état « d'abondance en eau structurellement induite »** (situation 1 et 4) : il s'agit ici de qualifier une situation où la pénurie physique en eau est associée à une ressource sociale apte à gérer la situation. La manière de faire face à la rareté de la ressource peut, par exemple, se traduire par des innovations techniques ;
- une **« rareté sociale induite structurellement »** (situation 2 et 3) : l'association combinant une abondance de premier ordre (abondance en ressource hydrique) et une rareté de second ordre (faible capacité sociale) ;
- une **« abondance en eau »** (situation 3 et 4) : allie une situation favorable aussi bien en termes de ressources naturelles que de réponse sociale.

		Ordre de pénurie	
		Premier Ordre (ressource)	Second Ordre (social)
Aspect quantitatif de la ressource	Pénurie	Situation n° 1	Situation n° 2
	Abondance	Situation n° 3	Situation n° 4

Tableau 2 Matrice des situations selon Turton et Ohlsson

Cette approche tend à expliquer la pénurie mais elle révèle d'une vision anthropocentriste, centré sur l'homme et sa capacité d'adaptation. Il paraît essentiel de voir la pénurie sous l'angle d'une approche multifactorielle, afin d'analyser ce concept d'une façon plus fine et en accord avec la réalité du terrain.

La sécurité alimentaire :

⁴ Turton ,A. R.et L. Ohlsson. 1999. Water scarcity and social stability : Towards a deeper understanding of the key concepts needed to manage water scarcity in developing countries.

Après avoir vu la notion de pénurie, nous allons faire un focus sur la sécurité alimentaire et la notion d'alimentation. En effet, comme nous avons pu le dire, l'eau est primordiale pour l'agriculture. Elle est donc indissociable et un rouage primordial pour le système alimentaire mondial. Ce dernier qui peut se définir comme « la manière dont les hommes s'organisent dans l'espace et dans le temps pour obtenir et consommer leur nourriture »⁵.

Il existe trois types de crises alimentaires : le premier regroupe la sous-alimentation brutale liée à un conflit armé ou à une catastrophe naturelle. Le second type concerne les risques de contamination accidentelle des aliments. Tandis que le troisième est relatif à la sécurité alimentaire qui renvoie à une question de santé publique et plus précisément à des maladies d'origine alimentaire non transmissibles. Ce domaine a pendant longtemps été perçu comme un ratio entre l'offre et la demande, mais il est nécessaire de voir cette notion au travers de sa globalité. Selon le Centre International de la Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD)⁶, la sécurité alimentaire repose sur quatre piliers :

- l'accès à l'alimentation, cela renvoi à la capacité de production ou de pouvoir d'achat
- la disponibilité, autrement dit la « capacité de charge » géographique pour nourrir une population croissante
- la qualité de l'alimentation, relatif à la « food safety »
- la régularité, qui est relatif à la stabilité des prix et des revenus des populations vulnérables.

Pour la FAO, la question de la faim dans le monde renvoie surtout à la notion de sous-alimentation, ou de l'insécurité alimentaire chronique. Cette dernière est définie comme étant une situation dans laquelle la ration alimentaire, mesurée en kilocalories (kcal), ne suffit pas, de manière continue, pour couvrir les besoins énergétiques de base d'une personne. Les besoins moyens en apports énergétiques correspondant aux âges et sexes spécifiés de chacun, mais l'European Food Safety Authority (EFSA) table sur un apport entre 1800 (pour une femme) et 2300 (pour un homme) kcal par jour.

Présentation générale du pays et de la zone d'étude :

Le Maroc, qui compte 33 848 242 personnes sur son territoire en 2014, est un pays du Maghreb dans le Nord-Ouest de l'Afrique limité à l'Ouest par l'Océan Atlantique et au Nord par la Méditerranée. Il est frontalier avec l'Algérie, à l'Est, et la Mauritanie, au Sud. Nous n'aborderons pas la question du Sahara Occidental, qui a connu un long débat durant mon séjour

⁵ Citation de Malassis, agronome, dans l'ouvrage de Jean-Louis Rastoin et Gérard Gheri - Le système alimentaire mondiale, Editions Quae, 441p

⁶ <http://www.cirad.fr/nos-recherches/themes-de-recherche/securite-alimentaire/que-fait-le-cirad>

après les déclarations du Secrétaire générale de l'ONU, Ban Ki-Moon, en avril 2016. La figure 1 nous montre la position géographique du Maroc dans le Nord de l'Afrique.

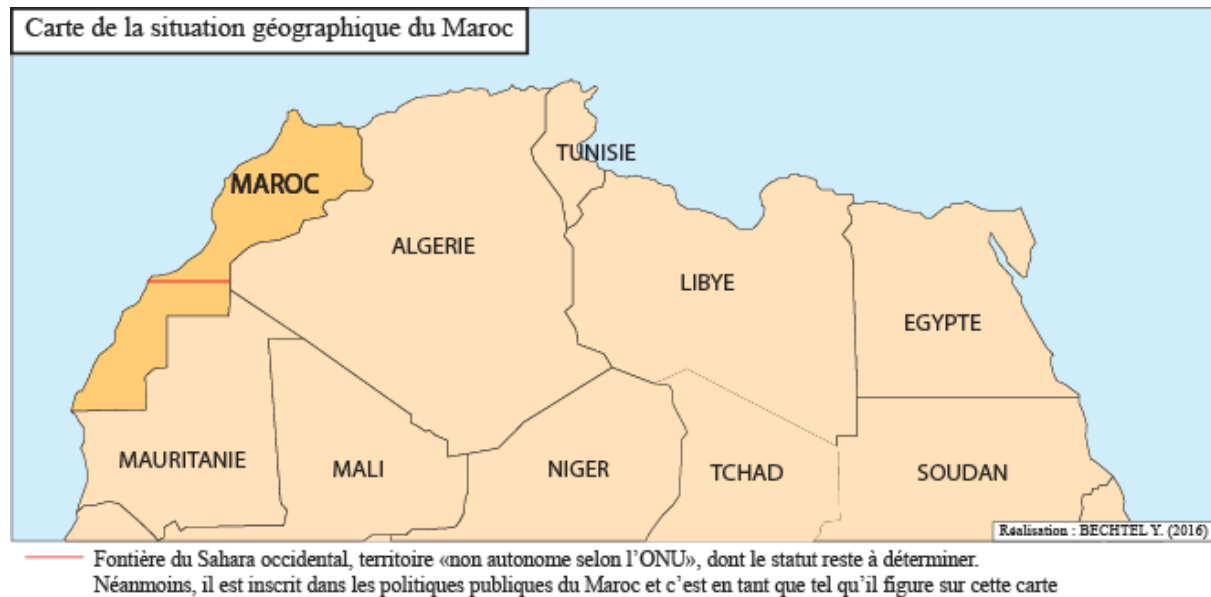


Figure 1 : Carte de la situation géographique du Maroc

Les montagnes occupent plus des deux tiers du territoire marocain et atteignent des hauteurs non négligeables. Plusieurs sommets franchissent la barre des 4 000 m. Le djebel Toubkal, le plus haut sommet du pays, culmine à 4 167 m. Le Maroc renferme quatre principales chaînes de montagnes, et c'est le seul pays du Maghreb à disposer d'une immense chaîne de montagne l'Atlas.

Selon les données de la Banque Mondiale, La hauteur moyenne des précipitations en 2014 a été de 346 millimètres. Cependant il faut prendre du recul sur ce chiffre qui n'est qu'une moyenne. En effet, il faut savoir que dans le Nord-Ouest, la région la plus arrosée du Royaume, le cumul moyen annuel de précipitations varie considérablement. Par exemple sur les reliefs on peut avoir plus de 800 millimètres par an, alors que dans les plaines avoisinantes on ne va pas dépasser les 300 millimètres par an.

Le Maroc est en effet caractérisé par une variabilité spatiale et temporelle des précipitations très marquée. Il est caractérisé par des climats très différents selon les régions. En schématisant, on aurait un climat océanique à l'Ouest le long du littoral, qu'on dit tempéré, un climat méditerranéen au Nord, et un climat semi-aride, voir aride, à l'intérieur des terres et dans le Sud. L'eau est donc un enjeu majeur pour le pays tant en terme de ressource stratégique, de développement mais aussi géostratégique au travers d'une volonté de contrôle territoriale.

Le gouvernement marocain ayant approuvé le nouveau découpage régional en janvier 2015, dans le cadre de la régionalisation avancée, voici la carte des régions (figure 2). Nous nous sommes centrés sur la région de Marrakech – Safi qui compte 4,5 millions de personnes en 2014.

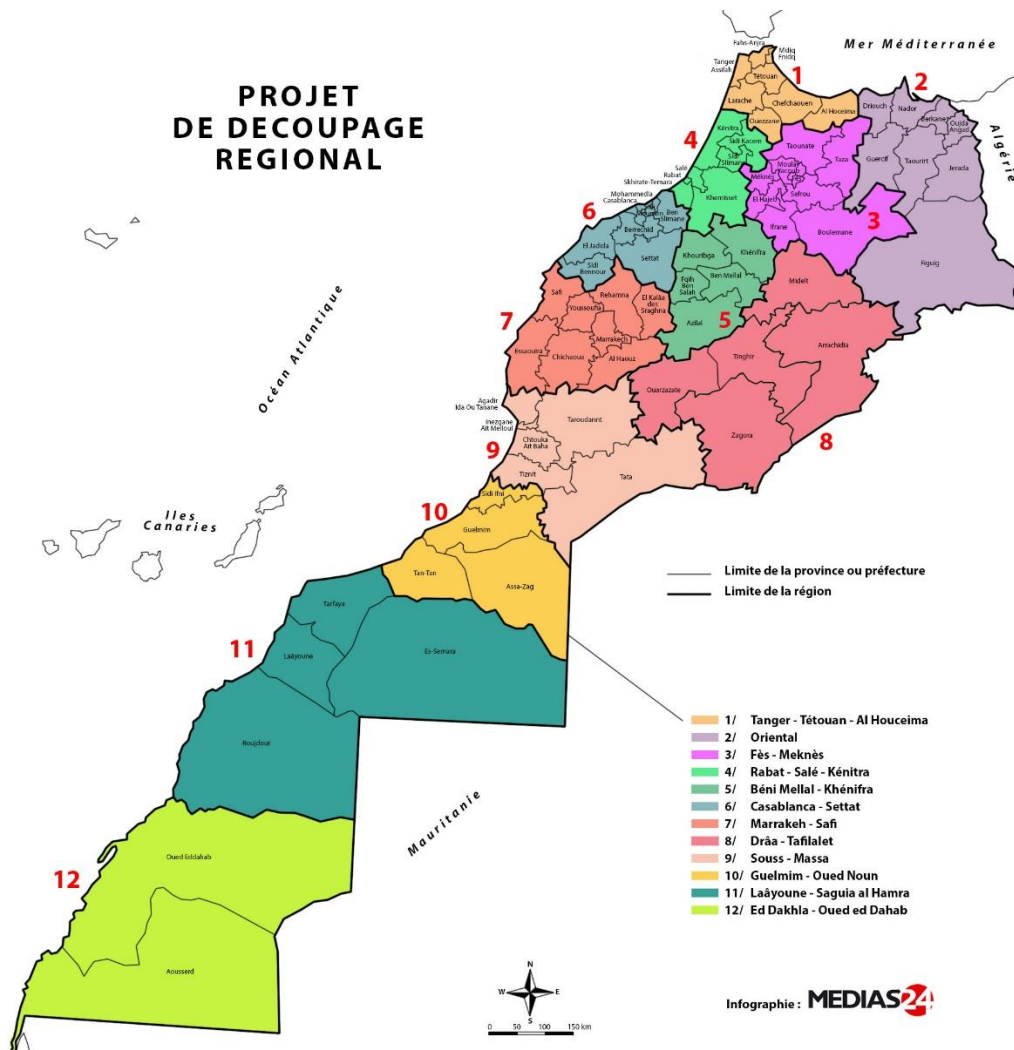


Figure 2 : La nouvelle carte des régions (2015)

Région, Province, Préfecture, Municipalité (Mun.), Arrondissement (Arrond.) ou Commune	Ménages	Population	Etrangers	Marocains
Marrakech-Safi	928 120	4 520 569	8 636	4 511 933
Province: Al Haouz	111 627	573 128	362	572 766
Ait Ourir (Mun.)	8 285	39 108	20	39 088
Amizmiz (Mun.)	3 506	14 364	15	14 349
Tahannaout (Mun.)	2 684	12 102	12	12 090
			Source : RGPH 2014	

Tableau 2 : Recensement de la Population de la Région de Marrakech - Safi

Trois communes forment la vallée de l'Ourika. Il s'agit de l'Ourika, Setti Fatma et Oukaïmeden. Elles sont situées à 30 km au sud-est de la ville de Marrakech, dans la province d'Al Haouz. Elle est peuplée majoritairement de communautés berbères ayant un dialecte chleuh. Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat, plus de 32 000 personnes vivent dans la commune de l'Ourika.

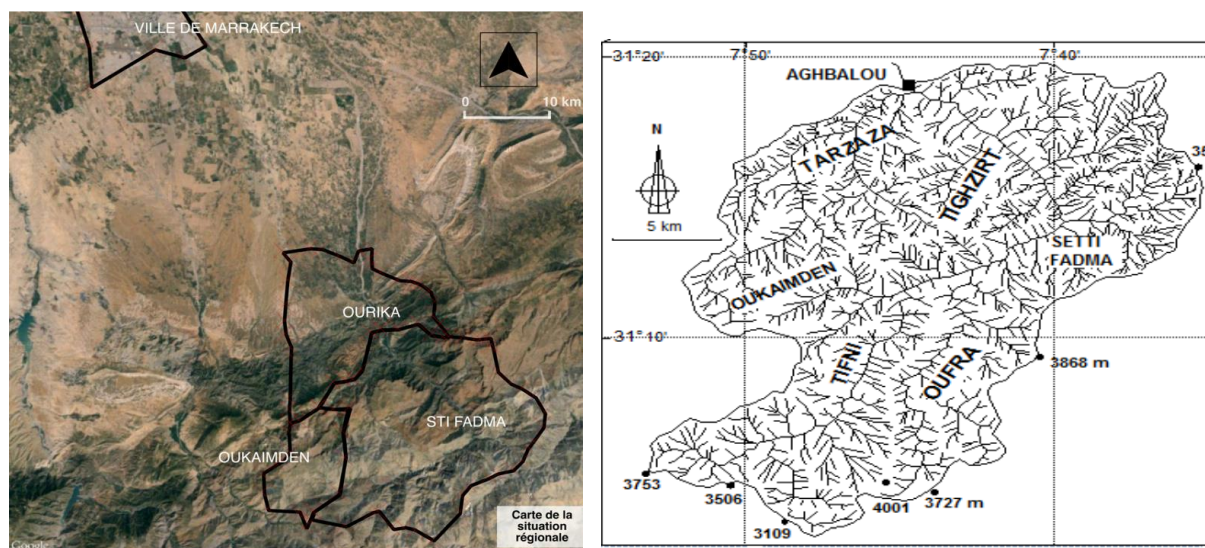


Figure 2 : carte de situation des communes de la vallée de l'Ourika et du bassin versant d'Ourika

Commune	Population en 2009	Population en 2014	T.A. (%/an)
Ourika	29'205	32'355	2.07
Setti Fatma	20'978	21'852	0.82
Oukaïmeden	4757	5142	1,57

Source : RGPH 2014

Tableau 3 : Population des trois communes de la vallée de l'Ourika (en nombre d'habitant)

L'Ourika est un oued qui descend du Haut Atlas marocain et s'écoule dans la vallée en direction de la ville de Marrakech. Ce dernier est un des confluent de Tensift. Son bassin versant (à Aghbalou) d'une superficie de 503 km² se situe dans le Haut Atlas occidental au centre de la province d'Al Haouz. Il est limité au sud par la province de Taroudante, à l'Est par le bassin versant de Zat et à l'Ouest par le bassin versant de Ghighaia (figure 1).

Partie 1 Théorique : Du Maroc à la vallée de l'Ourika, l'eau un gage de la sécurité alimentaire

Après cette introduction exhaustive, nous allons nous interroger sur la vision du gouvernement marocain sur la ressource en eau quant à sa capacité à répondre aux besoins alimentaires de sa population, tant au niveau national que local. Nous allons voir comment le Maroc fait face à la pénurie et comment cette pénurie physique devient une ressource sociale. Puis nous centrerons sur la volonté politique de (re)créer une « révolution verte » en accord avec l'environnement. Enfin nous nous focaliserons sur la vallée de l'Ourika en passant par la région de Marrakech - Safi.

I. De la pénurie à la ressource en eau au Maroc : Approche sociale et politique

A. Etat de lieux de la situation

Au Maroc, la pénurie d'eau se construit dans le rapport de la demande à l'offre en eau, c'est la règle de besoin et de la disponibilité. La ressource, quant à elle, est un concept qui renvoie à la pérennisation de l'eau pour son utilisation. Alors que l'aménagement hydraulique renvoie à la volonté collective, politique et sociale, de se dégager des contraintes naturelles.

Comme nous avons pu le dire, le Maroc est un pays à climat semi-aride caractérisé par une grande variabilité des précipitations dans le temps et l'espace. Le Maroc a connu ces trois dernières décennies des sécheresses sévères qui ont affecté la croissance de l'économie nationale. Aujourd'hui, le potentiel en eau comme ressource naturelle est évalué à environ 22 milliards m³, soit presque 700 m³ par habitant par an. Le pays est donc en situation de dépendance vis-à-vis de l'eau car il est en dessous du seuil de pauvreté hydraulique, fixé à 1000m³ par habitant par an.

La maîtrise de l'eau au Maroc est essentielle, vu le climat et le cadre hydrologique très fragile du pays. La variation dans l'espace et dans le temps des ressources en eau disponible, l'impact croissant des sécheresses et des inondations, ainsi que la pression sur la demande de l'eau, sont des facteurs qui nécessitent la mise en place des stratégies de développement et de la gestion des ressources en eau, selon une méthodologie appropriée à la fragilité hydrologique.

« Le temps est donc venu pour nous de changer radicalement notre perception et notre attitude à l'égard de l'eau, à travers la gestion de la demande de cette ressource et la rationalisation de sa consommation. » Sa Majesté Mohammed VI

Le développement économique et social du Maroc a donné lieu à une forte demande des ressources en eau. Selon les estimations du ministère délégué auprès du ministre de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement, chargé de l'eau, cette demande atteint environ 11,5 milliards m³ répartis entre 12% d'eau potable et 88% de l'eau d'irrigation, et il est prévu vers 2020, que ce besoin atteigne 15,5 milliards m³, ce qui représente une hausse annuelle de 1,5%.

Selon un rapport élaboré par le Haut-Commissariat marocain aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la désertification, le Maroc a franchi l'étape du manque pour passer à celle de la rareté en matière d'eau, ajoutant qu'à l'horizon 2020, la part d'eau pour chaque citoyen sera réduite de 49%, ce qui signifie que le citoyen marocain disposera de moins de 400 m³ au cours des huit prochaines années. C'est un rapport qui tire la sonnette d'alarme, en effet et en raison des conditions naturelles du Maroc, tant en ce qui concerne le relief que le climat, les pertes en eau sont importantes et graves. Il est vrai que la demande en eau potable mobilise actuellement plus de 700 millions m³ par an. Le taux de desserte est de 80 % en milieu urbain et 30 % en milieu rural. Ce dernier où 70 % de la population consomme moins de 20 litres par jour et par habitant, soit le 1/6 de la consommation journalière d'un citadin. Les précipitations apportent annuellement un volume évalué à 150 milliards m³, dont 80 % s'évaporent et 20% ruissellent et s'infiltrant. Seuls 30 milliards m³ peuvent être considérées comme ressources nationales en eau.

Face à cette situation, le Maroc s'est lancé dans un processus de mobilisation, non seulement en termes de ressource en eau, mais aussi à la fédération des différents acteurs, accompagné d'une innovation technique, d'une volonté politique, et d'une implication de la société civile.

Dans ce sens, Olivier Alexandre⁷ présente cette mobilisation, d'abord, comme une émergence d'un sens commun de l'objet eau comme ressource, et d'un accord, explicite ou implicite, sur sa fonction. Ensuite, comme une généralisation du sens et sa matérialisation dans des pratiques collectives d'usage et/ou de gestion adoptées par d'autres acteurs que ceux qui ont fait émerger la ressource, c'est une phase d'appropriation de la ressource. Enfin, comme une reproduction des usages, qui nécessite la définition d'un mode de régulation de la ressource, ou l'expansion normative des conditions d'introduction de la ressource dans le système de production ou de développement.

On assiste ici à une véritable réalité de la ressource qui s'inscrit dans un système collectif.

⁷ Alexandre Olivier, 2005, « Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc »

Des efforts importants ont été ainsi déployés pour la mobilisation des ressources en eau de surface et souterraine, permettant d'édifier plus d'une centaine de grands et moyens barrages, totalisant une capacité de retenue de 16 milliards m³, et régularisant annuellement un volume de 12 milliards m³ environ.

Parallèlement, l'irrigation a connu un grand élan et un développement soutenu. Les superficies aménagées par les soins de l'Etat dans les périmètres d'irrigation, qui ne dépassaient guère les 150.000 hectares en 1960, sont passées à plus de 1.016.000 aujourd'hui (dont 682 600 ha en grande hydraulique et 334 000 ha en petite et moyenne hydraulique⁸).

La pénurie de l'eau a permis à l'Etat marocaine d'acquérir une grande expérience en termes de la maîtrise et la rationalisation de la gestion des ressources en eau. Les neuf bassins hydrauliques marocains connaissent une forte dynamique liée surtout à l'activité humaine. Or, cette intervention humaine a engendré une accélération de dégradation des systèmes géomorphologiques et écologiques. Cette dernière peut s'expliquer en partie par la pression de la croissance démographique, le recul des espaces forestiers, l'urbanisation, les pratiques agricoles ...

Pour mettre fin à ce dysfonctionnement, ces bassins ont connu plusieurs interventions régies par un ensemble de lois, de schémas et de plans qui ont œuvré seulement dans le sens d'une gestion intégrée des ressources en eau par bassin versant sans faire appel à une stratégie globale et efficiente intégrant toutes les composantes du bassin versant. Une stratégie qui devrait prendre en considération tous les rapports entre bassins versants et littoraux ainsi que tous les problèmes liés à la quantité et à la qualité des eaux. Mais aussi les récents changements climatiques, la diversité des écosystèmes, la sécurité, l'accessibilité et la spécificité culturelle locale.

La politique de l'eau fut ainsi guidée par une vision sécuritaire et politique au travers du rapport entre monde urbain et rural et par une stratégie de développement agricole visant à assurer l'autosuffisance alimentaire par la promotion des exportations agricoles. La légitimité de l'intervention de l'État repose sur de gros investissements et sur une coordination hiérarchique de la gestion de l'eau. Pour contrôler l'exploitation des ressources hydrauliques, l'État a réalisé des équipements hydrauliques, exécuté les travaux d'équipement interne, imposé un remembrement des terres, des trames d'irrigation, des assolements et des techniques culturales. Dans les grands périmètres, le pouvoir de mobilisation et de contrôle de la ressource en eau est

⁸ El Gueddari, 2005

détenu par les autorités publiques par l'intermédiaire des équipes disposant de grands moyens techniques et financiers.

B. Les aménagements hydro-agricoles, entre régulation et sécurité alimentaire

La variabilité spatiale et temporelle des précipitations au Maroc étant très importante, les politiques, poussés par la pression internationale au travers de plans d'ajustement structurel, ont donc mises en place de nombreux projets d'aménagements hydrauliques.

Cependant, déjà en 1920, les autorités coloniales françaises étaient soucieuses de la question de l'eau pour un territoire marqué par des déficits en matière de production agricole. Les régions du Nord présentaient en effet un certain intérêt agricole pour les investisseurs coloniaux. Ces terres sont encore aujourd'hui les terres les plus fertiles et les plus conflictuelles, du fait d'une concurrence exacerbée. Comme le disent Mohamed Boujnikh et André Humbert dans leur article⁹, il s'agit des terres du « Maroc utile ». Dans les marges trop sèches, n'ayant que peu d'intérêt d'un point de vue macro-économique, les aménagements hydrauliques ont été très tardifs ou inexistant.

Cependant pour en revenir sur les aménagements, à la fin du Protectorat, le Maroc se retrouve dans une situation duale avec d'un côté un secteur moderne avec des surfaces irriguées et d'un autre un vaste secteur traditionnel avec des surfaces dites peu productives. La volonté de la Monarchie de baser le développement du Royaume sur un modèle agricole moderne se traduit par une politique de grands barrages. La construction des grands ouvrages est largement préférée au détriment des petites et moyennes infrastructures. L'eau est essentiellement destinée pour l'agriculture. En effet, ce fut l'objectif du roi Hassan II d'atteindre le million d'hectares irrigués. Ce dernier a été atteint.

Il est indéniable que le résultat de ces aménagements a permis d'améliorer la sécurité alimentaire par l'augmentation des productions, d'accroître les rentrées de devises grâce aux cultures d'exportations (à l'image de la tomate) et de produire de l'électricité afin de répondre

⁹ Mohamed Boujnikh et André Humbert, 2010, « L'eau dans le bassin du Souss : concurrences et désorganisation des systèmes paysans »

à la demande croissante en énergie. Cependant les résultats de cette politique très couteuse sont mitigés et donnent lieu à des controverses.

C. La pérennité des systèmes d'irrigation, entre économie et sur-pompage ?

Avec le désengagement de l'Etat et la libéralisation du secteur de l'eau durant les années 80, le fonctionnement des grands aménagements a été bouleversé. La pérennité des systèmes d'irrigations s'en retrouve touchée, des auteurs comme A. El Gueddari¹⁰ pensent qu'il faut sauvegarder ces systèmes en économisant l'eau, en soutenant l'amélioration et la réhabilitation des réseaux d'irrigations. Cependant, dans un contexte de demande croissante, cela ne se passe pas sans un rajustement tarifaire de l'eau d'irrigation. Malgré des aides financières à l'adoption des techniques modernes d'irrigation, le prix restant trop élevé les agriculteurs ont recours massivement aux pompages privés des eaux souterraines. Pour Anne-Marie Jouve¹¹, cet essor des pompages privés pose la question de l'équité pour l'accès à la ressource surtout dans un contexte où les inégalités de revenus sont importantes. Car le coût d'investissement et de fonctionnement d'un pompage exclut les populations les plus démunies. Elle soutient aussi une vision d'économie de l'eau et alerte sur les niveaux des nappes phréatiques qui sont en baisse depuis 10 ans.

« Ce déséquilibre entre la ressource et la demande pose le problème majeur de la durabilité de la ressource et impose de passer à une gestion de la demande, c'est-à-dire à une politique d'économie d'eau. » Anne-Marie Jouve¹²

¹⁰ El Gueddari A., 2005, "Economie d'eau en irrigation au Maroc : acquis et perspectives d'avenir",

¹¹ Anne-Marie JOUVE, 2006, « Les trois temps de l'eau au Maroc : l'eau du ciel, l'eau d'Etat, l'eau privée »

¹² Extrait « Les trois temps de l'eau au Maroc : l'eau du ciel, l'eau d'Etat, l'eau privée »

II. L'agriculture, une priorité du gouvernement marocain

A. Une volonté politique (ré)affirmée : le Plan Maroc Vert

Le Royaume du Maroc est dans une situation alarmante tant au niveau environnementale que économique. Le changement climatique menace directement les petits agriculteurs qui vont devoir faire face à une diminution drastique de leurs ressources en eau. Dans une optique de minimiser cet impact, sa Majesté Mohammed VI rappelait en 2009 que le Maroc avait inscrit « les questions environnementales au cœur de nos programmes de développement – notamment ceux concernant l'eau – en suivant une politique pionnière et anticipatrice de mobilisation de nos ressources hydriques et de lutte contre les inondations et la sécheresse »¹³. Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime s'est donc penché sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement agricole : le Plan Maroc Vert. L'objectif, de cette stratégie lancée en 2008, est de développer le secteur de l'agriculture afin qu'il soit performant et adapté aux règles du marché, grâce à des investissements majeurs, organisés autour de « nouveaux modèles durables et équitables ».

L'agriculture marocaine, à l'image des pays africains, joue un rôle essentiel pour l'aspect économique et social du Royaume et de ses régions. Avec d'un côté un enjeu majeur pour l'économie du pays au travers de la croissance, basée sur la production de produit comme les céréales, les fruits ou encore les légumes, et d'un autre coté un enjeu social de taille, afin de lutter contre la pauvreté tout en promouvant un développement durable qui répond aux besoins des 30 millions de consommateurs marocains mais également les futures générations.

*« Pour ce qui est du contexte général du Maroc, l'accent a été mis sur le passage de l'auto-centrage à l'ouverture, de l'interventionnisme à la loi du marché, de l'illusion dirigiste à la reconnaissance des acteurs de terrain et de l'euphorie de la croissance aux difficultés de la récession. La doctrine en matière d'aménagement du territoire a été entièrement renouvelée depuis cinq ans. [...] Quant à la méthodologie, elle est passée du jeu des scénarios au réalisme itératif, avec le choix de l'ouverture, en affrontant des obstacles et en se fixant des échéances »*¹⁴. Cela s'est traduit par une augmentation des investissements publics passant de près de 7,4 à environ 13,8 milliards de dirhams, entre 2008 et 2013, favorisant un contexte propice aux

¹³ Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague

¹⁴ Perspective Maroc 2030, Eveil aux problématiques du Maroc 2030

investissements privés, à l'image des investissements directs étrangers (IDE) qui ont été multipliés par 10 sur la même période, et diversifiant les sources de financement.

B. Programme National d'Economie d'Eau d'Irrigation (PNEEI) et énergies renouvelables

L'eau et l'énergie sont les deux priorités du gouvernement marocain, notamment au travers du plan d'investissement vert, préparé avec l'appui de la Banque mondiale et de la Coopération allemande au développement durable (GIZ), qui fixe les engagements du Maroc dans la lutte contre les effets du changement climatique. Cette « approche transverse, intégrée, participative » doit permettre une transition vers « une économie verte » afin de faire face aux nombreux enjeux et positionner le Maroc « comme un leader de sa région ». Les intentions sont là clairement affichées, le Maroc par cette révolution verte cherche à devenir un modèle pour ses voisins du Maghreb, voir des pays africains.

L'eau, enjeu majeur, a été depuis longtemps prise en compte par les politiques marocaines au travers de la construction d'infrastructures hydrauliques permettant le développement agricole par l'irrigation à grande échelle. Selon le gouvernement marocain, en 2011, les 148 barrages offraient une capacité de 17,2 milliards de m³. Cependant cette moyenne ne retranscrit pas la réalité qui donne lieu à un oscillement des niveaux de remplissage des barrages. D'autres défis de tailles sont pris en compte par les politiques marocaines, par exemple l'efficacité des infrastructures est remise en question, par la vétusté de certains matériels provoquant une diminution des rendements du réseau d'eau potable ou encore par l'envasement des barrages qui provoque la diminution de 7% de la capacité de stockage. En effet, La majorité des centres urbains ont « un rendement de réseau inférieur à 70% ». Le sur-pompage des eaux souterraines est également un problème majeur, car les niveaux sont critiques et ne cessent de diminuer sur l'ensemble du pays. Cette baisse des niveaux pouvant atteindre les deux mètres par an. Le changement climatique apparait alors être une fatalité qui risque de sévèrement toucher la population marocaine et son paysage.

Pour faire face à ces nombreux défis, « le gouvernement met en place une politique de gestion de la demande et de la valorisation de l'eau » au travers d'une multiplication des projets afin de favoriser la « mobilisation des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles ».

« La mise en œuvre du programme d'énergie solaire, notamment le lancement de chantiers de construction du « Complexe Nour » à Ouarzazate, parallèlement aux échéances inscrites au programme d'énergie éolienne »¹⁵ permet au Maroc de se targuer d'être un modèle à suivre en matière d'énergie renouvelable. En effet, le fort ensoleillement que connaît le Royaume, lui permet d'envisager sérieusement la production d'énergie par des panneaux solaires. Il faut tout de même noter que le taux de charge, autrement dit le taux effectif d'énergie produite, est seulement de 10% pour les panneaux solaires contre 20% pour les éoliennes. A titre de comparaison, pour une centrale nucléaire, son taux de charge est aux alentours des 80%. Cela pose la question de la viabilité de telles infrastructures qui nécessitent de lourds investissements.

La construction d'une usine à palme éolienne vers Tanger, permettant de s'affranchir d'une partie des coûts, est également un exemple de cette volonté d'inscrire le Royaume dans le mouvement des énergies renouvelables et d'en faire un acteur important pour ses voisins. La position géographique du Maroc lui permettra, en effet, de trouver des débouchés vers les pays méditerranéens mais plus particulièrement les pays africains, dont le défi énergétique est de taille.

C. Une priorité qui se retranscrit dans des initiatives individuelles

De nos jours, de plus en plus d'agriculteurs s'orientent vers une irrigation au goutte à goutte pour améliorer leurs rendements. Dans ce contexte de pénurie vient des initiatives initiées par divers acteurs. Que ce soit des résidents marocains à l'étranger (RME) qui rentrent au pays ou des personnes de la classes moyennes, ou encore les populations démunies, tous ont compris l'importance et s'inscrivent dans la priorité du gouvernement de mettre en place une gestion maîtrisée et durable de l'eau pour en tirer profit et développer une agriculture plus en accord avec leurs environnements, tout en assurant une sécurité alimentaire. Selon Shah et Keller¹⁶, il existe une dualité sur le mode d'irrigation. D'un côté, les grands périmètres irrigués qui ont bénéficié de subvention par l'Etat et correspondent à une agriculture à forte valeur ajoutée en alignement avec les normes internationales. D'un autre côté, les petits périmètres dont les

¹⁵ Extraits du discours de sa majesté le roi Mohammed VI à l'occasion du 14ème anniversaire de la Fête du Trône, en juillet 2013

¹⁶ Shah T, Keller J, 2002. Micro-irrigation and the poor: a marketing challenge in smallholder irrigation development

équipements sont plus sommaire, moins performant mais davantage en accord avec les moyens des petits agriculteurs.

Dans la région de Rabat, nous avons pu voir de nombreuses initiatives individuelles. En effet, chez Zakaria, chirurgien de profession mais qui a investi dans un terrain il y a dix ans, la question de l'eau était primordiale pour son exploitation de 10ha de grenade. Pour ce faire, il a installé seize km de tuyaux afin d'optimiser son irrigation par un système de goutte à goutte rendu possible par le pompage dans son puit. Ce système lui permet de maîtriser à la fois la quantité mais aussi la qualité en intrants biologiques sur ces 4 secteurs. Il a également mis en place un bassin de rétention, obligatoire en cas de système de goutte à goutte, afin d'anticiper le temps de remplissage du puit. Zakaria produit de la grenade, qu'il vend comme ça pour l'instant, mais il souhaite transformer ses grenades en jus et en élixir afin de les commercialiser au Maroc et dans le monde.

Par les RME ayant vécu en Europe ou en Amérique du Nord s'accompagne de nouvelles initiatives, à l'image de Qawtar qui a vécu au Canada, qui a entrepris de se lancer dans la production de pousses germées biologiques afin d'alimenter des restaurants et certains particuliers soucieux de leurs alimentation. Cette initiative montre la volonté de promouvoir une production raisonnée en accord avec son environnement.

Dans cette perspective, Mohammed, géographe de formation, et Irène ont commencé il y a plusieurs années à produire des légumes de maraichage bio dans l'optique d'une production raisonnée mais surtout pour montrer aux autres agriculteurs de la région que l'utilisation des intrants chimiques n'est pas la meilleure solution. Ces derniers commercialisent leurs produits et trouvent des débouchés essentiellement chez les résidents étrangers.

Chez Nadia, qui possède une ferme agro-écologique sur les coteaux du Bouregreg, le terrain accidenté est en grande partie sauvage sous forme de haies bio diverses et de ravins végétalisés mais des espaces cultivés permettent le développement d'une arboriculture fruitière, de maraichage et de production de plants. Des semences paysannes sont utilisées pour un petit potager (laitues, tomates, poivrons, poireaux, oignon, radis et carottes). La construction d'un bassin en haut du terrain, alimenté par une pompe solaire, permet l'irrigation au goutte à goutte des 2 ha. A la différence de Zakaria, Nadia utilise l'effet de pente pour irriguer ce qui lui permet de s'affranchir de la charge financière de la contrainte énergétique du système goutte à goutte.

Tous cela nous montre que le Maroc regroupe des personnes qui ont pris conscience et s'intéressent de l'importance d'avoir une gestion raisonnée et durable de la ressource en eau

pour garantir la production des denrées alimentaires. Ces derniers sont certes des initiatives individuelles, mais elles ont le mérite d'être mentionnées et mise en avant pour montrer l'intérêt des marocains pour leurs eaux, leurs terres, leurs avenir.

Mais qu'en est-il du reste de la population marocaine ? Est-elle en train de prendre conscience ? Ou ces personnes constituent simplement des cas particuliers ? Nous avons vu que le gouvernement marocain est conscient des risques liées aux changements climatiques, mais qu'en est-il des régions ? Dans un processus de décentralisation, ont-elles mis en place des dispositifs visant à réduire les risques ?

III. La région de Marrakech – Safi et la province d'Al Haouz :

A. Une régionalisation avancée, partage des responsabilités et des conséquences

1. Une décentralisation, un long processus

La décentralisation n'est pas un phénomène nouveau et dès son indépendance le Maroc a engagé le processus largement inspiré du modèle français dans une optique d'améliorer la gestion des pouvoirs publics. Le gouvernement marocain entama « une politique de décentralisation étalée dans le temps sur une période non encore achevée de presque quarante années »¹⁷ mais cette dernière n'a jamais eu l'impact escompté et le pouvoir central joue encore aujourd'hui un rôle prépondérant dans les décisions tant au niveau régionale que communale. « Par la conservation donc d'un certain nombre de compétences et l'exercice du pouvoir de tutelle sur ce qui est consenti, l'Etat demeure présent au sein de la collectivité locale ».

« A cet égard, il nous incombe de donner une nouvelle impulsion à la dynamique de décentralisation et de régionalisation, et de veiller à ce que la gestion déconcentrée, indissociable du choix de la décentralisation, devienne une règle de base dans tous les services du secteur public, et un instrument indispensable de la bonne gouvernance territoriale... ». Extrait du Discours de sa Majesté le roi Mohammed VI¹⁸

La régionalisation avancée apparait comme une solution afin de moderniser les institutions de l'Etat et assurer une nouvelle répartition des pouvoirs fondée sur la rationalité et la démocratie. La distribution d'eau est déléguée à des opérateurs privés dans quatre villes — Casablanca

¹⁷ Mohammed Amine BENABDALLAH, « Propos sur la décentralisation territoriale au Maroc », Ed. Economica, Paris, 2003

¹⁸ à l'occasion du 7-ème anniversaire de l'accession du Souverain au Trône.- (Rabat - 30/07/06). (Source : www.map.ma).

(LYDEC), Rabat/Salé (Redal), Tanger et Tétouan (Amendis) — tandis qu'elle est assurée par des régies municipales dans douze autres villes et par l'Office national de l'eau potable (ONEP) dans 532 petites et moyennes villes.

La question de l'eau a été longtemps dans les petits papiers du gouvernement marocain. Comme nous l'avons déjà dit, la politique des barrages lancée dès les années 70 par Hassan II montre l'engagement de l'Etat à s'emparer de la question hydro-agricole afin de légitimer son unité nationale. Les périmètres irrigués ont permis de s'affranchir du risque de la pénurie et développer une forme de « solidarité hydraulique »¹⁹. Cela s'est illustré par une mobilisation de l'ensemble des acteurs et des usagers autour de nouvelles pratiques en accord avec la politique d'économie d'eau insufflée par l'Etat. La réforme structurelle du secteur de l'eau s'est traduite par un partage des responsabilités et des conséquences à toutes les échelles. Dans la région de Marrakech - Safi, la multitude des opérateurs a conduit à la création d'un Comité de Vigilance destiné à réguler l'ensemble des pratiques de consommation. Le fonctionnement du Canal de Rcade est le parfait archétype de cette complexité : « l'Agence fournit l'eau des barrages à l'Office agricole, qui la fait transiter par le canal avant de la distribuer à ses ayants-droits ainsi qu'à l'Office National de l'Eau Potable (ONEP). Après traitement commun de ces eaux et des eaux souterraines, l'ONEP procède à leur stockage puis les livre à la Régie des eaux de Marrakech qui les distribue ». L'objectif de la Régie Autonome de Distribution d'Eau et d'Electricité de Marrakech (RADEEM) est d'accompagner et de soutenir le développement important que connaît la ville de Marrakech et de se doter d'infrastructures de qualité. Ceci, dans l'optique de répondre à la demande croissante de la population marrakechie encouragé par le marketing territorial de la ville renforçant la concurrence pour la ressource et accentuant les clivages villes / campagnes.

2. Marketing territorial, vers une concurrence des territoires

Focus sur la notion d'attractivité

Pour les responsables territoriaux, lancer une démarche de marketing territorial consiste à faire du territoire, dont ils ont la charge, une destination plus attractive pour des entrepreneurs, des investisseurs, des touristes, des étudiants, des ménages... L'attractivité renvoie donc à la fois la notion d'attraction pour attirer et retenir sur place, mais également à la notion d'attrait qui

¹⁹ Olivier Alexandre, « Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc », Géocarrefour, vol. 80/4 | 2005

renvoie à l'idée de promouvoir et de séduire. Les enjeux de l'activité sont de l'ordre économique, social et environnemental. Le but étant de créer des retombées financières, techniques, technologiques, culturelles...

Dans un contexte de concurrence accrue entre les territoires, les décideurs doivent prendre en compte l'attractivité de leurs territoires afin de mettre en place une stratégie de marketing territorial. Cette polarisation vise à réduire les dépendances étatiques et à promouvoir un développement régional, voir local.

Le marketing territorial est une discipline relativement nouvelle pour les décideurs. Elle se nourrit des échanges entre les travaux scientifiques et des retours d'expériences. Cette notion, qui puise ses origines dans le marketing, mais aussi dans d'autres disciplines comme le développement ou encore l'aménagement du territoire, peut être critiquée pour son approche trop centrée sur les clients/cibles.

La marque du territoire : un outil puissant de pilotage

La marque d'un territoire possède deux vocations principales : D'un côté, elle cherche à rassembler les différents acteurs autour d'un projet d'attractivité et de développement. De l'autre, elle veut affirmer une destination en changeant les perceptions du territoire.

Dans le cadre de la ville de Marrakech, nous percevons aisément que la stratégie de marketing territorial afin de créer de l'attractivité, a été la primauté donnée au secteur du tourisme. Lorsqu'on entend Marrakech, bien souvent cela renvoie à l'imaginaire de la place Jema Efna et du Riad. La marque est alors utilisée comme levier de l'action, comme un symbole pour délivrer un message clair, fédérer les personnes autour de cette dernière.

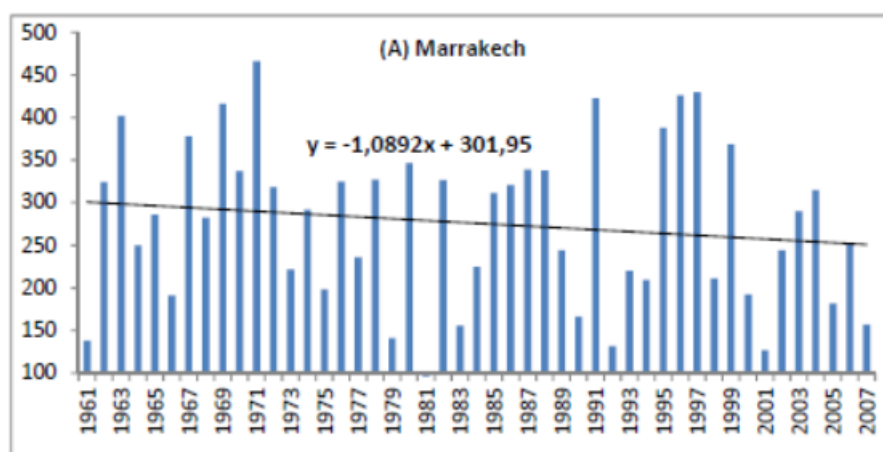
La marque est donc un outil structurant, formidable accélérateur de la mise en œuvre par la mobilisation (en interne ou en externe) des divers acteurs et la capacité génératrice d'idées et d'innovation.

Cependant la marque nécessite plusieurs conditions afin de prétendre à une réussite. En effet, il faut des politiques et des institutions porteuses de légitimité afin de garantir une impulsion et une bonne communication.

Mais est-il judicieux de persévérer dans une stratégie de marketing territorial basée sur le tourisme quand la ressource en eau vient à manquer ?

3. Sommet de la COP 22 à Marrakech

Le sommet de la COP 22, un an après les accords de Paris, est l'évènement majeur du Maroc et au-delà. En effet, cet évènement retranscrit la volonté du Maroc de se placer comme un acteur médiateur sur les questions environnementales au niveau mondiale. Lors du discours de sa Majesté Mohammed VI à la COP21, sa Majesté a réaffirmé «la stratégie que le Royaume du Maroc met en œuvre depuis plus d'un demi-siècle » au travers de « sa politique volontariste en matière de développement durable et de protection de l'environnement ». Conscient des risques liés aux changements climatiques, le Maroc et plus particulièrement la région de Marrakech-Safi ont pris des dispositions visant à réduire les incidences sur les secteurs socio-économiques. Dans cette optique, l'OREDD de Marrakech a réalisé des études d'impacts sur le changement climatiques. Les tendances montrent que la région va être largement impactée par le changement de climat, le projet START (Global Change SysTem for Analysis, Research and Training) en partenariat avec l'Université Cadi Al Ayaad de Marrakech pose un diagnostic alarmant sur la période de 1961 à 2007.



Evolution des précipitations annuelles à Marrakech (de 1961 à 2007)

Figure 4 : Evolution des précipitations annuelles à Marrakech

Ce projet tend à montrer que la région converge vers un assèchement et une augmentation des températures qui impactent directement les ressources naturelles, telle que l'eau. Nous constatons une légère baisse de la pluviométrie pour cette période, avec 300 mm en 1961 à 250 mm pour 2007. Gardons tout de même à l'esprit qu'il s'agit d'une moyenne, car si nous regardons en détail l'évolution des précipitations annuelles à Marrakech, en 1961 il est tombé moins de 150 mm pour plus de 150 mm en 2007. La pire année fut celle de 1981 avec moins de 100 mm quant à la meilleure année ce fut celle de 1971. Nous constatons également que la dernière fois qu'il est tombé plus de 350 mm ce fut en 1999. Nous reviendrons plus tard sur cette année et celle de 1995.

Selon les scénarios du projet START, la région va atteindre plus tôt que prévu l'augmentation de 2°C de la température. Cela risque de perturber et impacter de façon irréversible les écosystèmes et bouleverser les activités humaines. En parallèle, la région devrait connaître une baisse plus importante de la pluviométrie que le reste du Maroc. Mais à l'image du Maroc, la disparité spatiale des niveaux pluviométriques est également présente au sein de la région et dans le bassin versant du Tensift.

B. Du bassin versant du Tensift à la vallée de l'Ourika :

1. Une dualité des bassins versants

Dans cette partie nous allons revenir un peu sur la situation de la vallée de l'Ourika en nous focalisant sur le bassin versant du Tensift. Le volume d'eau totale apporté par les oueds du Haut Atlas à la plaine du Haouz est d'environ 480m³ par an²⁰. Les bassins qui fournissent le plus d'eau sont ceux du N'Fis et de l'Ourika avec 60% de l'apport en eau globale. Cela transcrit l'ambivalence de l'apport du Tensift par les différents bassins versants.

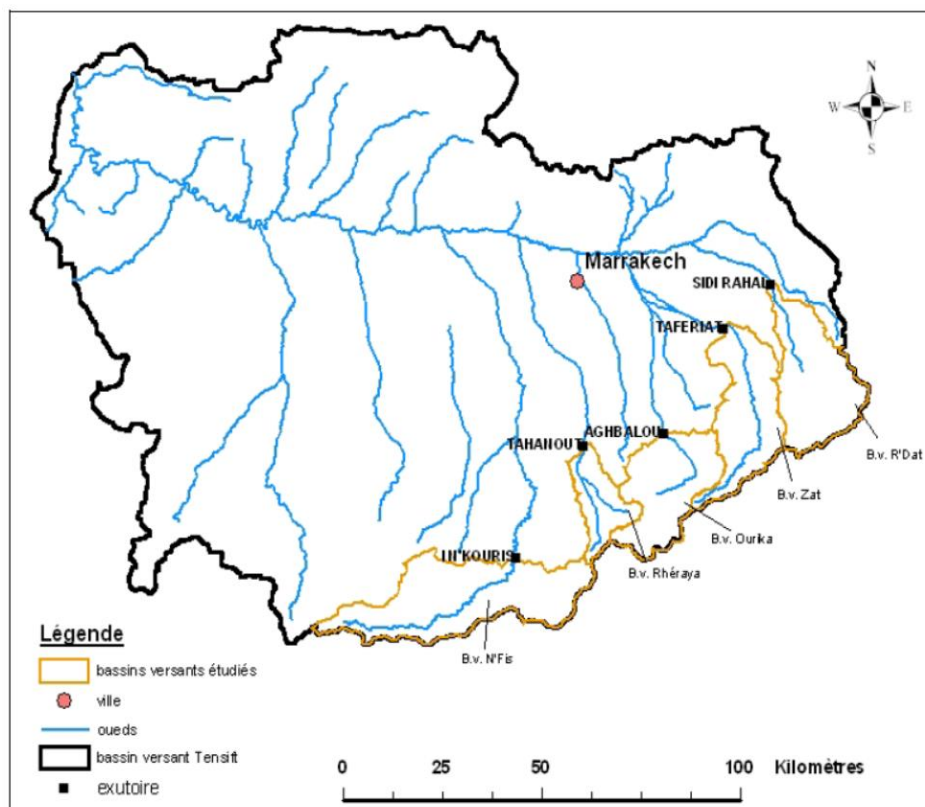


Figure 5 : Carte du bassin versant du Tensift

²⁰ L. Hanich et al. , Hydrologie des bassins versant du Haut Atlas marocain

La partie Sud du bassin, le Haut Atlas, possède des altitudes élevées pouvant dépasser les 4000 mètres. Quant à la partie Nord, occupée par la plaine du Haouz, son altitude est autour des 500m. Nous assistons à un dualisme dans l'hydrologie des bassins versant du Tensift. En effet, les bassins du N'Fis, Rhéraya et Ourika, qui ont une altitude et une pente importantes, sont caractérisés par des précipitations fortes en hiver et un fort écoulement au contraire des bassins du Zat et du R'Dat.

Au vue du contexte préoccupant et de la demande croissante, liée au développement des activités touristiques, la ressource en eau du bassin du Tensift est cruciale pour la région.

2. De la pénurie à la crue dévastatrice

La vallée de l'Ourika est marquée par une variation importante des pluviométries, comme le reste du Royaume. Elle perçoit en moyenne 541 millimètres par an, celles-ci se concentrent essentiellement durant les mois de mars et avril. En altitude, cette pluviométrie augmente pour dépasser les 700 millimètres par an sur les hauts sommets. Une partie des précipitations d'automne tombe sous forme nivale et la fonte des neiges permet de renforcer les débits printaniers. Quant au débit en moyenne de l'Ourika, il est de 5,3 m³/s, soit une lame d'eau écoulée de l'ordre de 332 millimètres. Le pic hydrologique a lieu durant le mois d'avril. Au vue des faibles précipitations le débit du cours d'eau s'explique en partie par la fonte des neiges sur le Haut Atlas.

La vallée de l'Ourika étant orientée Nord-Ouest, elle « est exposée aux perturbations atlantiques qui peuvent générer des pluies importantes et intenses »²¹. En effet, ces pluies ont un caractère orageux et sont très localisés. La région, entre les hautes pressions provenant des Açores et celles provenant du Sahara, se retrouve alors dans une dépression atmosphérique. La rencontre de l'air frais et humide en altitude et l'air chaud et sec en surface provoque une circulation d'air convectif qui est à l'origine de nombreux orages.

Au travers de l'article de Mohamed Elmehdi Saidi et *al.*, nous percevons toute l'ambivalence de la situation. Après la pénurie, la population se retrouve touchée par les crues déviatrices. Ces dernières ont déjà frappées à plusieurs reprises la vallée. La dernière a eu lieu en 1999, elle détruit 15 maisons et des dizaines d'hectares de terres agricoles ont été endommagées. Le débit

²¹ Mohamed Elmehdi Saidi et *al.*, Les crues de l'oued Ourika (Haut Atlas, Maroc): Événements extrêmes en contexte montagnard semi-aride

est passé de 62 à 579 m³/s en trois heures seulement (de 11 h à 14 h), puis le pic de 762 m³/s a été atteint à 17 h 30. Néanmoins dans la région, c'est la forte crue de 1995 qui reste la plus meurtrière et dévastatrice. Pas moins de 289 personnes sont décédées et les autorités ont estimés à près de 15 millions de dollars US les dégâts matériels. Quant au débit, il est passé de 30 m³/s à 1030 m³/s en l'espace de 10 minutes. Au lendemain de cette catastrophe, plusieurs dispositifs ont été mis en place par le gouvernement marocain afin de limiter le risque liée à la crue. Des digues de protection, des murs de soutènements, ou encore des seuils de stabilisation, à l'image de celui de Tighzirt, ont été construits afin de protéger les populations vivant dans la vallée. Mais à ces mesures structurelles, il faut rajouter la mise en place de dispositifs de surveillance et d'alerte, planification de l'occupation du sol et aménagement des zones à risque et édification d'ouvrages de protection et aménagement des cours d'eau (ARESMOUK, 2001). En dépit de ces dispositifs, les dégâts restent importants à l'image de la destruction du mur de soutènement de l'Ourika par la crue de 1991. Nous pouvons tout de même noter que les alertes permettent aux populations sensibilisées de se mettre à l'abri dans les refuges et limiter ainsi les pertes humaines. Faut-il encore que toute la population soit sensibilisée.

L'agriculture marocaine est grandement tributaire de « l'eau du ciel »²², autrement dit l'eau de pluie. En effet, encore aujourd'hui l'agriculture pluviale représente 89% des surfaces agricoles. Cette eau étant une denrée rare, du fait de la variabilité de la pluviométrie, les populations locales ont développés des stratégies de minimisation des risques, axées sur la diversification des productions, des terrains de culture et des activités, et l'extensification au travers de la réduction des coûts et la faible artificialisation du milieu.

²² Anne-Marie JOUVE

Partie 2 Pratique : Le rôle des associations sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire dans la vallée de l'Ourika

Après avoir vu que l'eau est un puissant outil de sécurisation alimentaire mais également une priorité des actions politiques du gouvernement marocain. Nous allons nous centrer sur la vallée de l'Ourika et l'action des associations afin de comprendre leurs rôles sur les questions liées à l'eau et à la sécurité alimentaire.

L'agriculture est un secteur stratégique, comme nous l'avons vu, mais il est aussi une priorité à l'échelle locale. Au travers de leurs projets et de leurs discours, nous allons voir que le rôle des associations sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire est primordial dans la vallée de l'Ourika.

I) Le rôle des associations comme relais entre le global et le local dans la gestion agricole de l'eau : Etude de cas du projet de développement intégré dans la vallée de l'Ourika

La vallée de l'Ourika est connue pour son paysage et sa route menant au Haut Atlas et la station de l'Oukaimedem d'une altitude de 2 620m. Sur le plan de la topographie, la zone est composée d'une plaine située à une altitude de 850m et de vallées encaissées, aux versants abrupts signe d'une érosion importante. Le cadre naturel et la proximité de Marrakech expliquent la forte affluence du secteur touristique en plein développement, renforçant les inégalités socio-économiques tout en accentuant la pression sur la ressource.

Dans cette optique, les associations de la vallée tentent activement d'améliorer la qualité de vie des habitants au travers de nombreux projets. Nous avons décidé de nous centrer sur le projet de développement intégré, qui est en cours, et sur le programme « Food for People », qui est encore en phase de conception.

A. Le projet de développement intégré et le programme « Food for People »

1. Les acteurs du projet

i. La Fondation Abdelhadi Tazi

Tout d'abord nous allons revenir sur l'histoire de la Fondation Abdelhadi Tazi et son lien avec la vallée de l'Ourika. En effet, il s'agit d'un long processus de reconnaissance et d'une longue construction de partenariat. Il faut savoir que cette Fondation est une jeune structure, créée en

novembre 2015. Elle s'attèle à perpétuer les valeurs et les idées que Abdelhadi Tazi²³, telles que le respect de l'autre, la tolérance ou encore le sens de l'engagement. Il a été un ardent défenseur du dialogue, de la paix et des valeurs universelles en œuvrant constamment pour le bien de son prochain, à travers ses nombreuses actions humanitaires et sociales. L'éducation, qui représente son fer de lance, mais également la culture, ou encore les besoins des plus démunis, étaient pour lui des principes de vie qui permettaient de promouvoir le développement au Maroc et dans le monde. Dans une volonté de transmettre son savoir et de mettre en pratique ses principes d'un monde meilleur, qui passe par la promotion du développement humain en accord avec l'environnement, la Fondation collabore avec différents acteurs sur divers projets, dans le but de promouvoir le développement durable au Maroc.

Cependant elle tire son essence et sa relation avec la vallée du Club Ibn Battuta pour le Développement et le Dialogue des Cultures, association à but non lucratif créée le 31 Octobre 2003 à l'initiative du Dr. Abdelhadi Tazi dans le but de contribuer au Développement Humain à travers la promotion d'activités éducatives, culturelles, économiques, répondant aux besoins des populations.

- ii. L'Association de Bienfaisance pour le Développement du Bassin de l'Ourika (ABDBO) et l'Association Igroufella pour le Développement : acteurs associatifs locaux et partenaires privilégié de la Fondation dans la vallée

ABDBO, créée en Mars 1996, est la première association marocaine qui s'est occupée de la scolarisation de la jeune fille rurale de la montagne avec la construction du foyer de jeune fille afin d'accueillir les enfants des douars les plus éloignés et les plus dévalorisés. Dans une volonté de faire de ce lieu un centre de documentation et de formation professionnelle pour les jeunes filles des villages, l'association a multiplié ses actions et consolidé ses partenariats, tel que l'Agence de Développement Social. Le foyer est le siège de l'association, ce qui lui permet d'être à proximité des populations afin d'améliorer leurs conditions de vie, leurs revenus au travers d'activités génératrices de revenus, leurs environnement et leurs ressources naturelles.

²³ Abdelhadi Tazi est un historien et écrivain marocain, né le 15 juin 1921 à Fès est mort le 2 avril 2015 (à 93 ans) à Rabat. Il fut ambassadeur du Maroc dans de nombreux pays et membre de l'Académie du Royaume du Maroc. Il fut le conseiller du roi Mohammed V, Hassan II et de Mohammed VI.

Depuis 1996, de nombreuses réalisations permettent à ABDBO d'être un acteur reconnu en lequel la population a confiance pour l'élaboration de projets en partenariat avec cette dernière.

Quant à l'Association Igroufella pour le Développement, elle œuvre pour le bien-être des douars d'Igroufella au travers de la construction de puits et de la gestion de l'eau. Elle a également organisé des actions sociales dans la vallée, avec l'organisation d'un marathon et d'un tournoi de football.

2. Le projet de développement intégré

i. Historique du projet

En 2010, le Club Ibn Battuta a porté son regard sur la vallée et les villages d'Iger Oufella. Ces derniers « semblent vivre en réalité dans un autre Temps »²⁴. Avec une espérance de vie inférieure à la moyenne nationale, une mortalité maternelle et une mortalité infantile alarmante et pas d'accès à l'eau potable, les 400 familles des sept petits douars d'Iger Oufella vivent dans une extrême pauvreté. Le Club Ibn Battuta décida alors de s'occuper du plus urgent, qui était l'approvisionnement en eau potable des villages. En effet, l'intoxication due à l'eau insalubre est la principale cause de mortalité des enfants. De plus, les puits déjà existant étaient tous pollués. La corvée de l'eau incombant les femmes et les jeunes filles, ces dernières étaient les plus touchées et vivaient dans des conditions de vie déplorable. La santé des femmes et le niveau de scolarisation des jeunes filles sont les principales conséquences de cette corvée quotidienne qui nécessite en moyenne 5 heures.

Afin d'améliorer la condition de ces populations et faire face à la raréfaction de la ressource en eau, surtout durant les périodes chaudes, le Club Ibn Battuta a mis en place un projet de développement intégré. En effet, le point d'eau étant dans le fond de la vallée, en été, le niveau de l'eau du lit de la rivière diminue de façon critique, quant aux puits traditionnels ils sont également asséchés en période de chaleur. Le phénomène d'érosion est très important ce qui n'arrange pas l'accessibilité pour les femmes et les jeunes filles, obligées de remonter des charges importantes (environ 25 litres). En partenariat avec The Prem Rawat Foundation et l'Association de Bienfaisance pour le Développement du Bassin de l'Ourika, le Club Ibn Battuta a réalisé l'amélioration de l'accès à l'eau potable au travers de la construction d'un puit équipé de deux pompes, d'un château d'eau et d'un système de distribution au niveau des

²⁴ Rapport du Club Ibn Battuta pour le Développement et le Dialogue des Cultures – Projet de développement intégré

maisons des douars. Mais surtout le projet a été réalisé en participation avec la population, qui s'est approprié le projet par la création de l'Association Igourfella pour le Développement. Des compteurs d'eau ont été installés pour répartir le coût de l'approvisionnement en eau pour permettre une durabilité et une autonomisation du projet.

Une clôture de protection a également été construite autour du puit afin de prévenir les accidents. Dans une autre logique de protection, un mur entre la rivière et le puit a été construit contre d'éventuelles crues.

« Rien n'aurait été possible sans la participation de tous les intervenants qui ont pris à cœur la réussite du projet »²⁵

Les femmes et les jeunes filles, par le projet, sont libérées de la corvée d'eau leur permettant d'avoir plus de temps pour l'apprentissage d'un métier et aller à l'école pour les plus jeunes. Par ailleurs, deux classes supplémentaires ont dû être construites dans l'école pour répondre aux nombres croissant d'élèves.

Les améliorations vont au-delà du simple accès à l'eau potable, par exemple les animaux des éleveurs tirent également profit de ce projet. Mais surtout cela a créé un élan dans la population qui commence à entreprendre d'autres domaines de développement, comme la construction des routes, car certains douars ne sont accessibles qu'à dos de mulets, d'une crèche ou encore d'un bain public.

ii. Un modèle à dupliquer

Au travers de cette première initiative, les acteurs associatifs de la région se sont confrontés à la complexité de la notion de développement. En effet, l'accès à l'eau potable et l'électrification ne suffisent pas pour générer du développement. Dans cette optique le projet de développement intégré vise à améliorer la santé, l'éducation mais également les revenus des ménages par le biais de diverses actions, telles que des ateliers de formation et de sensibilisation. Ce dernier est en alignement avec la politique gouvernementale de régionalisation avancée afin de permettre de donner les clés d'une bonne gestion locale. L'objectif de ce projet est d'augmenter « le niveau socio- culturel et économique des habitants de la commune de façon durable » en

²⁵ Citation tirée de la vidéo de présentation du projet Iger Oufella

leur apportant l'aide et le savoir-faire pour qu'ils acquièrent une plus grande autonomie et réduisent leurs dépendances économiques.

La région souffrant du phénomène d'érosions dues à la déforestation, le projet de développement intégré s'engage en collaboration avec les Eaux et Forêts à planter des arbres. Dans une optique de préservation environnementale, le projet vise également à mettre en place un système de ramassage des ordures à l'échelle de la vallée afin de lutter contre la multiplication des « points noirs »²⁶ accentuée par la pression touristique saisonnière.

Le but du projet de développement intégré est d'inspirer d'autres associations et ONG à dupliquer ce modèle dans d'autres régions afin de générer un développement national.

3. Le programme « Food for People » et ses objectifs de sécurité alimentaire

La situation de la vallée est aujourd'hui préoccupante, les sécheresses à répétition et la faible pluviométrie annuelle concourent à renforcer la pénurie de l'eau.

Dans le cadre du projet de développement intégré de la région, la Fondation a décidé de diriger une partie de ses efforts autour de la question de l'alimentation et plus particulièrement de la malnutrition chez les enfants et les personnes handicapées. Cela engendre des sous-problèmes, tant sur la santé, la condition économique que sur l'environnement. Pour ce faire, la Fondation souhaite mettre en place le programme « Food for People »²⁷, au sein du siège de l'association de ABDBO.

« Food for People » est un programme pilote qui fournit chaque jour des repas chauds et équilibrés, préparés selon des recettes locales, mais aussi de l'eau potable, aux enfants et adultes malades ou handicapés. Une démarche innovante pour aider des villages à sortir de la spirale de la pauvreté, inspirée par The Prem Rawat Foundation. Selon TPRF, « un enfant qui a faim ne peut être attentif en classe »²⁸ donc le but premier de cette initiative est de permettre aux enfants de manger, car certains n'ont pas le temps ou les moyens de manger avant d'aller à l'école.

Ce programme a déjà fait ses preuves à Bantoli en Inde (2006), à Tasarpu au Népal (2009) et à Otinibi (2012) au Ghana. Il s'inscrit dans une perspective de diminuer les risques sanitaires,

²⁶ « points noirs » petits tas d'ordures ménagères formant une décharge sauvage

²⁷ Traduit « Des repas pour tous » en français

²⁸ <http://tprf.org/fr/food-for-people-alimente-la-reussite-des-eleves-dotinibi/>

comme par exemple les maladies liées à la malnutrition, qui touchent particulièrement les enfants. Afin d'atténuer les défis du changement climatique, le projet cherche à gérer et utiliser de manière durable les ressources naturelles, comme la terre, l'eau, l'air, ou encore le climat, au profit des générations présentes et futures. Ce programme permet d'améliorer la santé et la condition de vie mais également la fréquentation et le niveau scolaire des enfants. En effet, la charge financière que représente le petit déjeuner et le déjeuner étant pris en charge par le centre et l'amélioration du revenus des villageois, les parents ne sont plus obligés de faire travailler leurs enfants. Ces derniers peuvent donc aller à l'école, au collège et au lycée, permettant ainsi une évolution sociale.

Le projet vise également à améliorer les conditions de vie des populations pauvres afin d'assurer le progrès social et économique pour tous. Beaucoup d'entre eux sont des petits exploitants pratiquant une agriculture familiale ou de subsistance. S'ils tombent malades et ne peuvent plus travailler la terre, alors ces derniers ne peuvent plus nourrir leurs familles. La malnutrition provoque ainsi un cercle vicieux, qui pousse ces populations dans une pauvreté rurale.

Les réalisations du projet « Food for People » qui visent donc à résoudre les sous problèmes suivant :

- les risques sanitaires par la construction du centre, la formation du personnel local et la prévention sur l'hygiène
- les risques environnementaux par la sensibilisation sur des techniques agricoles plus productives dans le respect de l'environnement et la construction d'un jardin d'essai participatif ;
- la lutte contre la pauvreté rurale par l'achat et la production de la nourriture pour favoriser l'économie locale et par l'embauche des habitants pour le fonctionnement du centre.

Le programme permet en outre de diminuer la criminalité et la mortalité mais surtout il redonne de l'espoir aux populations et freine l'exode rural dans les villages qui en bénéficient.

Pour permettre le plein succès de ce programme, la Fondation compte sur ces partenaires locaux, tel que ABDBO, pour leurs participations et leurs relations avec les populations bénéficiaires.

B. Résultats et Impacts en alignement avec la politique nationale

1. Impacts du Projet intégré de développement

Comme nous avons pu le dire, ce projet a surtout permis à 400 familles d'accéder à l'eau potable courante au travers de la construction d'un puit et d'un système de distribution. Leur permettant d'avoir une meilleure condition de vie et une certaine forme de confort. Mais le projet a surtout donné une dynamique dans la vallée et dans les douars Igroufella. La population s'est impliquée au point de se prendre en main. D'autres projets ont vu le jour, comme la fabrication de fromage de chèvre ou le tissage de tapis traditionnels par les femmes libérées de la corvée d'eau. Ils sont aujourd'hui en train de réfléchir à éduquer les jeunes filles à créer une crèche dans le petit village à proximité de la mosquée, qui est un lieu sécurisé. Tout cela montre que ces douars ne sont plus dans logique de survie. Par exemple l'autonomie dont jouit le projet d'accès à l'eau au travers de la tarification et de l'installation de compteur d'eau permet à l'Association d'Igroufella pour le Développement de s'affranchir des financements extérieurs. Cependant tous les projets et toutes les associations n'ont pas cette capacité, mais nous y reviendrons ultérieurement.

Le foyer de jeune fille d'ABDBO est un véritable succès, une étude sur l'impact sur la région est en cours de réalisation. Mais ses résultats sont indéniables, certaines des jeunes filles de la vallée sont aujourd'hui cadre dans les entreprises de Marrakech et de Casablanca. Cette évolution sociale et d'avenir offre de nouvelles « capabilites »²⁹ aux populations, qui bien souvent sont isolés dans la montagne.

Le potager éducatif est un bon modèle sur les techniques agricoles pour les agriculteurs de la vallée. Ce dernier est irrigué au goutte à goutte afin d'augmenter les rendements tout en permettant un apport régulier en eau. La production n'est certes pas suffisante pour alimenter le foyer mais il permet d'appréhender certains types de culture et sensibiliser les agriculteurs à des techniques plus productifs et plus en accords avec leurs environnements. La récupération des eaux usées est également un bon exemple à suivre. En effet, cette dernière est récupérée dans un système de traitement pour la réutiliser dans l'irrigation du potager. Dans cette optique d'irriguer le potager, ABDBO souhaite équiper le foyer de récupérateur d'eau de pluies permettant d'augmenter l'apport en eau.

Aujourd'hui le foyer souhaite acquérir le label de « Foyer écologique » afin d'encourager à poursuivre les efforts qui ont été fait et permettre au foyer à continuer à se développer.

²⁹ « capabilités » en français. La notion de capacité, qui permet à individu a de choisir diverses combinaisons de possibilité de fonctionnement, est développée dans plusieurs ouvrages d'Amartya Sen, en particulier dans Éthique et économie ainsi que dans L'Idée de justice.

Ce foyer est aussi le lieu de formations ponctuelles pour les agriculteurs désireux de créer des coopératives à vocation commerciale des produits du terroir et des produits artisanaux, dans le respect des normes internationales du commerce équitable.

Le projet intégré de développement forme la population à la citoyenneté et à la bonne gouvernance pour qu'ils puissent « mieux gérer les biens de la communauté et la Chose Publique »³⁰. Il s'inscrit dans la volonté de politique de décentraliser les services publics aux communautés locales. Le projet de l'accès à l'eau en est une bonne illustration. Par la complexité et le coût que représente l'investissement du raccordement, SUEZ³¹ n'a aucun intérêt à relier les petits douars aux services des eaux. Le rôle des associations apparaît alors être essentiel en tant qu'acteur relais des services publics.

2. Résultats du programme « Food for People »

« People forget that there are people living in areas like this who need some very basic and simple help [...] they don't want their life deconstructed, they don't want their towns deconstructed. All they want is a little bit of help so that they can have a better quality of life »³²
Prem Rawat, fondateur de TPRF

Le programme « Food for People » étant en phase de conception et de planification, afin qu'il puisse correspondre et répondre aux besoins spécifiques de la population bénéficiaire, nous ne présenterons que les résultats des autres centres.

Nous noterons que les centres Food for People ont servis 304 559 repas en 2015. Selon le professeur du centre d'Otinibi, un village situé à la périphérie d'Accra au Ghana, Christian Yaw Adinkrah, « le centre FFP a illuminé la vie des enfants et simplifié notre tâche de professeurs, car la majorité d'entre eux ont maintenant envie de continuer à étudier ». Les résultats scolaires sont remarquables, en 2014, pour la première fois de l'histoire du village, il y en a eu 100 % de taux de réussite à l'examen d'instruction élémentaire. En comparaison, le niveau national est de 60%. Le programme a aussi considérablement diminué le taux de maladies. Selon Grace Ninsaw, directrice de l'école d'Otinibi, les « élèves [sont] en meilleure santé parce qu'ils mangent au centre FFP ». Fortifiés par cette alimentation équilibrée, les enfants sont moins sujets à la typhoïde et au choléra.

³⁰ Tiré du Rapport Projet de développement intégré

³¹ Opérateur de services publics qui gère la distribution d'eau et d'électricité à Marrakech

³² Citation tiré du discours de présentation en 2009 lors de l'inauguration du centre au Népal

Après seulement 5 ans d'existence du premier centre FFP à Bantoli en Inde, les résultats positifs du programme sont évidents. Les adultes malades sont retournés travailler après leurs avoir donné une alimentation saine pendant plus d'un an, leurs permettant de générer assez d'argent pour être en bonne santé et vivre dans la « prospérité ». L'impact sur la scolarité des adolescents est peut-être celui le plus significatif. La première année du programme, il n'y avait pas d'enfant de 12-15 ans. Maintenant que ces enfants ont de la nourriture, ils peuvent arrêter de travailler et avoir une meilleure vie pour eux et leurs familles.

Au centre FFP à Tasarpu au Népal, le nombre d'élèves ayant tellement augmenté qu'il a fallu construire une deuxième école. Selon le directeur de l'école primaire, la présence en classe avait grimpé de 40 à 94 % dès la première année et le taux d'abandon était inférieur à 5 %. Le programme donna également deux ordinateurs aux écoles du village, permettant ainsi aux élèves d'avoir accès à l'informatique. Le Conseil du bien-être social, un organisme d'État qui régule les associations sans but lucratif au Népal, a reconnu le programme Food for People comme « une intervention innovante » et un « modèle exemplaire » dans le domaine de la lutte contre l'illettrisme.

Le programme « Food for People » élabore aussi des activités culturels et éducatives, à l'image de la diffusion de documentaire, afin de découvrir « the world outside of that village ».

Nous voulons surtout montrer que ce programme s'inscrit dans la continuité des actions déjà menés dans le cadre du projet de développement intégré. En même temps il s'aligne avec les objectifs nationaux de s'affranchir de la contrainte alimentaire en favorisant le développement agricole à l'échelle locale. Que ce soit par sa lutte contre la malnutrition et la sous-alimentation, ou encore par sa vocation de sensibiliser les agriculteurs à des techniques agricoles leurs permettant de faire face aux risques climatiques, le programme « Food for People » favorise le développement local. En effet, le centre cultive une partie de sa consommation et le reste est acheter sur place auprès des agriculteurs de la vallée afin de développer l'économie locale et le circuit court.

C. Acteurs relais de la vision et de la gestion de l'eau

1.Observations terrains

A premier vue, la croissance urbaine du douar Ouriki, devenu aujourd'hui une petite ville, nous laisse voir que la concurrence pour la ressource en eau se complexifie. Mais qu'en est-il des petits douars ? Après avoir quitté la route nationale et emprunté la piste, nous grimpons dans la montagne pour découvrir des douars percher dans la montagne. Les murs des habitations étant en chaux et en terre, ces douars se fondent dans le paysage. A la différence des nouvelles constructions qui sont construites en parpaing et en béton, donnant lieu à des habitations qui ne sorte de nulle part. Pire, un projet immobilier espagnol, qui a fait faillite, laisse plusieurs terrains dans une situation de maison fantôme. En attendant, les douars de la vallée ne sont pas encore reliés au réseau routier.

Comme nous l'avons dit, l'agriculture joue un rôle prépondérant et les populations de ces douars pratiquent une agriculture pluviale, ce qui se traduit par des faibles rendements agricoles. Le phénomène de pente, empêchant la mécanisation, renforce l'érosion et le lessivage ce qui donne lieu à des jeunes sols pauvre en fertilité. La production monoculturelle de blé est très prégnante et la récolte se fait à la main.

Au fil des jours, nous avons pu observer que la population est fortement dépendante de l'eau de pluie et que l'eau du puit est à peine suffisante pour les besoins en eau potable des populations, surtout en période chaude. La question des types de cultures doit amener à remettre en cause la production de blé qui se fait au détriment des cultures ancestrales, tel que le millet.

L'élevage de moutons et de caprins est également une composante essentielle du paysage de la vallée. Les plus jeunes étant bien souvent de corvée, cela pose la question du suivi scolaire de ces derniers.

Les associations de la vallée de l'Ourika ont un rôle important pour la bonne gestion de la ressource mais également comme porte-parole des petits douars, à l'image de l'Association Igroufella pour le Développement. Ils participent à la cohésion sociale, en dépit des très fortes inégalités entre les populations. Elle est un véritable acteur de proximité et son président Mohammed en est le bon exemple. Les actions menées sont remarquables au vue des moyens et la population, qui en est grandement reconnaissante.

Quant à l'ABDBO, elle fait figure de tête de proue en la matière. Créée au milieu des années 90, elle se targue d'une longue expérience dans la vallée et d'un rapport privilégié avec la population des douars. Au travers de sa vocation, facilitant la tâche des familles et améliorant les conditions des jeunes filles, le foyer est un symbole pour toute la région. Un symbole qui montre que tout projet peut aboutir et réussir, si ce dernier est accord avec les populations et

son environnement. Que ce soit par son potager ou son système des eaux usées, le foyer permet de sensibiliser les populations aux nouveaux enjeux.

2. Analyse du discours et entretiens semi-directifs

Dans cette partie nous allons nous centrer sur le discours des associations au travers des entretiens semi-directifs réalisés durant la période de terrain. Nous avons privilégié la voix d'une personne par structure pour faire ressortir la vision et le discours de ces derniers.

Tout d'abord nous percevons rapidement que l'environnement et plus particulièrement la question de l'eau est prédominante dans les discours.

i. Abdel Ali

En effet, selon Abdel Ali, membre du bureau ABDBO, la région se désertifie au point où « ces oliviers vont mourir ». Pour lui, « l'environnement c'est stratégique, c'est vitale pour le pays ». La région souffre d'un problème de développement, « les villages ne sont plus des villages, cela devient des petites villes ». Les infrastructures ne suffisent plus à répondre aux besoins de la population grandissante, qui est accentué par la pression touristique de la vallée. La vallée de l'Ourika est le seul accès de l'Atlas et « pour la ville [de Marrakech], c'est ces poumons que l'on est en train de brûler. L'eau qui vient en ville, c'est l'eau de la vallée ! »

Il nous amène à « prendre conscience de ce qu'on est en train de faire » et de pas regarder à « court terme ». Car le fait d'apporter de l'eau ne permet pas d'apporter du développement, l'exemple du projet de développement intégré nous montre qu'en réglant le problème de l'eau, ils ont généré des problèmes sociaux et environnementaux. « Avant les toilettes c'était dans les champs et ça ne posait pas de problème, maintenant c'est concentré dans les maisons et donc les eaux usées deviennent un problème. Voilà tu vas régler ce problème, il y a un autre problème qui va apparaître ». Le fait d'avoir soulager les femmes de la corvée de l'eau, cela a provoqué une « révolte contre les hommes ». Ces dernières été occupées toute la journée, aujourd'hui elles reprochent aux hommes de les avoir « exploitées ». Pour Abdel Ali, « c'est donc toute une révolution qui se passe ». Pour lui, « quand on touche à quelques chose, on déstabilise une autre chose ». Il nous met donc en garde sur la nécessité de prendre en compte le plus de paramètres possibles et de se poser les bonnes questions : « le projet va créer de l'emploi, mais comment ? Qu'est-ce que ça va toucher ? Qu'est-ce que ça va faire comme problème ? ». Pour cela il est

nécessaire d'avoir un vrai « débat qu'il faut lancer pour trouver des solutions pour les décideurs, qui sont dans leurs bureaux enfermés et qui décident du truc pour les élections prochaines ». Il insiste sur l'aspect politique et de la nécessité des politiques à gérer les projets de façon durable et « pas liée aux élections ». Aujourd'hui les populations ont « accès à internet, à Daesh et à autre choses ». Les filles rêvent de devenir chanteuse ou tout simplement célèbre. Pour Abdel Ali, « tout cela joue sur la mutation sociale, donc ce sont des débats très importants ».

Il regrette aussi qu'il n'ait pas une vision stratégique globale et une harmonie dans les actions, car « il y a de l'anarchie dans tous ». Pour lui, « il faut faire plus » tant sur les domaines de l'environnement que de l'éducation.

ii. Mohammed, Président de l'Association Igroufella pour le Développement

Pour l'Association Igroufella pour le Développement il en va de même, la question de l'eau est dans toutes les bouches. Pour Mohammed, Président de l'association, « beaucoup d'effort » ont été fait « mais il y a encore des gens qui n'ont pas les moyens de distribuer l'eau partout ». Surtout que l'eau vient à manquer en été. «Maintenant, le puit est vide »

Cela a nécessité la construction de deux nouveaux puits, s'additionnant aux deux déjà en fonction. Ces puits creusés par « la force des bras » atteignent les 20 -30 mètre, 60 mètre pour le plus profond. Selon Mohammed « avec le temps, [...] il va plus y avoir d'eau » et il faudra creuser encore plus profond, « 100m et plus », à l'aide de forage.

L'association aimerait également en parallèle de ces forages créer un projet agricole « pour prévoir l'avenir », car « l'eau des puits sert uniquement à la consommation des hommes ». Ce dernier permettrait aux populations des douars de s'affranchir de la dépendance de l'eau de pluie et d'augmenter la productivité de leurs cultures. Car « il y a des champs qui sont tous le temps vide » et pour certains « a part une fois par an pour le blé [...] le terrain n'est pas exploité ».

« L'association est consciente mais les gens ne sont pas impliqués. Ils construisent sans ce préoccupé du reste ». Pour Mohammed, à l'image de Abdel Ali, c'est la construction anarchique sans autorisation avérée qui pose problème. L'origine du problème, nous confie Mohammed, est la vente de lots par l'ancien président de commune sans véritable plan d'urbanisme. Ces constructions sorties de nulle part rendent le raccordement complexe.

iii. Yosr Tazi, Président de la Fondation Abdelhadi Tazi

Une des premières remarques de Yosr Tazi a été de constater que le projet d'alimentation des petits douars est poursuivi son élan au point où aujourd'hui il y a 4 puits. Cela dénote qu' « ils sont autonomes et [...] qu'ils se sont pris en main ». Mais ce projet va au-delà des espérances, la population n'étant plus dans une « logique de survie », les associations s'intéressent également à « la culture » et tentent de prévoir l'avenir en mettant en place des « panneaux photovoltaïques [sur] le puit afin qu'ils n'utilisent plus de mazout ou un branchement électrique » afin de s'affranchir du coût ou du moins atténuer la charge financière que cela représente. Pour Yosr, « ils sont dans une logique de développement durable et l'utilisation des énergies renouvelables est très avancée dans cette logique-là ». La Fondation Abdelhadi Tazi souhaite faire perdurer les liens avec ABDBO et les acteurs associatifs de la vallée afin de leurs venir en aide tant au niveau de la formation que de la coordination et de l'orientation de ce type de projets.

« Nous sommes en train d'envisager notre participation à la COP 22, ce sera une contribution offerte par la Fondation à ABDBO et la Fédération des associations, on aimerait par la présence de nombreux journalistes et médias internationaux, personnalités politiques et économiques, social et ONG à la COP22, qui se tiendra en novembre à Marrakech, présenter le foyer de jeunes filles, c'est-à-dire le siège d'ABDBO, comme un modèle de développement durable ». Pour cela le foyer doit encore s'équiper de panneaux solaire pour alimenter l'éclairage et d'un collecteur des eaux de pluies afin d'optimiser la quantité d'eau pour le potager. « Nous allons présenter un petit modèle intégré autonome d'une association qui pourrait être certifié aux normes développement durable international ».

Yosr rappelle la nécessité d' « évoquer la question de la mesure d'impacts » lors d'un projet. « On n'est pas capable de s'améliorer si on n'est pas capable de mesurer la qualité du projet ». Le foyer de jeune fille est actuellement en train d'être étudié afin de mesurer son impact sur l'ensemble de la vallée. « Cette étude montrera l'impact que cela pu avoir, dans leurs vies, dans leurs quotidiens, avec leurs familles, dans leurs maisons ».

Cependant concernant l'impact du projet de l'eau, Yosr reste « pas satisfait » et tire « un bilan négatif ». En effet, pour lui, il faut relativiser l'impact de ce projet car « oui nous avons apporté de l'eau, c'est vital et un confort nécessaire au niveau de l'hygiène et de l'alimentation, mais il aurait fallu le faire avec beaucoup plus de moyens et que nous ayons pu aussi mettre en place

un système de récupération des eaux usées. Chose aujourd'hui qui il n'existe pas ». Il reste donc encore du chemin.

Une des limites des associations est la nécessité d'avoir de la crédibilité au travers d'une « valeur ajoutée ». A la différence d'un sponsor, l'association apporte son savoir-faire, elle ne peut donc pas « bluffer ». Malheureusement dans le monde associatif, certains agissent par rapport à des intérêts politiques ou d'autres par intérêt économique uniquement et personnel parfois. « Si la valeur ajoutée est là, et qu'elle est concrète et accompagner de compétences, de bonnes volontés, d'expertise dans le domaine, dans la gestion des projets, de la mise en place des projets ... Donc si on sait faire ça, il y aura une vraie valeur ajoutée mais c'est un challenge, un défi ».

Pour Yosr, il faut « aider les ONG et les associations petites, moyennes et grandes mais aussi régionale à se rapprocher » pour qu'elles puissent tisser des liens en fonction de leurs similitudes, tant au niveau de leurs environnements que de leurs pratiques, et puissent diffuser leurs expériences pour générer un développement global. « Nous pensons que le développement doit d'abord se faire au niveau local, tout petit, ensuite si c'est réussi au niveau d'un quartier, si c'est réussi au niveau d'une maison, à ce moment-là c'est possible de le transposer à pleins d'autres endroits qui ressemble à cette endroit, qui ont les mêmes besoins et qui sont dans les mêmes problématiques ».

II) Limites et observations critiques du rôle des associations et du programme « Food for People »

A. Limites du rôle de relais des acteurs associatifs dans la gestion de l'eau

1. Compétition entre les acteurs associatifs

Les associations et les ONG ayant un discours très proche et se centrant sur les mêmes objectifs font face à une rude concurrence au point de provoquer des conflits au sein des populations locales. Dans la vallée de l'Ourika, il y a beaucoup d'associations malheureusement nous n'avons trouvé aucune information fiable et vérifiable quant à leurs nombres exacts. Ces dernières n'ont que très peu de contact entre elle. L'une des initiatives du Club Ibn Battuta a été de faire des journées de formations à ces associations pour qu'elles puissent bénéficier d'une aide et d'un soutien lors de leurs démarches administratives et de gestion de projet. Ce type de rassemblement permet de faire connaître les associations entre elles et qu'elles puissent mutualiser leurs efforts.

Cependant la réalité est toute autre, il y a une certaine forme de rivalité entre les associations. A l'image de l'ancien président de l'Association d'Igroufella pour le Développement qui décida de créer sa propre association à la suite des élections défavorables à l'Assemblée générale.

Les acteurs associatifs sont donc dans une concurrence imparfaite à l'image du privé. Cette dernière s'explique en partie par la dépendance accrue aux financements des bailleurs de fonds privés, qui en contrepartie espère une retombée médiatique.

2. L'obstacle du financement, une négociation économique du projet avec les bailleurs

Comme nous venons le dire, il y a une concurrence exacerbée entre les associations, et particulièrement lorsqu'il s'agit du financement. La diminution de l'aide publique oblige les structures à se tourner vers des bailleurs de fonds et d'entamer une véritable procédure de négociation. Le projet doit correspondre à l'attente du sponsor et surtout lui permettre de bénéficier d'une visibilité sur la scène médiatique mais également auprès de la population bénéficiaire.

De plus les bailleurs de fonds institutionnels, notamment l'Union Européenne, exige un cofinancement entre public / privé. Ce dispositif du partenariat public / privé, qui de plus en plus décrié, permet par exemple aux collectivités de continuer à assumer des investissements et de nouvelles compétences, en les déléguant en pratique au privé. Cependant nous pouvons interroger la conditionnalité liée à un financement du privé et du coût que peut représenter un service de communication pour répondre à la volonté de reporting du bailleur.

Le projet doit également s'inscrire dans le calendrier du bailleur.

3. Entre localité et temporalité

Le financement du projet étant de plus en plus dépendant des financements extérieurs, et plus particulièrement privé, ce dernier doit s'insérer dans un calendrier précis. Si votre projet ne correspond pas en termes de délais, il ne sera jamais financé par un sponsor. Le projet doit donc s'inscrire dans le programme du bailleur, ce qui peut retarder le plan d'action de votre projet et donc faire attendre les populations bénéficiaires qui se sont nourris d'espoirs lors de la collecte d'information pour la phase de planification.

Pour la localisation du projet il en va de même. Par exemple, la Fondation OCP ne finance que des projets qui se situent dans les régions où œuvre l'OCP³³. Ce qui bloque considérablement les zones d'actions.

Ainsi la localité et la temporalité du projet se fait sous la tutelle du bailleur

B. Observation

1. La place de la politique : un frein au projet

Que cela soit au travers des observations terrains, des entretiens ou des simples discussions auprès des divers acteurs rencontrés, la place du politique joue un rôle prépondérant au point d'être pointé du doigt par la plupart des personnes.

La politique freine les projets. En effet, même si votre projet s'inscrit dans la vision des politiques nationales, les décideurs politiques tant au niveau régionale que locale, ne soutiendront votre projet que dans un intérêt politique lié aux élections. Encore une fois la temporalité joue alors un rôle important dans la bonne réalisation du projet. Ce dernier doit alors prendre en compte les aspects politiques, au point où nous pouvons nous demander si les associations n'ont pas le sentiment d'être un outil de l'objet politique et si elles ne font pas du politique.

Comment l'action associative est-elle reconnue ? La question est celle de la représentation auprès de la population. Cependant cela renvoi également à la notion de la citoyenneté. Quels sont les moyens d'expression des citoyens dans les espaces publics ? Quelles alternatives ont les citoyens pour pouvoir être entendus ?

2. la gestion du budget

Entre l'estimation et la réalisation, le budget du projet est un perpétuel va et vient entre « maintenant et l'avenir ». Ce dernier est un calvaire pour les associations, qui nécessiterait une aide tant en termes de formation que de soutien administratif pour tenir une comptabilité saine et transparente. Sans vouloir tomber dans le piège du cliché de la corruption dans les associations, le suivi du budget est un véritable problème au Maroc. Selon le secrétariat général du gouvernement, 216 associations reconnues d'utilité publique œuvrent dans les domaines des infrastructures dans le monde rural, la santé, l'éducation, culture, la lutte contre les violences

³³ Office chérifien des phosphates

faites aux femmes, la lutte contre la pauvreté, l'environnement et la protection des animaux. Cependant seules 50 d'entre elles ont adressé leurs rapports financiers au SGG.

3. La capacité de résilience, une réalité ou une fiction ?

Au niveau national, la notion de résilience est utilisée par les politiques depuis près de 20ans afin de mettre en place un développement résilient qui ferait face aux risques majeurs grandissants, tels que les inondations ou encore la sécheresse. Mais ces efforts restent mitigés. Comme nous l'avons dit, dans la vallée de l'Ourika, plus d'une centaine de personnes sont morts lors des inondations de 1995. Quant aux sécheresses, elles affectent régulièrement les populations rurales de la vallée qui n'ont parfois d'autre choix que l'exode vers les quartiers périphériques de Marrakech. En effet, les politiques trop sectorielles, voire inclusives, ont tendance à être inefficace et à gaspiller les ressources engagées. Les parties prenantes empêchent une véritable stratégie commune. La vision sur la gestion du risque s'en retrouve affectée, augmentant la difficulté d'attribuer les responsabilités et les ressources relatives de façon optimale. « Il n'y a pas une vision stratégique globale pour prendre en compte tous ces paramètres de développement »³⁴.

Les rencontres entre les divers acteurs permettent une amélioration progressive des processus de concertation et de la cohérence sur la vision à adopter. Cependant nous pouvons nous demander si cette vision stratégique nationale ne tire pas son essence du discours international.

³⁴ Tiré de l'entretien avec Abdel Ali

Partie 3 : Le discours de la scène internationale sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire

Après avoir vu la volonté politique du gouvernement marocain de faire face à la pénurie et le rôle des associations en termes d'acteur relais, nous allons voir le discours de la scène internationale sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire.

I) La gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire au niveau mondial, une question de vision ?

A. Constat mondial sur l'eau et la question agricole

1. Situation actuelle :

La question de l'eau est partie intégrante de l'histoire de l'Humanité. Elle est indissociable de la question du développement. Selon la Banque Mondiale, l'eau, par sa maîtrise et sa gestion, est un « moteur de développement » économique, social et environnemental.

Indispensable à la vie, l'eau douce n'est pas répartie de façon homogène sur la Terre. Selon le CIRAD³⁵, une dizaine de pays³⁶ disposeraient de 60 % des ressources renouvelables d'eau douce dans le monde. Les pays se situant dans les régions arides ou semi-arides sont les plus sujets à des phénomènes de rareté provoquant des tensions à diverses échelles.

Certes l'eau est indispensable à la vie, et plus particulièrement à l'agriculture comme nous avons pu le voir, mais n'oublions pas que seule l'eau potable est consommable par les êtres humains. En effet, chaque minute, 10 personnes (dont 4 enfants) meurent de maladies liées au manque d'eau potable. La Banque mondiale estime que 80 pays dans le monde souffrent de pénurie d'eau et d'un manque d'hygiène. Ce problème, qui touche 450 millions de personnes selon l'Unesco, pourrait en concerner 2,5 milliards en 2050.

Avec la variation climatique, ce n'est pas la quantité en eau qui va diminuer mais sa distribution. Autrement dit, c'est un renforcement des disparités spatiales entraînant un accroissement des inégalités d'accès à la ressource en eau potable surtout dans les régions qui font face déjà à des situations complexes et de pénurie, à l'image du Maroc.

ii. Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau

³⁵ CIRAD (Centre International Recherche Agronomique pour le Développement)

³⁶ Bangladesh, Brésil, Canada, Chine, Colombie, Etats-Unis, Inde, Indonésie, Russie et Venezuela

« Les [Objectifs du Millénaire pour le Développement] OMD ont permis de sortir plus d'un milliard de personnes de l'extrême pauvreté, de réaliser des progrès remarquables dans la lutte contre la faim, de permettre à plus de filles que jamais d'aller à l'école et de protéger notre planète. »³⁷ Ban Ki-moon Secrétaire général des Nations Unies 2015

Selon le rapport des OMD, la proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement a diminué de près de moitié depuis 1990, passant de 23,3 % en 1990-1992 à 12,9 % en 2014-2016. Et, en 2015, 91 % de la population mondiale utilise une source d'eau potable améliorée, contre 76 % en 1990. Mais malgré ces efforts, les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables restent les plus touchés. Près de 800 millions de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté et souffrent de la faim. Le continent africain reste celui le plus touché.

La demande en eau et en énergie risque d'augmenter considérablement au cours des prochaines années. Cette demande croissante posera des enjeux majeurs et renforcera la forte pression sur les ressources, en particulier dans les pays africains. Pour les Nations Unies, « l'eau et l'énergie sont deux éléments clés du développement durable et doivent être reconnues comme tels ». Environ 768 millions de personnes n'ont pas accès à un point d'eau améliorée. Un point d'eau améliorée, c'est par exemple un puit partagé par plusieurs personnes mais qui est protégé. Autrement dit, ce n'est pas un accès direct au robinet.

³⁷ Tirée de la préface du Rapport des Objectifs du Millénaire pour le Développement 2015

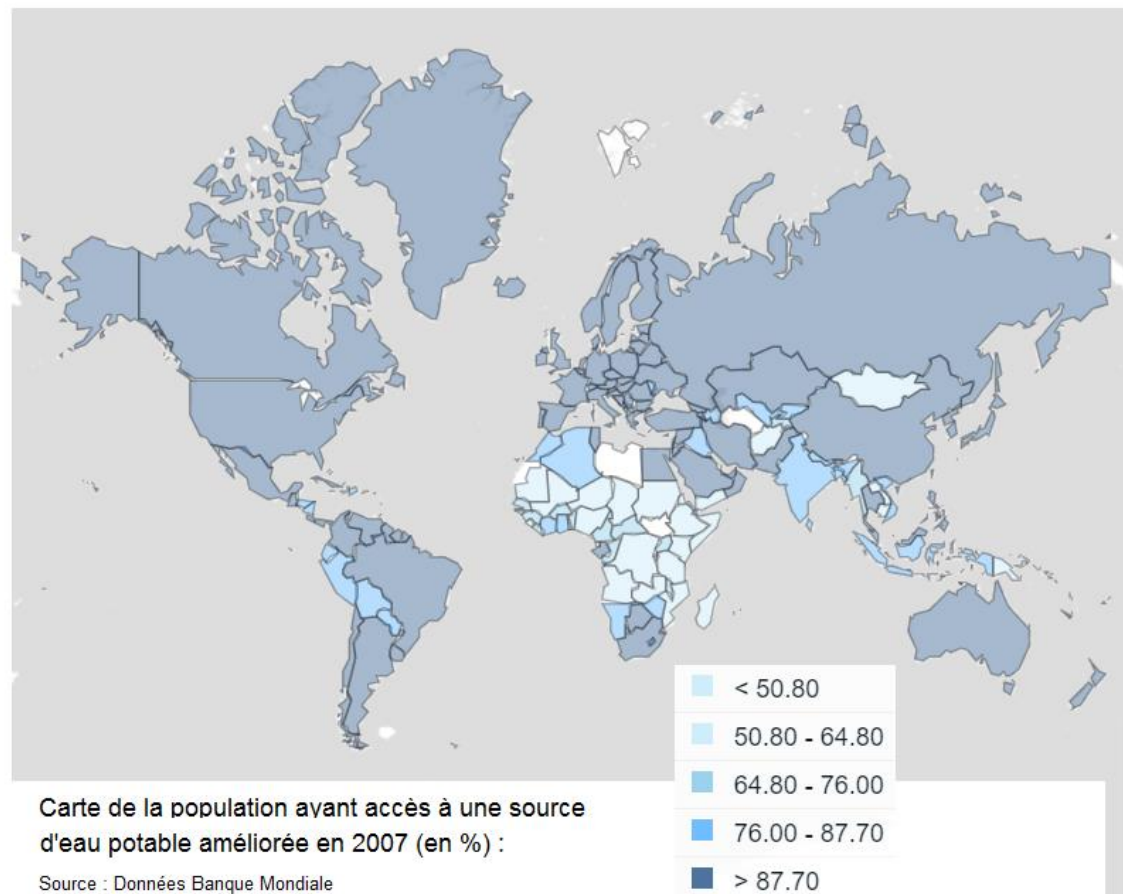


Figure 6 : Carte de la population ayant accès à une source d'eau potable améliorée

La carte de la population ayant accès à une source d'eau potable améliorée en 2007, nous montre que la répartition d'accès est inégale entre les pays et les régions. Si dans les pays en développement, quasi dix personnes sur dix ont un accès à une eau potable améliorée. Ce n'est pas le cas de certains pays de l'Afrique subsaharienne, où ce n'est qu'une personne sur trois, voire pire une personne sur deux, comme au Tchad. Ces quelques chiffres doivent nous amener à relativiser les progrès d'accessibilité en eau potable améliorée annoncés par les OMD.

« L'approvisionnement et la fourniture d'eau et d'énergie sont intimement liés », l'un découle de l'autre et inversement. En effet, l'eau est nécessaire pour produire de l'énergie. La quantité d'eau nécessaire dépend du choix du type de production énergétique. Et inversement, il est nécessaire d'avoir de l'énergie pour produire et répondre en eau aux différents besoins.

En 2015 à New York, Les Nations Unies ont clairement affichés leur intention de réaffirmer la notion de développement durable avec les Objectifs de Développement Durable (ODD), qui viennent remplacer les OMD. « Les ODD doivent finir le travail commencé par les OMD et

s'assurer que nul ne soit laissé-pour-compte »³⁸. En effet, les progrès ont été disparates dans l'espace et le temps, donnant lieu à un creusement des inégalités. Les ODD visent donc à :

- Réduire l'inégalité entre les sexes
- Réduire les écarts entre les ménages les plus pauvres et les plus riches, mais aussi entre les zones urbaines et rurales
- Lutter contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement
- Réduire les conflits qui sont la principale menace au développement humain
- Lutter contre la faim dans le monde en donnant accès aux services de base

C'est sur cette dernière, de lutte contre la faim, que nous allons nous centrer afin de montrer le regain d'intérêt pour la question agricole présenter comme le moyen de d'éradiquer la pauvreté en Afrique et au-delà.

iii. vers un « retour de la question agricole » ?

« Depuis quelque temps, tout se passe comme si on assistait à une redécouverte de l'agriculture : autrefois perçue par beaucoup comme un secteur appartenant au passé, elle semble aujourd'hui faire l'objet d'une attention croissante de la part des institutions internationales, à l'image de la Banque mondiale qui en fait un impératif de développement, et d'une opinion publique plus que jamais sensible aux enjeux alimentaire et environnementaux »
Article de Pierre Blanc et Sébastien Abis

Pierre Blanc et Sébastien Abis nous invite au travers de leur article³⁹ à questionner ce « retour de la question agricole » sur la scène internationale. Pour eux, le contexte des émeutes de la faim de 2007 a poussé les institutions internationales vers une réaffirmation politique de l'importance fondamentale de l'agriculture. En effet, la dépendance liée au cours du marché impact directement les plus démunies qui n'ont plus les moyens de se nourrir et n'ont d'autres solutions que de manifester. L'indépendance alimentaire apparaît alors comme une stratégie fondamentale, à la fois pour s'affranchir du rapport de force entre pays exportateur et pays importateur, mais aussi dans une volonté d'affirmer une identité étatique forte de contrôle territoriale à l'heure où la mondialisation n'a pas de barrières.

Les auteurs insistent sur le fait que l'agriculture joue un rôle de « puissant vecteur identitaire » à travers des paysages qu'elle a contribué à créer et qu'elle continue d'entretenir. En effet,

³⁸ ONU <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sdgoverview.html>

³⁹ Sébastien Abis, Pierre Blanc, 2008, « Le retour de la question agricole », Confluences Méditerranée (N°67), p. 149-157

l'agriculture permet de maintenir, viabiliser et dynamiser le tissu social. Et l'alimentation est un remarquable outil culturel et de convivialité familiale. Cependant les mutations considérables dans le monde de l'agriculture tendent à complexifier la situation.

Certes, certains pays ont adopté des « palliatifs » pour limiter l'impact de la crise de la faim. Ainsi à l'image de la Tunisie, le Maroc a également réduit la taille de ses pains afin d'atténuer la perte liée à la hausse des prix de la farine. Que ce soit au travers de réformes agraires ou de constructions d'infrastructures hydrauliques et sociales, les «pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM)» ont été contraints par les plans d'ajustement structurel à s'organiser pour faire face au défi alimentaire et environnemental. Un autre défi dont vont faire face ces pays est la pression démographique croissante qui n'est pas sans incidence pour la sécurité alimentaire. En effet, la sédentarisation et la littoralisation tend à renforcer les besoins en denrées alimentaires, mais par la même occasion leurs besoins en eau potable, tout en accentuant la pression sur le foncier.

Le clivage Nord – Sud est également abordé par la fracture foncière sur la question juridique, la fracture hydraulique tant en termes d'apport pluviométrique qu'en termes d'infrastructure, la fracture démographique avec une population vieillissante au Nord et jeune au Sud, une fracture cognitive au niveau des techniques et de l'accès aux technologies, et une fracture politique tant sur le champ de la recherche que sur les décisions.

2. Prévisions alarmantes

« La demande mondiale en eau (en terme de prélèvement des ressources en eau) devrait augmenter de quelque 55 % d'ici à 2050, principalement en raison de l'augmentation constante de la demande de produits manufacturés (400 %), de la production d'électricité thermique (140 %) et de l'utilisation de l'eau à des fins domestiques (130 %). » Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2014.

Le défi à venir est de taille d'autant plus que l'eau douce se raréfie au point que les estimations préconisent que plus de « 40% de la population mondiale vivra en zones de stress hydrique sévère en 2050 ». Les nappes phréatiques diminuent et le rapport estime que « 20% des aquifères de la planète sont surexploités, dont certains de façon critique ». Les prévisions sont préoccupantes car l'émergence de certains pays, comme la Chine ou l'Inde, vont renforcer la demande mondiale en eau et en énergie, au point que cette hausse atteigne environ 70 % pour l'électricité d'ici 2035.

Sans parler du facteur de la démographie, la demande croissante en eau peut être expliquée par la transition énergétique de ces pays. En effet, comme nous l'avons dit, chaque technique de production d'énergie nécessite une certaine quantité d'eau. Ainsi, lors de la transition énergétique, le pays ou la région passe, par exemple des combustibles fossiles aux énergies renouvelables, cela provoque des « répercussions sur [la demande] en ressources en eau » et entraînant une « mutation de ses services écosystémiques ». En effet, en fonction de la technique de refroidissement pour la production d'énergie, le prélèvement et la consommation de l'eau peuvent être importante.

En 2010, International Energy Agency (IEA) a estimé les prélèvements d'eau destinés à la production énergétique à 583 milliards de m³ au niveau mondial, soit 15 % du total des prélèvements d'eau au monde. D'ici 2035, ces prélèvements pourraient connaître une hausse de 20 %. Cependant ce chiffre est à nuancer au regard des 70% des prélèvements destinées à l'agriculture, mais il représente un défi croissant pour les pays en développement.

De plus, la diminution des zones humide dans le monde, par le phénomène de bétonisation et la croissance urbaine, concourt à réduire la capacité des écosystèmes à purifier l'eau.

i. Le « réchauffement climatique » laisse place au « changement climatique »

Depuis une quarantaine d'années, les médias utilisent le terme de « réchauffement climatique »⁴⁰ pour parler des changements liés au climat. Ils utilisent des images de désolation des catastrophes naturelles pour accuser le réchauffement. A la différence d'une simple catastrophe naturelle, où réside une sorte de « fatalité qui place l'homme en victime plutôt qu'en responsable »⁴¹, le réchauffement climatique est à mettre au compte de l'activité humaine. Cependant la recherche, devenu quasi automatique, d'un responsable tend à renforcer l'inquiétude au détriment de la lucidité des actes. « Dans ce domaine comme dans tant d'autres, la prise de conscience ne devrait pas aboutir à installer la peur, mais à forger une sagesse collective »⁴².

Nous entendons parler de changement climatique, de dérèglement climatique ou encore de variation climatique, mais de quoi parlons-nous ? L'évolution des termes est intéressante car elle dénote d'une construction historique de la volonté politique de protéger l'Environnement.

⁴⁰ Terme encore utilisé par Le Monde.fr le 23.09.2014

⁴¹ Catastrophe naturelle dans les 100 mots de l'Environnement, Que sais-je

⁴² Henri Proglio

En effet, la question du changement climatique n'est pas nouvelle et prend son origine dans des questions liées à la notion d'Environnement. Cette notion, qui vient d'un vieux mot français qui était ce qui environner, autrement dit le contour ou l'enceinte, a été modifiée avec le sens écologique. Au point pour certains auteurs, l'environnement serait similaire au milieu naturel. Cette notion, qui est aujourd'hui à mettre en lien avec le concept du développement durable, a posé de nombreux débats sur l'intégration de la composante de l'Homme. Paradoxalement le couple Homme / Nature a longuement oscillé, dans l'histoire, pour trouver une vision commune. Tantôt une nature objet, tantôt une nature sujet. Nous avons tendance à placer l'homme dans une forme d'opposition à son Environnement, mais il s'agit d'un vieux débat.

L'impact de l'Homme dans le changement climatique est reconnu. Des activités comme l'agriculture intensive, la déforestation ou encore la production de gaz et de pétroles, émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre, principalement du dioxyde de carbone et du méthane, qui s'accumulent dans l'atmosphère. L'intensification de l'effet de serre a augmenté d'un tiers depuis la révolution industrielle⁴³. Tout cela a amené les institutions internationales et les nations à prendre des mesures, par le protocole de Kyoto en 1997, dans une optique de diminuer leurs émissions. Cependant les résultats tardant à se faire sentir et les prévisions de plus en plus alarmantes ont poussé les Etats à ratifier la signature de la convention cadre sur le changement climatique lors de la COP 21 à Paris. Cette dernière reconnaît que les changements climatiques sont une « menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète »⁴⁴ et réaffirme « l'objectif ultime » de « réduire les émissions mondiales ». Les Etats se sont engagés à « contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C ». Pour atteindre cet objectif, une collaboration active entre les pays développés et les pays en développement est préconisée, en termes de « ressources financières, de technologies et d'un renforcement des capacités » pour permettre une « action renforcée ».

ii. L'Homme et la « dégradation de l'environnement »

⁴³ Robert Kandel, Le réchauffement climatique

⁴⁴ Tiré de l'accord de Paris – COP 21

La « dégradation de l'environnement » est un terme, à l'image du « changement climatique », qui est abondamment utilisé par les médias, les institutions internationales et les Etats. Mais encore une fois ce terme tire son origine dans une construction historique.

Thomas Robert Malthus, économiste britannique, dans son *Essai sur le principe de la population*, parue en 1798, est l'un des premiers scientifique à nous parle de la relation Homme et Environnement et surtout de sa dépendance vis-à-vis d'elle. Sa thèse peut se résumer en quelque sorte par cette vision ; « la population croît suivant une progression géométrique, tandis que les ressources alimentaires ne peuvent croître que suivant une progression arithmétique »⁴⁵. De cette dernière est inspiré le malthusianisme, qui prône une politique de restriction strict des naissances pour limiter les effets dévastateurs du développement libre, supposé exponentiel, de la population humaine sur la planète et ses ressources. Cependant Malthus n'ayant pas eu confiance dans le progrès technique, sa thèse ne prend pas en compte la révolution industrielle. En effet, l'innovation par la mécanisation et le développement de nouvelles techniques agricoles ont permis d'accroître les rendements, rendant ainsi la loi sur les rendements arithmétiques désuète. Mais depuis le XXème siècle, avec l'avènement de l'hygiène et de la santé, de nombreux pays connaissent une forte croissance démographique. Cette dernière menace le système économique et le développement des pays concernés en accentuant la pauvreté et la misère. Les néo-malthusiens moderne diront que la « loi de Malthus y trouve confirmation ».

Si nous parlons de « dégradation » environnementale, il paraît essentiel de revenir sur la question de l'érosion. En effet, cette question, qui n'est pas un questionnement nouveau et qui a un long passif, doit être perçue dans sa globalité. De la politique des barrages au programme de Gestion et de Conservation des Eaux et des Sols (GCES), la dégradation des sols sont la priorité des institutions internationales qui ont mis en place de nombreux projets visant à lutter contre l'érosion.

Ce qui est intéressant de noter c'est que l'Homme au travers de l'Histoire à toujours développé des techniques à la fois de gestion mais également de conservation des sols et des eaux surtout dans les zones arides et semi-arides. Au regard des recherches scientifiques en ce sens, nous ne reviendrons pas de façon exhaustive sur les apports et les limites de ces dispositifs de lutte érosive.

⁴⁵ Définition Universalis Malthusianisme et néo-malthusianisme
<http://www.universalis.fr/encyclopedie/malthusianisme-et-neo-malthusianisme/>

Si nous devrions retenir un point sur les GCES, leurs apports sont mitigés. En effet, la construction de petits et moyens barrages paraissent une excellente idée pour soulager les grands barrages au niveau de l'envasement. Néanmoins, si ces derniers ne sont pas construits en collaboration avec les populations locales, leurs impacts est moindre d'un point vue de développement. Or si les populations locales sont impliquées dans le projet de construction et que ce dernier est une retombée positive, alors ces populations vont entretenir ces barrages. De plus l'exploitation agricole des abords du lacs de rétentions permet de limiter l'apport en sédiment qui provoque l'enlèvement des barrages. Par son réseau racinaire, le couvert végétale empêche le ruissellement des eaux de pluies et favorise le captage des eaux par le sol, ce qui permet de régénérer les nappes phréatiques.

B. La vision internationale sur une politique de l' « économie de l'eau »

1. La promotion d'initiatives et programmes visant à augmenter les rendements tout en diminuant la consommation de l'eau
 - i. Economie et eau

Les institutions internationales ont ciblés de nombreux enjeux majeurs dont la planète va faire face, mais la question de l'eau est dotant plus prégnante qu' « un personne sur deux sera confrontée au manque d'eau en 2030 »⁴⁶. Comme nous avons déjà dit, le principal défi est la concurrence croissante entre les différents secteurs consommateurs d'eau. Entre l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les ménages, tous concourent à renforcer les interactions entre les différents acteurs et complexifie l'analyse de la situation et les possibles solutions. Même les institutions internationales n'ont pas la même vision, toutefois ils s'accordent sur la nécessité d'une « bonne gestion » de cette ressource et qu'elle « n'est pas seulement un sujet de nature économique ». Car « l'eau contribue au développement de l'économie, à la santé et à la qualité de vie ».

Cependant nous devons garder à l'esprit que le mot « économie » est à double sens, d'un côté il renvoie à la notion de faire des économies mais d'un autre il fait appel à toute la dimension économique de notre société. Ce terme est par exemple utilisé par l'OCDE dans une vision purement économique au travers d'une institutionnalisation et d'une « bonne gouvernance » de

⁴⁶ Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, 2010, devant le Conseil Économique, Social et Environnemental (France) lors de la conférence "Les Instruments Économiques, Financiers et Fiscaux de la Gestion de l'Eau en France et dans le Monde"

la gestion de l'eau. Ces dernières nécessitent une commercialisation de l'eau, avec la mise en place d'une tarification, permettant un « meilleur usage » mais surtout de gérer et financer les services liés à cette ressource. En ce sens, « l'OCDE va continuer à travailler sur les liens entre eau et agriculture, sur le financement des politiques et des services liés à l'eau, sur la gouvernance de l'eau ».

Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, rappelle qu' « au niveau mondial, de nombreux emplois dépendent de l'eau »⁴⁷. Plus d'un milliard de personnes, autrement dit « 40% de la population active mondiale », travaillent en lien avec l'eau. Ces emplois concernent principalement les secteurs de l'agriculture, l'extraction minière, et de l'industrie. Mais ils impliquent également une multitude d'activités professionnelles, comme par exemple le textile, les produits pharmaceutique, ou encore la restauration. Il apparaît alors essentiel que la disponibilité en eau soit prise en compte dans les décisions économique et politique afin de trouver « un équilibre sectoriel approprié et de générer les meilleurs résultats possibles en matière d'emplois décents et productifs, sans compromettre la capacité de support des ressources en eau et des écosystèmes ».

Selon UNWATER, la vision du développement durable doit être une priorité pour les Etats afin de permettre un « équilibre entre la demande et des ressources limitées »⁴⁸. « Nous devons gérer l'eau douce d'une manière durable si l'on veut qu'il y en ait assez pour que chacun boive et assure son hygiène et sa santé, que les producteurs d'aliments satisfassent à la demande de populations en expansion, que les industries couvrent leurs besoins et que les pays disposent d'une source d'énergie fiable »⁴⁹. La notion de développement durable revient donc sur la scène internationale, avec un focus sur le pilier économique pour lutter contre la pauvreté, par la création d'activités génératrice de revenus. Même si UNWATER reconnait que « La croissance économique n'engendre pas nécessairement un progrès social plus généralisé », elle préconise que les investissements au niveau des infrastructures matérielles et organisationnelle doivent s'accompagner de changements structurels et d'une orientation des revenus générés vers des secteurs comme la santé ou encore l'éducation, qui « renforceront à leur tour la dynamique du développement économique ».

⁴⁷ Avant-Propos par Ban Ki-moon
Secrétaire général des Nations Unies

⁴⁸ Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2015

⁴⁹ Brochure UNWATER - http://www.unwater.org/downloads/UNW_brochure_FR_webversion.pdf

ii. L'eau et la sécurité alimentaire

Quant à la vision à adopter par la FAO, elle repose sur une vision qui se base sur le progrès technique. En effet, face à la diminution de la disponibilité en eau, certaines techniques, comme l'irrigation, peuvent accroître la productivité agricole et améliorer la sécurité alimentaire. Le développement rural et agricole de l'Asie, entre 1970 et 1990, nous montre que l'agriculture est un vecteur de réduction de pauvreté par sa capacité économique. L'irrigation permet d'augmenter les rendements des surfaces cultivées, ce qui est dans l'intérêt des agriculteurs qui voient alors leurs revenus s'accroître et se stabiliser. Dans le même temps, les terres irriguées connaissent une plus-value liée aux aménagements, et les rendant plus prisées par la même occasion. Selon la FAO, l'irrigation améliore les conditions de vie avec une baisse des prix des denrées alimentaires et un accès facilité à une alimentation variée.

La FAO parle d' « agriculture intelligente »⁵⁰ pour qualifier les systèmes agricoles qui soutiennent et assurent efficacement le développement agricole afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Cette agriculture se centre sur trois objectifs majeurs :

- La sécurité alimentaire par l'augmentation durable de la productivité et des revenus agricoles
- L'adaptation et le renforcement de la résilience face aux impacts des changements climatiques
- L'atténuation et/ou la suppression des émissions de gaz à effet de serre

Dans la vidéo⁵¹, diffusée sur le site de la FAO, nous pouvons voir les exemples de l' « agriculture intelligente ». Grâce à un projet réalisé dans l'Ouest du Kenya, les petits exploitants de fermes laitières ont réduit le pâturage de leurs troupeaux, en décidant de produire les cultures nécessaires aux fourrages des vaches, afin de stimuler la production laitière. Les éleveurs ont pu ainsi augmenter leurs revenus tout en « utilisant leurs ressources naturelles de façon plus durable ». Un autre exemple présenté est l' « approche écosystémique » des pêcheurs nicaraguayens afin de protéger leurs mangroves et d'améliorer la durabilité de leurs fermes à crevettes par le contrôle de la qualité de l'eau. Selon la FAO, les obstacles qui empêchent les petits agriculteurs de passer à une « agriculture intelligente » sont l'accès à l'information, au crédit et à la sécurisation du foncier.

⁵⁰ Thème L'agriculture intelligente face au climat <http://www.fao.org/climate-smart-agriculture/fr/>

⁵¹ Diffusée le 27 nov. 2015, Disponible sur Youtube <https://www.youtube.com/watch?v=CCg6hmxK8nc>

Néanmoins nous pouvons avoir un regard critique sur ces quelques exemples. En effet, le projet des fermes laitières symbolise la vision occidentale moderne sur l'activité pastorale, que l'on qualifie par ailleurs d'agro-pastorales. Cependant ce phénomène est lié à la fermeture des circuits de transhumance par la privatisation des terres de pâturage à des fins agricoles. Il s'inscrit également dans une volonté étatique et politique de sédentariser ces populations semi-nomades. A l'image des Maasaï, dans le Nord de la Tanzanie, cette vision engendre une profonde mutation de leurs pratiques et de leurs identités. Nous pouvons aussi remettre en question les « mesures incitatives et [les] dispositifs de protection » prises par les décideurs.

2. Les ONG internationales, « prêcheurs » de la vision des institutions internationales

En alignement avec les OMD, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales se positionnent sur différents axes majeurs et affichent le même discours que les institutions internationales. Le rôle de relais de ces organisations au niveau de l'information avec le grand public est primordial, notamment au travers de leurs sites internet, leurs campagnes de sensibilisation et leurs collectes de dons pour les différentes actions qu'elles mènent.

i. L'exemple de la Croix Rouge et d'Oxfam International

Nous ne pouvons pas réduire les actions et les paroles de ces grandes ONG à de simples relais de la vision internationale, mais nous tacherons de nous focaliser sur leurs discours sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire.

Le Comité international de la Croix Rouge (CICR), l'une des plus anciennes institutions, est exclusivement humanitaire. Depuis son origine, elle a pour « objectif de protéger et d'assister les victimes de conflits armés et de situations de violence »⁵². Mais aujourd'hui, le CICR intègre aussi dans ces programmes d'aides une thématique sur l'« Eau et l'Habitat » pour assurer l'accès à l'eau dans les zones de conflit et à créer ou maintenir des « conditions de vie durables ». La Croix Rouge Française va plus loin en axant tout une action internationale sur la question de la sécurité alimentaire. L'objectif étant de réduire la vulnérabilité des communautés africaines en leur donnant une aide à long terme axée sur les moyens de subsistance. L'exemple des groupements féminins dans le Batha, au Tchad, nous montre que la Croix Rouge Française est venue en aide aux femmes pour qu'elles s'organisent en groupement leur permettant

⁵² CICR - <https://www.icrc.org/fr/qui-nous-sommes/histoire>

d'avoir une garantie auprès des organismes de crédit. Ces groupements ont permis à ces femmes de créer leurs propres petits commerces et de s'émanciper de la dépendance financière des hommes. Par leurs activités génératrices de revenus, les femmes s'insèrent sur le marché du travail et voient leurs conditions de vie et celles de leurs familles s'améliorer, notamment par l'accès d'une alimentation plus saine, aux soins de santé et à l'éducation.

Quant à l'ONG Oxfam international, qui lutte principalement contre la pauvreté, elle prend son origine durant le blocus anglais de la Seconde Guerre Mondiale. En effet, des étudiants et des citoyens d'Oxford de l'époque étaient venus en aide à la population, par l'envoi par bateau de vivres, afin d'agir contre la famine. Encore aujourd'hui cette mission perdure dans les programmes de l'ONG, au travers de la thématique de l'alimentation durable. Sur leur site internet, Oxfam affiche clairement la volonté de créer « un système alimentaire plus juste et plus durable pour que chacune et chacun puisse tous les jours manger à sa faim »⁵³ pour améliorer la production des petits agriculteurs en les formant à des « techniques durables » pour leur permettre de s'adapter aux impacts de la variation climatique. Pour eux, « le changement climatique va bientôt changer nos habitudes alimentaires »⁵⁴. Ils pointent du doigt les actions des Etats et des grandes entreprises sur leurs émissions de GES et nous invitent à les rejoindre afin d'« empêcher que le changement climatique n'aggrave la faim dans le monde ».

Nous pouvons voir que les discours de ces deux ONG sont en alignement avec le discours des institutions internationales au travers de leurs actions et de leurs programmes. Ils sont donc les premiers relais de l'information et de l'action. Nous notons tout de même une différence dans la formulation de l'information et dans le ton. Le CICR, qui revendique être une « institution neutre et indépendante », a peut-être un discours plus lisse. A la différence d'Oxfam, qui prend davantage position sur « la vision d'un monde juste et sans pauvreté » et cherche à impliquer les citoyens dans leur démarche. Car selon Oxfam, « Ensemble, nous pouvons remporter la lutte contre la faim ».

ii. Les ONG ont-ils une véritable neutralité ?

Selon Samy Cohen, directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) de l'Institut d'études politiques de Paris, le « positionnement des ONG n'est pas neutre

⁵³ Oxfam - Alimentation durable <https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/domaines/alimentation-durable>

⁵⁴ Oxfam – Justice alimentaire et climatique <https://www.oxfam.org/fr/campagnes/justice-alimentaire-et-climatique>

et indifférent »⁵⁵. Dans le concept, une ONG est une « association de solidarité internationale (ASI), à but non lucratif, apolitique, pétrie de valeurs humanistes et indépendante des États ». Le CICR et Oxfam sont des modèles de références. D'autres organisations sont également « conformes aux valeurs d'universalité, d'impartialité et d'indépendance ». Ces dernières ont été créées par des institutions religieuses, à l'image du Secours catholique, ou par des hommes ayant des convictions et des volontés de revendications, comme Amnesty International et Greenpeace.

Toutefois avec la prolifération des ONG, toutes n'ont pas cette valeur d'impartialité. Pire certaines sont aujourd'hui instrumentalisées par des acteurs étatiques ou des groupes armés, à l'image de l'Etat islamique. Certains gouvernements, comme les Etats-Unis, ne se cachent d'ailleurs pas de cette instrumentalisation des ONG. Ainsi, l'ancien secrétaire d'Etat Colin Powell déclarait que « les ONG sont un démultiplicateur de force pour nous [les Etats-Unis], une partie tellement importante de notre équipe combattante »⁵⁶. Cependant ce phénomène n'est pas nouveau et tire son essence avec la fin de la Guerre Froide. En effet, avec la chute du monde bipolaire et « l'éveil d'une forte conscience humanitaire », l'aide privée et publique au développement a fortement augmentée, au point d'être devenue un puissant moyen de financement pour les ONG. Ces financements sont assujettis aux conditionnements et à une forte concurrence entre les différents acteurs associatifs, comme nous avons pu le voir. L'appellation d'organisation « non gouvernementale » devient alors paradoxale.

Selon l'Union des associations internationales, il y aurait aujourd'hui environ 38 000 dans le monde. Nombreuses de ces nouvelles organisations ne sont pas dénuées d'ambiguïté. Derrière le mot ONG se cache souvent des « entreprises commerciales ou des bureaux d'études », dont les compétences techniques ne sont certes pas contestées, mais qui souhaitent se donner une image humaine et écoresponsable. Nous parlons alors de *greenwashing*, ou écoblanchiment en français, pour parler de ce procédé de relation publique qui consiste à mettre en place des actions humanitaires et de développement dans une volonté de préserver l'environnement.

Tout cela doit nous amener à questionner la neutralité de ces organismes, au point de remettre en cause la notion même d'ONG.

3. La coopération bilatérale, vers un transfert de modèle ?

⁵⁵ Cohen Samy, « ONG, altermondialistes et société civile internationale », Revue française de science politique 3/2004 (Vol. 54), p. 379-397

⁵⁶ Discours adressé aux ONG au début de l'Operation EnduringFreedom (l'invasion de l'Afghanistan), en octobre 2001

i. Le rôle de l'AFD dans la vision de l'eau

Selon l'Agence Française de Développement (AFD), l'accord de Paris pour la COP 21 donne « une nouvelle vision du développement »⁵⁷. La nécessité de promouvoir des techniques plus durables et respectueuses de l'environnement avait été anticipée par l'AFD, qui opère depuis plusieurs années sur des thèmes comme l'eau et l'assainissement, l'énergie renouvelable ou encore sur l'usage des terres agricoles. Cependant avec l'augmentation des ressources financières, l'Agence compte « changer d'échelle » afin de promouvoir « un développement résilient au changement climatique ». Une des actions menées par l'AFD est l'amélioration de l'accès à l'eau potable. Cassilde Brénière, responsable du département Eau et Assainissement chez AFD, nous explique que « l'eau est un enjeu de santé publique fort »⁵⁸ car il s'agit de la première cause de mortalité infectieuse dans le monde. Il y a également des enjeux sociaux fortement liés à l'accès à l'eau et surtout à la corvée de l'eau, en particulier en Afrique Subsaharienne qui est le continent le plus en retard sur l'accès à l'eau. Dans cette optique, l'AFD contribue en général à alimenter en eau chaque année presque 800 000 personnes. Ces projets s'accompagnent d'un « renforcement des capacités » avec un investissement dans la formation. Elle met également en avant la nécessité de reprise des états au niveau des ressources pour la pérennité des projets. En effet, les projets ne durent que 5 à 7 ans, l'implication et l'appropriation par les populations est indispensable pour la poursuite du projet. Le premier enjeu est donc « qu'ils soient moteurs » et prennent en charge le projet. En milieu rural, à la différence du milieu urbain, il n'y a pas d'opérateur national ou de collectivité qui sont en charge. L'AFD travaille donc en étroite collaboration avec des associations locales ou d'usagers pour s'assurer de la régulation au niveau des tarifs et de la qualité du service mais également dans le renforcement des capacités de ces dernières afin de leurs donner les clés du projet.

Au regard des chiffres sur le financement des différents secteurs où l'AFD opère, nous pouvons constater que sur les 8,3 milliards d'euros engagés seul 9,5% sont alloués aux divers projets sur l'eau potable et l'assainissement, tandis que les projets sur l'agriculture durable et la sécurité alimentaire ne représente que 5%, soit 397 millions d'euros. Le secteur le plus financé est le secteur productif, autrement dit les microcrédits, le soutien aux PME et le secteur bancaire, qui a nécessité en 2015 plus de 1,8 milliards d'euros, soit 22,5% des sommes engagés.

ii. Mondialisation, APD et transfert de modèle

⁵⁷ Rapport annuel 2015 de l'AFD

⁵⁸ "Améliorer l'accès à l'eau potable", entretien avec Cassilde Brénière (AFD)

Le concept de transfert de modèle fait référence à la notion de développement mais également à la notion de mondialisation. En effet, selon Denis Retaillé, « la mondialisation représente le processus d'extension à la dimension du monde d'un phénomène quelconque de quelque manière que ce soit ». Il s'agit d'un mouvement de regroupement du monde par des modèles considérés par les pays développés comme ayant une vocation d'universalité, surpassant la vision linéaire du développement de Rostow, qui prônait le « rattrapage des retards des pays [...] sous-développés »⁵⁹. L'« intégration aux réseaux » est devenue le maître mot. Nous entendons parler d'« Intégration régionale », de « clusters », de « systèmes productifs localisés » ... Tous ces concepts et ces représentations sont véhiculées par la mondialisation, au point d'être reprise par le discours des figures politiques des pays en développement.

L'universalité de la vision du développement s'observe au travers des stratégies de mise en œuvre imposée par les plans d'ajustements structurels des années 1990. L'augmentation de l'aide publique et la prolifération des ONG viennent s'inscrire dans un contexte de crise de la dette des Etats. La dépendance financière de ces Etats les pousse à accepter les conditions idéologiques et stratégiques qui accompagnent l'APD, ou devrions-nous dire le prêt publique au développement. Car n'oublions pas que l'APD est un ensemble « des dons et des prêts à conditions très favorables accordés par des organismes publics »⁶⁰. En France, cette APD est gérée par l'AFD, qui est mandatée par les autorités françaises, pour le financement et l'accompagnement de projets et de programmes de développement dans les pays en développement au travers d'une aide financière mais également d'un transfert au niveau des techniques et du savoir-faire.

Dans le cadre des coopérations bilatérales, il en va de même, les projets de développement s'accompagnent de conditionnalité comme la « bonne gouvernance » mais également de tout un panel de pratiques et de visions politiques de la marche à suivre. Des concepts comme la décentralisation ou le système juridique sur la question foncière sont de bons exemples de ces transferts de modèle. L'AFD, dans sa lutte contre la pauvreté, favorise le développement économique et social dans les pays du Sud. Néanmoins uniquement dans les pays où le gouvernement français possède des intérêts et veut étendre son intervention.

Nous pouvons nous demander si cette conditionnalité et ces transferts de modèles, qui se cachent derrière le mot « développement », ne sont pas un frein pour ce dernier. Pire ne sont-

⁵⁹ Koop, 2006

⁶⁰ Définition de l'APD par Centre de Documentation de l'Economie et de la Finance (CEDEF)

ils pas un véritable outil géopolitique ? A l'image de l'aide transmise par l'UE, qui est assujettie à une condition de lutter contre le terrorisme.

II. L'Afrique, eau et sécurité alimentaire

La pauvreté en Afrique a été pendant longtemps un des objectifs des divers acteurs internationaux, à l'image des PAS, qui ont encouragée une vision du développement. Le continent est aujourd'hui la cible du changement climatique. Des phénomènes tels que la désertification, la disparition des mangroves, les fortes sécheresses concourent à complexifier la situation pour le développement des pays africains.

« Est-il équitable de plaider pour la frugalité quand on a déjà tout ? Mais quand on a peu, est-ce un crime contre la planète de vouloir plus ? Est-il pertinent de qualifier de "durable" un développement qui laisse dans la pauvreté une majorité d'êtres humains ? Est-il légitime que les prescriptions pour la protection du climat soient dictées par ceux qui sont les premiers responsables du réchauffement de l'atmosphère ? Le Continent africain mérite une attention particulière. Un continent qui partout s'éveille et se découvre et prend confiance. C'est donc en Afrique, continent de l'avenir que se jouera l'avenir de notre planète. » Sa Majesté Mohammed VI (lundi 30 novembre 2015) à la COP 21 à Paris.

A. Deux Afriques : Un dualisme sur l'action

1. Sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne

Les PAS ont laissé place à une aggravation de la pauvreté en Afrique Subsaharienne entraînant des conséquences néfastes sur la situation alimentaire et nutritionnelle. Depuis les années 1990, les institutions internationales, les gouvernements et les ONG ont réorienté leurs objectifs de lutter contre la pauvreté en passant par un renforcement de la sécurité alimentaire. Le taux de sous-alimentation est passé de 33% pour la période 1990-1992 à 23% pour la période 2014-2016⁶¹. Tandis que ce taux diminue, le nombre de personne sous-alimenté a augmenté de 44 millions depuis 1990. Cette augmentation peut s'expliquer par la forte croissance démographique que connaît le continent mais également par l'instabilité économique et politique. A l'image du développement agricole asiatique des années 1970-90, l'Afrique a tenté de nombreuses fois de lancer sa « révolution verte ». Mais cette dernière nécessite une

⁶¹ Rapport des Nations Unies – Objectifs du Millénaire pour le développement 2015

cohérence au niveau du projet politique national afin de favoriser les investissements et les partenariats avec les institutions internationales et les ONG.

Gérard Azoulay et Jean-Claude Dillon, au travers de leur ouvrage⁶², nous mettent en garde contre l'élaboration de la stratégie de sécurité alimentaire prônée par les institutions internationales, qui « apparaît un peu comme un fétiche qui va sortir l'Afrique de la déchéance ». Pire sous la pression de la sécurité nationale, les Etats africains cèdent leurs terres à de grands groupes agro-alimentaires sous la forme de baux emphytéotiques pouvant durer jusqu'à 99 ans. Cette volonté d'accaparement de terres accentue le contexte délicat du foncier dans les pays africains. En effet, la privatisation de la terre est au cœur de la problématique du foncier, qui réside dans la coexistence des deux types d'appropriation ; d'une part, le droit coutumier traditionnel consistant à respecter la possession de la terre à celui qui la cultive, et d'autre part, le droit occidental de la marchandisation des terres par la mise en place de cadastres. Sachant que la majorité des terres rurales des pays africains n'est pas officiellement enregistrée, la privatisation s'en retrouve donc accélérée.

L'Afrique est au cœur des convoitises car elle est perçue comme ayant le plus grand potentiel en terres arables non exploitées. Toutefois il est avéré que les bénéfices de ces projets de développement de l'Afrique ainsi que les populations locales demeurent extrêmement incertains.

2. Eau et changement climatique au Maghreb

Dans ce contexte de crise alimentaire et de variabilité climatique, la question de l'eau est d'autant plus cruciale qu'elle affecte les hommes et leurs activités. Selon les projections climatiques, les pays du Maghreb vont subir un changement plus accentué qu'ailleurs, avec une forte hausse des températures tout en ayant une baisse de la pluviométrie. Cette variabilité climatique peut s'expliquer par leurs proximités avec le Sahara, le désert le plus chaud du monde, et leurs positions de marge dans le système météorologique de la Méditerranée. En effet, ces pays, dont la majeure partie de leurs territoires sont exposés aux climats semi-aride et aride, sont marqués par une forte évapotranspiration ce qui renforce la pénurie de la ressource surtout dans un contexte où les précipitations sont faibles. « Au Maghreb, les volumes moyens des précipitations sont estimés à 357 km³/an, soit une lame d'eau de 110 mm »⁶³. Quant à

⁶² Gérard Azoulay et Jean-Claude Dillon, La sécurité alimentaire en Afrique, Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies, Paris, ACCT-Karthala, 1993, 296 p.

⁶³ Taabni Mohamed et El Jihad Moulay-Driss dans « Eau et changement climatique au Maghreb : quelles stratégies d'adaptation ? »

l'évaporation, elle « prélève environ 88% des précipitations ». Ces précipitations sont vitales pour les eaux de surfaces, qui représentent 73% des ressources renouvelables au niveau du Maghreb.

La région connaît également des sécheresses à répétitions, qui affecte les économies nationales et locales. Selon Mutin, ces dernières seraient de plus en plus rapprochées dans le temps. A l'image de la Tunisie, « la disponibilité moyenne en eau de surface, qui est de l'ordre de 2 700 hm³/an, chute à 2 230 hm³/an une année sur deux, et à 1 250 hm³/an une année sur dix ».

B. La Méditerranée et ses scénarios

Le Maghreb s'inscrivant davantage dans l'espace Méditerranéen que dans l'espace d'Afrique Subsaharienne, tant par sa situation bioclimatique que par sa relation avec la ressource en eau, nous avons décidé de revenir sur les possibles scénarios autour du bassin. Les rives méridionale et orientale connaissant une forte croissance démographique compensent le vieillissement et la stabilisation démographique des pays au Nord. Cette augmentation n'est pas sans incidence sur la demande alimentaire et sur les habitudes de consommation.

Le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), au travers de leur travail de prédiction, a dressé un rapport comprenant quatre scénarios possibles afin de cibler les « chantiers prioritaires » de l'espace Méditerranéen à l'horizon 2020 :

Le premier scénario prévoit une « Méditerranée sans convictions ». A l'instar de l'économie mondiale, l'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. Le secteur agricole s'adapte difficilement aux nouvelles réalités et la coopération régionale reste marginal.

Le deuxième pressent une Méditerranée sous tensions. Les convoitises s'accroissent sur les ressources hydriques et foncières alors que la sécurité alimentaire redevient stratégique dans un contexte de renchérissement des produits agricoles. Les phénomènes de désertification, de sécheresses et d'inondations se multiplient et la coopération euro-méditerranéenne s'en retrouve menacée.

Le troisième scénario possible est celui d'une « Méditerranée éclatée mais réactive ». La recherche d'opportunités de coopération dans le but de faire face à des défis devenus trop globaux pour prétendre les résoudre unilatéralement, l'objectif de s'agréger par petits groupes,

de sorte à maximiser des potentiels économiques, politiques ou naturels, semblent être une solution plausible.

Le dernier scénario du CIHEAM prévoit une « Euro-Méditerranée réinventée ». Autrement dit il faut réinventer les sources de mobilisation dont la région recèle, à commencer par son potentiel agro-alimentaire et territorial.

Sachant que la fracture Nord-Sud tend à s'accroître au fil de l'actualité, la question est de savoir si « l'agriculture méditerranéenne [pourrait être] comme un terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région » semble devenir infranchissable.

En plus du dualisme sur l'action au niveau du continent africain, le clivage Nord-Sud de la Méditerranée nous laisse présager que le Maroc peut devenir un modèle pour ses pays voisins maghrébins sur la gestion de l'eau tout en permettant d'assurer la sécurité alimentaire.

Conclusion :

La variation climatique de notre planète est sans équivoque. Nous notons déjà, à l'échelle du globe, une hausse des températures moyennes de l'atmosphère et de l'océan, une diminution des précipitations annuelles, une fonte massive de la neige et de la glace et une élévation du niveau moyen de la mer. Le Maroc est aussi concerné par ces changements. Il y'a une tendance générale vers l'assèchement, le climat du Maroc s'est réchauffé de façon significative au cours de la période 1961-2008. Les simulations futures faites par des logiciels prévoient pour la fin du XXIème siècle, un réchauffement durant toutes les saisons. Des études ont été faites en 2005 et ont montré, grâce à des modèles de simulation, que les précipitations des eaux pluviales au Maroc vont baisser de plusieurs dizaines de millimètres par an. Après comparaison des prévisions réalisées et des données enregistrées depuis 2005, nous pouvons dire qu'il y'a une grande différence entre ce qui est prévu et ce qui est passé réellement. Les précipitations sont aléatoires et se différent d'une à une autre.

Dans un contexte de sécurité alimentaire, où le Maroc est très dépendant des importations en céréales (deuxième plus gros importations après le carburant), et dans une volonté de stratégie de productivisme agricole, le Royaume se retrouve confronter au défi de la durabilité en terme de disponibilité en eau et de fertilité des sols.

Comme nous avons pu le voir, tant au niveau national que local, l'eau est un gage de la sécurité alimentaire tant par sa capacité à augmenter la production agricole que pour rôle fondamentale dans les activités socio-économiques, à l'image du secteur touristique à Marrakech. Dans la vallée de l'Ourika, nous avons vu que le rôle des associations est essentiel pour une bonne gestion de cette ressource et pour développer de nouveau projet afin de répondre aux besoins croissants d'alimentation de la population. Nous avons également vu que le politique donne la ligne directrice sur l'action et la vision à adopter, mais qu'il est aussi un frein pour les projets des associations, tant au niveau du financement qu'au niveau de la temporalité.

Nous n'avons pas pu dresser un portrait global et exhaustif de la gestion de l'eau. Mais bien entendu, il faut considérer la question de l'eau et de la sécurité alimentaire d'un point de vue géographique et la prendre à travers différentes échelles. Car en effet, d'un contexte géographique à l'autre, à la fois en fonction du milieu naturel et des conditions sociales, les stratégies et les dispositifs de gestion de l'eau ne sont pas les mêmes.

Selon Heusch, pour un « meilleur équilibre agro-environnemental », il ne suffit pas d'étendre les dispositifs existants ou d'introduire des innovations non évaluées, car dans un même ensemble régional, ils ne s'adaptent pas à toutes les situations. Il ne faut pas non plus chercher forcément à introduire des innovations non évaluées et donc à l'impact non calculé. Pour lui, il faut surtout éviter d'adopter des recettes toutes faites et uniformes, « type la banquette fruitière » qui a été généralisée dans divers aménagements en dépit des recommandations qui lui étaient contraires.

Pour conclure, la ressource en eau est un enjeu majeur pour le Maroc, et plus particulièrement dans la vallée de l'Ourika. Elle représente un défi de taille surtout dans un contexte de demande croissante et de faible apport en pluviométrie. Les politiques ont certes apporté des améliorations, en termes de surfaces irriguées, par les grands aménagements. Cependant ces derniers ont nécessité des coûts importants et leurs résultats restent mitigés. Selon le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement, les barrages marocains s'ensaveraient de 65.54 Mm³ par an, soit une diminution de 0,5% par an. En 2006, l'envasement des infrastructures hydrauliques représentait près de 8% de leurs capacités totales. De plus, la qualité de l'eau est très différente d'un barrage à l'autre. L'eau des barrages du bassin du Sebou sont par exemple de très mauvaise qualité et sont considérées comme inaptes à la plus part des usages. L'eutrophisation de l'eau des barrages est la conséquence de l'utilisation massive des intrants de phosphore et d'azote. Tout cela tend à accentuer l'acidification du milieu, rendant les espèces et les hommes plus vulnérables à certaines pollutions et maladies.

Bibliographie :

Article :

- **Abis Sébastien, Blanc Pierre**, 2008, « Le retour de la question agricole », *Confluences Méditerranée* (N°67), p. 149-157.
- **Alexandre Olivier**, 2005, « Lorsque la pénurie fait ressource. Etude géographique de la notion de ressource. L'exemple de la politique de l'eau au Maroc », *Géocarrefour*, vol. 80/4
- **Annabelle Houdret**, 2005, « La goutte d'eau qui fait déborder... », *Géocarrefour*, vol. 80/4, p. 285-295
- **Barathon Jean-Jacques, El Abbassi Hassan et Lechevalier Claude**, 2010, « Gestion des sols et de l'eau dans le massif d'Ifni Anti-Atlas occidental, Maroc », *Norois* N°214, 101-111.
- **Benabdallah Mohammed Amine**, 2003, « Propos sur la décentralisation territoriale au Maroc », Ed. Economica, Paris
- **Berthemont Jacques**, 2003, *Le Nil, l'Egypte et les autres*, In *VertigO – La revue en sciences de l'environnement*, Vol 4, N°3.
- **Boujnikh Mohamed et Humbert André**, 2010, « L'eau dans le bassin du Souss : concurrences et désorganisation des systèmes paysans », *Norois*, N°214, 113-126.
- **Bouquet Christian** 2009 - *La pauvreté, entre l'eau et le profit*. In : Ayeb Habib et Ruf Thierry, dirs. - *Eau, pauvreté et crises sociales. Actes du Colloque d'Agadir 2005*. Paris : IRD Éditions (CD-ROM), p. 63-70.
- **El Gueddari A.**, 2005, "Economie d'eau en irrigation au Maroc : acquis et perspectives d'avenir", In : Hammani A, Kuper M, Debbarh A (eds) *La modernisation de l'agriculture irriguée, Actes du séminaire euro-méditerranéen, Projet INCO-WADEMED, IAV HII, Rabat, tome 1*
- **Elmehdi Saidi Mohamed et al.**, *Les crues de l'oued Ourika (Haut Atlas, Maroc): Événements extrêmes en contexte montagnard semi-aride*
- **Henrichs T., Alcamo J.**, 2001, "Europe's Water Stress Today and in the Future." *EuroWasser: Model-Based Assessment of European Water Resources and Hydrology in the Face of Global Change*. Kassel, Germany (Kassel World Water Series Report, 5), S. 5-1 - 5-11
- **Heusch B.**, 1986, *Cinquante ans de banquettes de DRS en Afrique du Nord : un bilan*, *Cah. ORSTOM, Ser. Pédol.*, vol. 22, p. 153-162.

- **JOUE Anne-Marie**, 2006, « Les trois temps de l'eau au Maroc : l'eau du ciel, l'eau d'Etat, l'eau privée », *Confluences Méditerranée* (N°58), p. 51-61
- **Laouina Abdellah**, 2010, « Conservation des eaux et des sols au Maroc : prise en compte de la diversité géographique », *Norois*, N°214, 85-99.
- **Maupin Agathe**, 2015, Les risques hydropolitiques en Afrique à travers la gestion des bassins transfrontaliers, dans Pomel et al. (dir.), *Risques en Afrique*, ouvrage de synthèse du programme quadriennal pluridisciplinaire de la MSHA, Editions Karthala - MSHA.
- **Mellakh Kamal** 2009 - La borne d'irrigation serait-elle un lieu d'exclusion sociale dans le Haouz de Marrakech ? In : Ayeb Habib et Ruf Thierry, dirs. - *Eau, pauvreté et crises sociales. Actes du Colloque d'Agadir 2005*. Paris : IRD Éditions (CD-ROM), p. 97-110
- **Nadji Khaoua** 2009 - L'eau comme révélateur de la crise multiforme en Algérie. Aspects économiques et impacts sociaux. In : Ayeb Habib et Ruf Thierry, dirs. - *Eau, pauvreté et crises sociales. Actes du Colloque d'Agadir 2005*. Paris : IRD Éditions (CD-ROM), p. 97-110
- **Roose Eric**, 1997, La GCES une nouvelle stratégie de gestion de l'eau, de la Biomasse et de la fertilité, Communication aux Journées Scientifiques de l'INGREF
- **Taabni Mohamed** et **El Jihad Moulay-Driss**, « Eau et changement climatique au Maghreb : quelles stratégies d'adaptation ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 260 | Octobre-Décembre 2012
- **Turton ,A. R.** et **L. Ohlsson**. 1999. Water scarcity and social stability : Towards a deeper understanding of the key concepts needed to manage water scarcity in developing countries.

Ouvrage :

- **Ayeb Habib** et **Ruf Thierry**, dirs., 2009 - *Eau, pauvreté et crises sociales. Actes du Colloque d'Agadir 2005*. Paris : IRD Éditions
- **Jean Albergel**, **Georges De Noni**, **Abdellah Laouina**, **Mohamed Sabir** et **Éric Roose**, 2008 - *Efficacité de la gestion de l'eau et de la fertilité des sols en milieux semi-arides*. Paris : IRD Éditions/Enfi/EAC - Collection : Coédition – p. 405

- **Latouche Serge. Gérard Azoulay et Jean-Claude Dillon**, La sécurité alimentaire en Afrique, Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies. In: Tiers-Monde, tome 35, n°139, 1994
- **Gérard Azoulay et Jean-Claude Dillon**, La sécurité alimentaire en Afrique, Manuel d'analyse et d'élaboration des stratégies, Paris, ACCT-Karthala, 1993, 296 p.
- **El Faïz M.**, 2005, Les maîtres de l'eau. Histoire de l'hydraulique arabe, Actes Sud, Arles, 363 p.
- **Rastoin Jean-Louis et Gheri Gérard**, 2010, Le système alimentaire mondiale, Editions Quae, 441p
- **Roose Eric, Sabir Mohammed, Laouina Abdellah**, 2010, Gestion durable des eaux et des sols au Maroc : Valorisation des techniques traditionnelles méditerranéennes, IRD Editions, 343p.
- **Shah T, Keller J**, 2002. Micro-irrigation and the poor: a marketing challenge in smallholder irrigation development

Site internet :

- L'agenda 2030 du développement durable ODD
<http://www.undp.org/content/undp/fr/home/sdgoverview.html>
- LeMonde - Comprendre le réchauffement climatique en 4 minutes
http://www.lemonde.fr/planete/video/2014/09/23/comprendre-le-rechauffement-climatique-en-4-minutes_4492721_3244.html
- Allocution d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, 2010, devant le Conseil Économique, Social et Environnemental (France) lors de la conférence "Les Instruments Économiques, Financiers et Fiscaux de la Gestion de l'Eau en France et dans le Monde"
<http://www.oecd.org/fr/env/ressources/lapprocheeconomiquedealeau.htm>
- Colloque nationale « Les bassins versants au Maroc, dynamique actuelle et stratégies de gestion » décembre 2013, Marrakech
- Rapport Direction générale de l'hydraulique marocaine 2002

- <http://www.cirad.fr/nos-recherches/themes-de-recherche/securite-alimentaire/que-fait-le-cirad>
- - <http://water.gov.ma>
- - <http://www.unwater.org/>
- http://www.lemonde.fr/ressources-naturelles/article/2015/03/20/la-crise-de-l-eau-illustree-en-5-graphiques_4597592_1652731.html
- <http://www.marocmeteo.ma/>
- <http://donnees.banquemondiale.org>
- http://telquel.ma/2014/10/16/nouveau-rapport-alarme-stress-hydrique-au-maroc_1419441
- <https://www.ird.fr/la-mediatheque/fiches-d-actualite-scientifique/370-les-reseaux-d-eau-anciens-ressuscitent-en-meditteranee>
- <http://tprf.org/fr/food-for-people-alimente-la-reussite-des-eleves-dotinibi/>
-

Rapport :

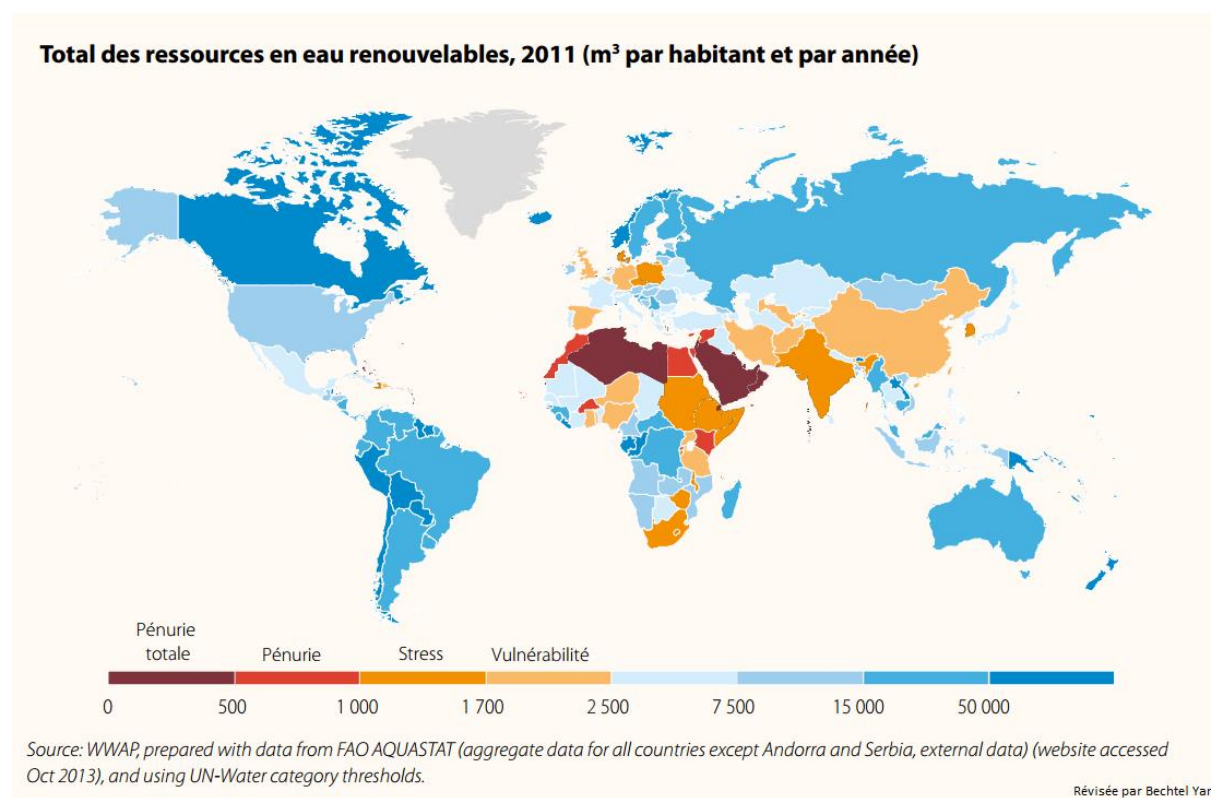
- Rapport des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, 2015
- UNWATER- Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2014
- UNWATER- Rapport des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, 2015
- World Energy Outlook-Executif Summary of International Energy Agency (IEA) / OCDE, 2012
- Rapport FAO sur l'eau et la sécurité alimentaire
- Perspective Maroc 2030, Eveil aux problématiques du Maroc 2030
- Rapport sur le projet START (Global Change SysTem for Analysis, Research and Training)
- Rapport du Club Ibn Battuta pour le Développement et le Dialogue des Cultures – Projet de développement intégré

Vidéo :

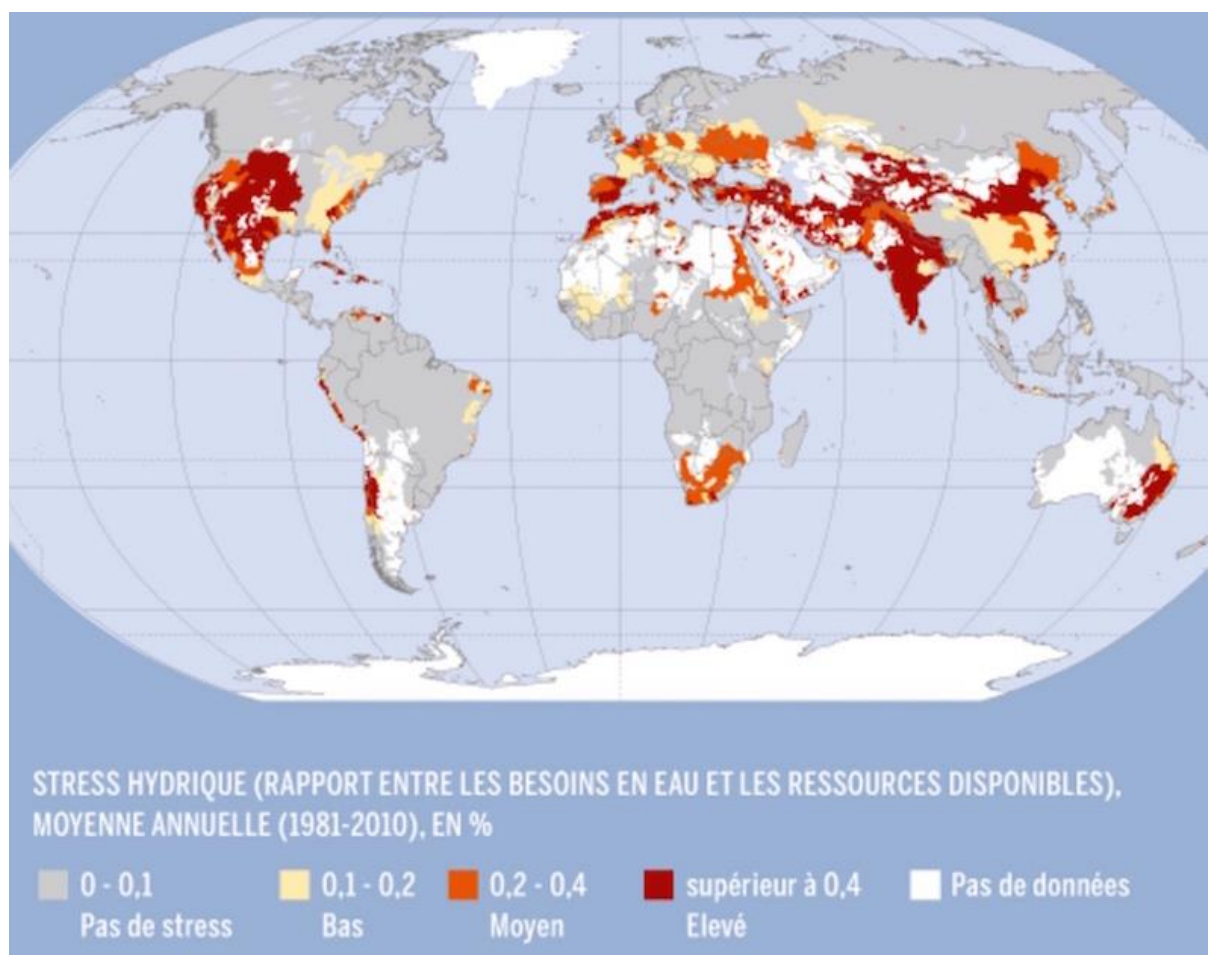
- FAO - Exemples d'agriculture intelligente face au climat en Afrique, Asie et Amérique latine <https://www.youtube.com/watch?v=CCg6hmxK8nc>
- FAO - Les grands périmètres d'irrigation au Maroc (En anglais) <https://www.youtube.com/embed/NJzZ1YrVsoo>

Table des Annexes :

Annexe 1 L'eau renouvelable sur la Terre.....	78
Annexe 2 La carte du stress hydrique dans le monde	79
Annexe 3 Schéma du système alimentaire mondiale	80
Annexe 4 Carte des agences de bassin au Maroc	81
Annexe 5 Graphique de l'évolution des barrages et de leurs capacités au Maroc	81
Annexe 6 Photographie d'une exploitation irriguée par aspersion	82
Annexe 7 Photographie du pompage d'un puit.....	82
Annexe 8 Graphique des précipitations annuelles à Marrakech	83
Annexe 9 Carte du réseau hydrologique du bassin versant du Tensfit.....	83
Annexe 10 Carte de la population ayant accès à de l'eau potable améliorée	84
Annexe 11 Entretiens semi-directifs	85

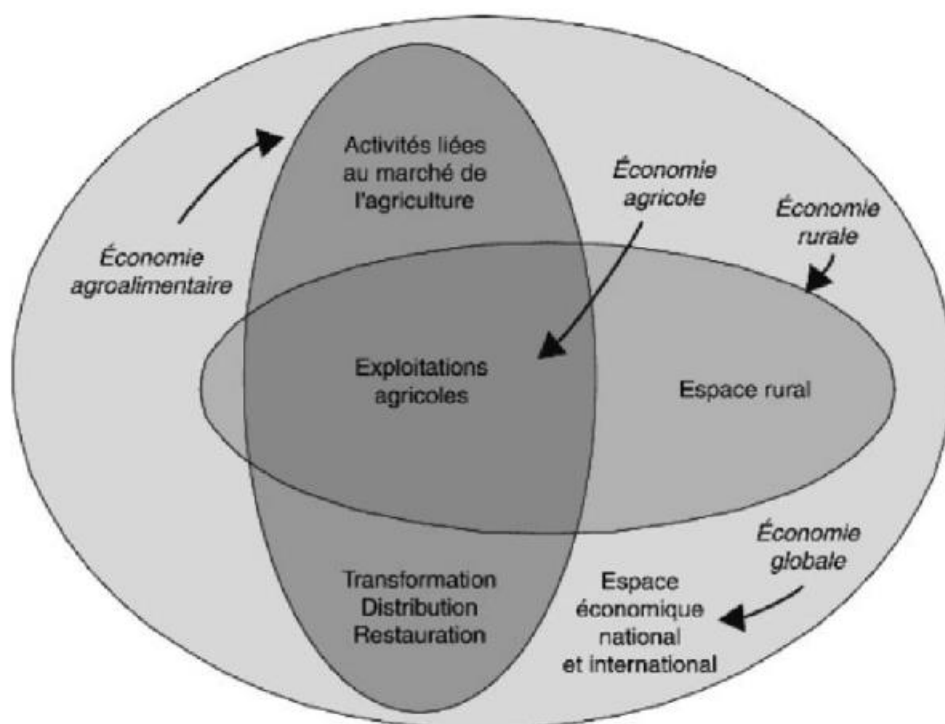


Annexe 1 L'eau renouvelable sur la Terre



Annexe 2 La carte du stress hydrique dans le monde

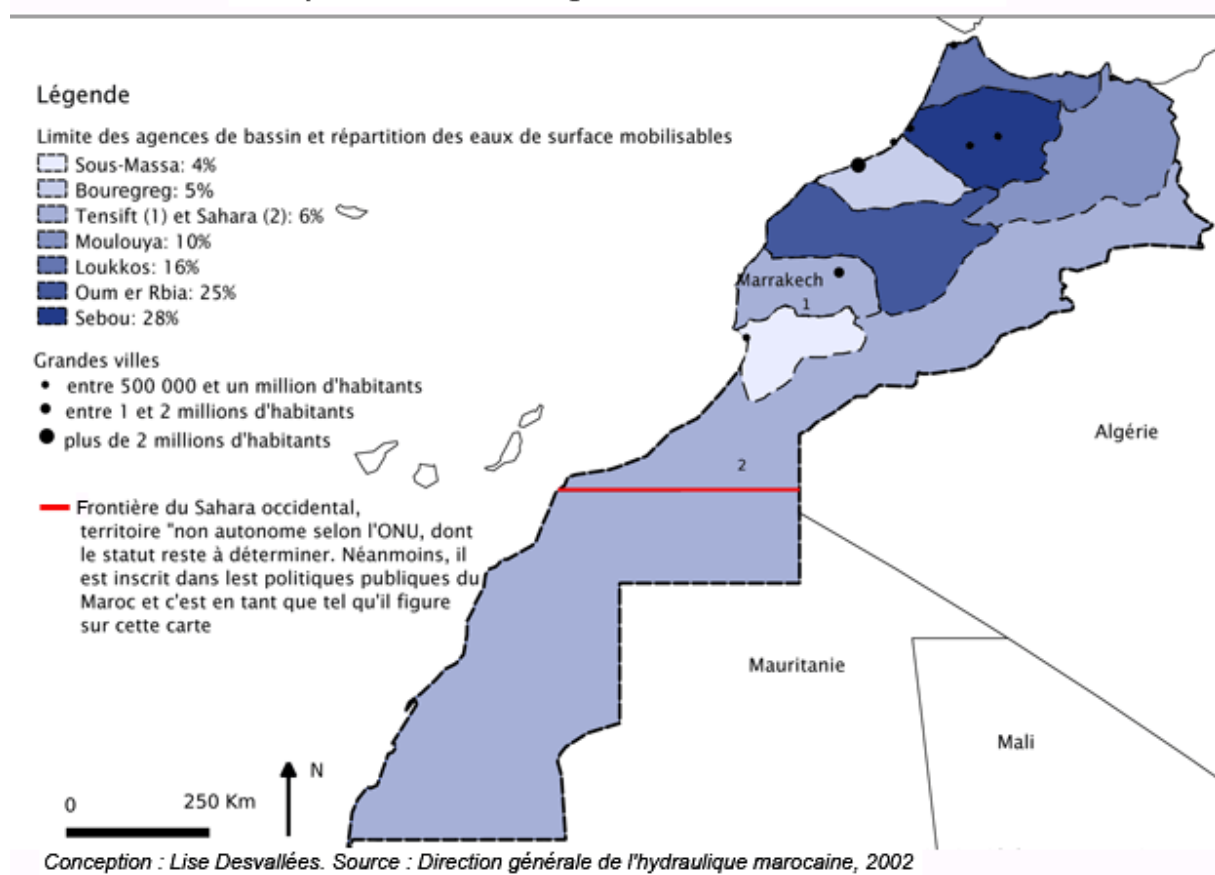
Figure 2. Économie agricole, économie rurale et économie agroalimentaire (inspiré des travaux de Louis Malassis).



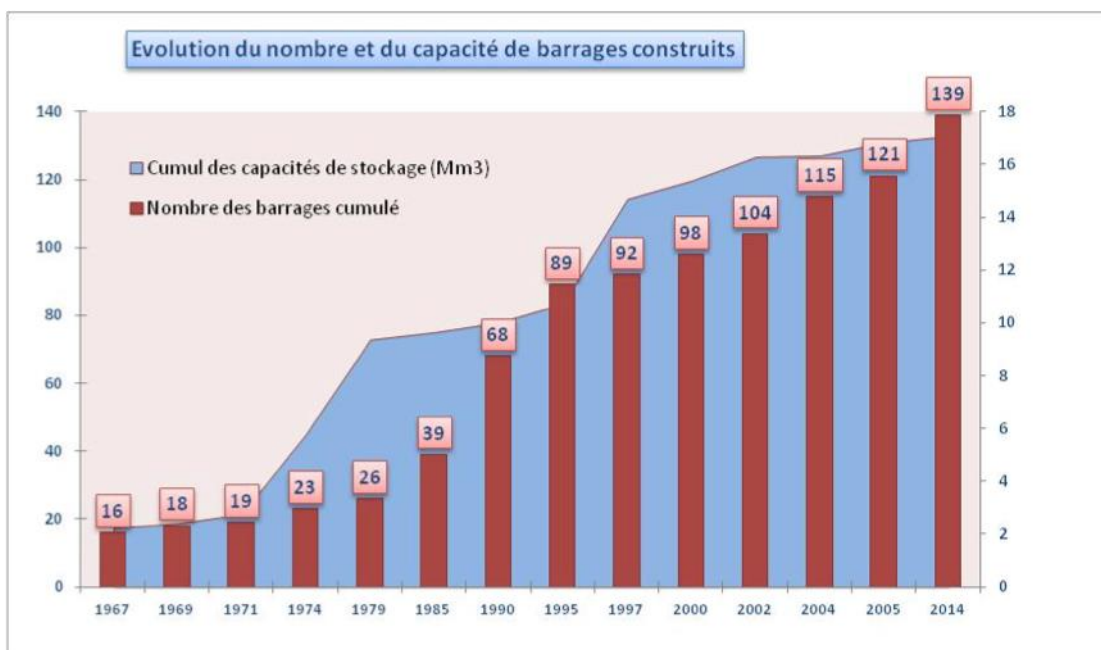
Source : Jean-Louis Rastoin et Gérard Gherzi - Le système alimentaire mondiale

Annexe 3 Schéma du système alimentaire mondiale

Les périmètres des agences de bassin au Maroc



Annexe 4 Carte des agences de bassin au Maroc



Annexe 5 Graphique de l'évolution des barrages et de leurs capacités au Maroc

Source: <http://water.gov.ma>, 2014



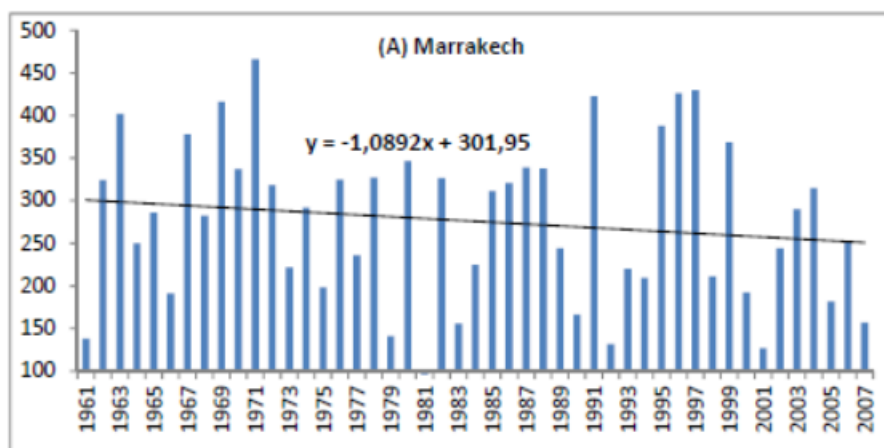
Annexe 6 Photographie d'une exploitation irriguée par aspersion

L'agriculture irriguée n'occupe que 15% des superficies cultivées (Source : <http://www.water.gov.ma/>)



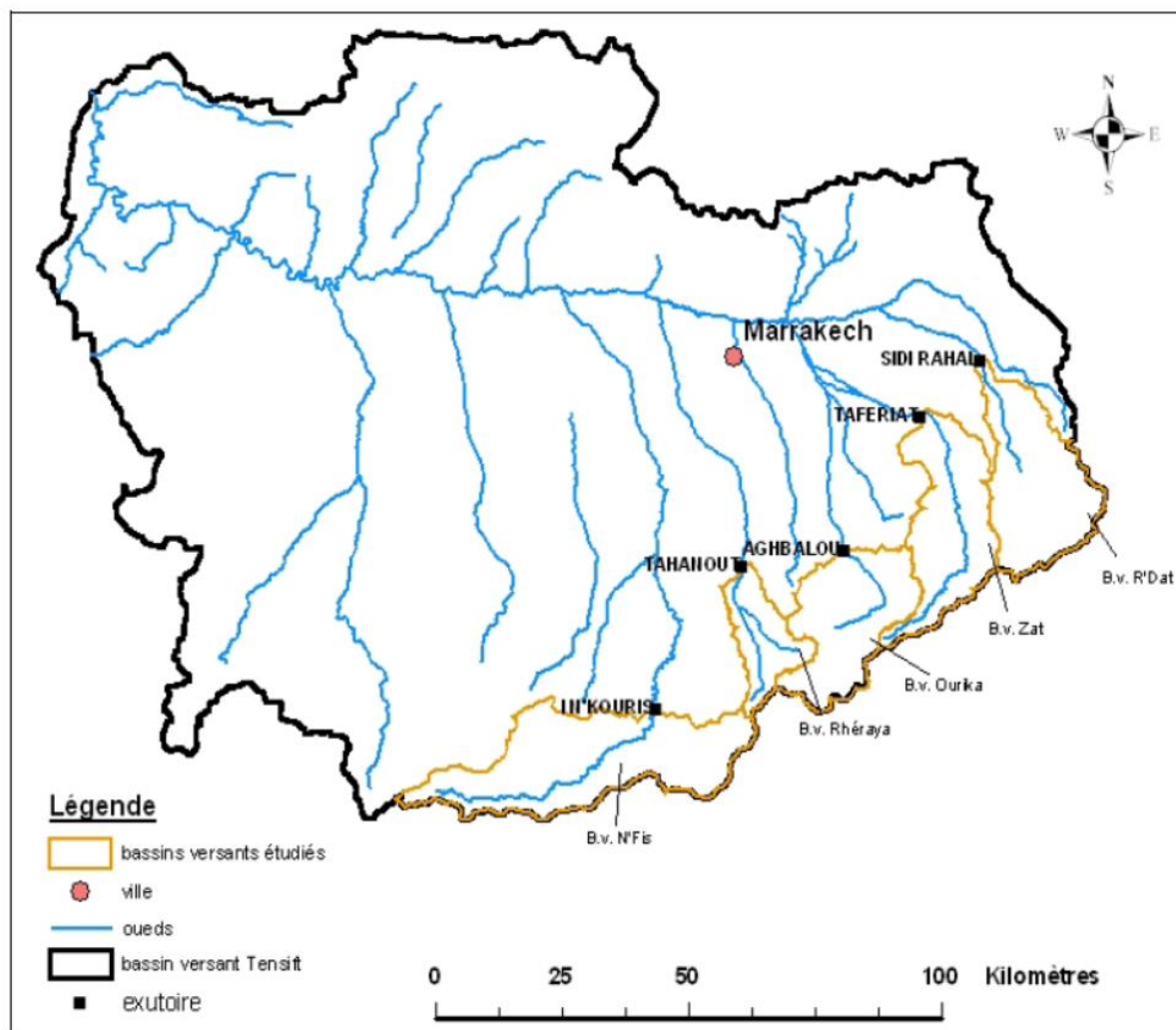
Annexe 7 Photographie du pompage d'un puit

Le sur-pompage des nappes pose la question de la durabilité de la ressource (Source : geoprojet.com)

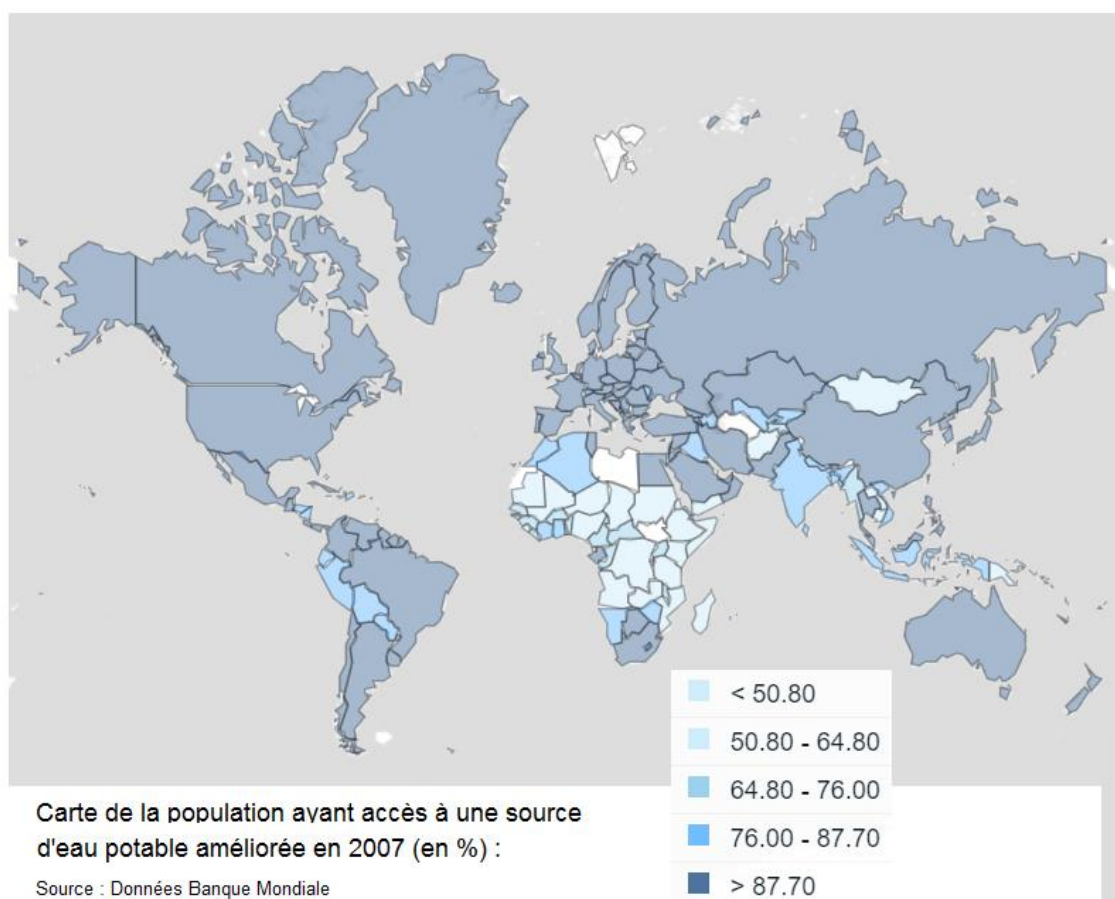


Evolution des précipitations annuelles à Marrakech (de 1961 à 2007)

Annexe 8 Graphique des précipitations annuelles à Marrakech



Annexe 9 Carte du réseau hydrologique du bassin versant du Tensift



Annexe 10 Carte de la population ayant accès à de l'eau potable améliorée

Guide d'entretien semi-directif

Thèmes : Environnement, Développement durable et humain, Sécurité alimentaire

Sujet : Le rôle des associations dans la gestion de l'eau

Problématique : en quoi les associations sont des relais du discours global, sur une gestion de l'eau au service de la sécurité alimentaire, aux communautés locales ?

Hypothèses : Lien entre l'eau, la terre et l'Homme au travers de la capacité de résilience

Liberté en termes de réponses, de questions de relance et de temps de parole (rôle actif, chercher à alimenter l'échange, alterner phase d'information et phase d'analyse)

Amorce : Phase non directive

Dans le cadre de mon étude, pouvez-vous nous parler de la gestion de l'eau (au sens large) ?

Reformulation pour aborder les thèmes : Thème directif – prise de position de l'enquêteur

Vous parlez de « ... », pouvez-vous approfondir sur ce sujet de (Environnement ou Développement durable ou Sécurité alimentaire) ?

Introduction de la problématique : Question directive suivit d'une phase non directive (données objectives et subjectives)

Concernant le rôle des associations sur le sujet de (Environnement ou Développement durable ou Sécurité alimentaire), pouvez-vous nous donner votre avis ? vos expériences ou des anecdotes ?

Reformulation en lien avec les thèmes :

Vous avez évoqué « ... », serait-il possible de faire un parallèle avec (Environnement ou Développement durable ou Sécurité alimentaire) ?

Ou / Et

Pour vous le rôle des associations est « ... », mais quelles sont selon vous leurs limites ou leurs inconvénients ?

Retour sur une phase non-directive : mélange d'expériences, d'observations et d'informations

De façon plus générale, pouvez-vous nous parler du lien entre l'Homme, l'eau et la Terre ?

Reformulation et conclusion : Ouverture sur un sujet plus large, d'actualité ou observation

La Cop 22 aura lieu à Marrakech, du 7 au 18 nov, quelles sont vos espoirs concernant cet événement ?

Entretien avec Abdel Ali, membre du bureau ABDBDO :

D'ici peu de temps, on aura une région déserte puisque ces oliviers vont mourir. Tout ça je le vois. C'est pour ça qu'il faut quand même prendre conscience de ce qu'on est en train de faire. C'est vrai les décideurs ont de bonnes volontés, comme par exemple faire travailler les jeunes etc... Mais ça regarde qu'à court terme. Au lieu de régler le problème, cela va te créer des problèmes plus graves. Tu détruis l'environnement. Je me rappelle de cette histoire, de quand tu veux changer quelque chose, du couple avec son fils. Il y a le sage et sa femme, elle lui dit qu'il faut qu'il aide ces gens-là ... Il y avait une harmonie quand même dans la misère. Quand il casse, nous on l'a testés à Igourfella, on a réglé le problème d'eau mais ça a généré d'autres problèmes sociaux et environnementaux. Avant les toilettes c'était dans les champs et ça ne posait pas de problème, maintenant c'est concentré dans les maisons et donc les eaux usées deviennent un problème. Voilà tu vas régler ce problème, il y a un autre problème qui va apparaître. Par exemple, on m'a signalé un problème au niveau social, les femmes étaient occupées à la lourde corvée de l'eau. C'est sûr c'est dur d'aller chercher de l'eau etc ... mais elles étaient occupées toute la journée. Lorsqu'on a réglé le problème de l'eau, les femmes ont fait une révolte contre les hommes, pour dire vous [les hommes] buvez du thé et ne fait rien du tout etc ... Nous [les femmes] avant ont été exploitées à chercher de l'eau pour vous faire votre thé et maintenant nous voulons s'occuper et trouver une activité. C'est donc toute une révolution qui se passe. Quand on touche à quelque chose, on déstabilise autre chose. Donc voilà le projet on va créer de l'emploi, mais comment ? Qu'est-ce que ça va toucher ? Qu'est-ce que ça va faire comme problème ? C'est une discussion et un débat qu'il faut lancer pour trouver des solutions pour les décideurs, qui sont dans leurs bureaux enfermés et qui décident du truc pour les élections prochaines. Tout ça c'est un truc folklorique. C'est pourquoi ma conviction aujourd'hui, et on peut généraliser sur le pays, c.-à-d. qu'il y a des choses stratégiques, comme l'environnement c'est stratégique, c'est vitale pour le pays. Donc les mains qui vont gérer ça, il faut que ça soit fait d'une façon durable et pas liée aux élections. Il y a beaucoup de chose de stratégique, comme l'eau car c'est la vie, donc cela ne peut pas être lié à des calculs politiques. Et ça c'est l'avis de tous les marocains, on peut ne pas être pour la gestion et les paperasses administratives. L'école c'est stratégique mais c'est catastrophique car chaque gouvernement ou ministre, ils changent toute la politique de l'éducation et tu perds des générations et des générations. On est arrivé à des résultats catastrophiques et ça sa touche l'humain. Cela ne doit pas être un jeu mais un débat. Dans la région, il y a ce problème là mais il y a aussi le problème de développement de la population. Les villages ne sont plus des villages, cela devient des petites villes. En été, on est passé de 20 000 à 60 000. Les infrastructures ne suivent pas, les jeunes n'ont pas de travail. On les considère comme il y a 20 ans, cependant à cette époque il n'y avait pas internet. Du coup les jeunes découvrent des trucs, ils ont accès aux sites internet. Tout ça sa joue sur la mutation sociale, donc ce sont des débats très importants.

Entre les anciennes et les nouvelles générations, ça n'a rien à voir. Le monde change, le gars du village il a accès à Internet, à Daesh et à autres choses. Qu'est-ce qu'on fait ? Et qu'est-ce qu'on est en train de faire ? C'est lié à l'éducation, c'est lié à pas mal de choses...

La vallée de l'Ourika, c'est l'un des seuls accès de l'Atlas. L'Atlas qui est connu mondialement. On a la région d'Ifrane et la vallée de l'Ourika, et c'est tout ! On doit le protéger quand même ! Pour un pays, sa forêt et son environnement ! Tout est impliqué. Donc si on veut vraiment parler sérieusement, ces stratégies sont fondamentales. Et pour la ville [de Marrakech], c'est ces poumons que l'on est en train de brûler. L'eau qui vient en ville, c'est l'eau de la vallée ! On est là, il y a l'anarchie dans tous ça que qlq'un qui ne connaît même pas ce qui se passe va prendre une photo de ce qui est... mon cousin il a fait un article sur qlq problèmes : l'anarchie par rapport à la construction, des bidonvilles partout dans la vallée, des constructions sauvages qui vont sortir de nulle part et gâche la vue. Il n'y a pas d'autorisation. Il y a des projets qui sont là-bas [dans la vallée], donc les gens ils font du business mais en contrepartie, est-ce qu'ils contribuent dans le développement de la région ? Pas forcément. Par exemple, la commune qui n'a pas les moyens devrait intervenir pour définir la norme sur les projets immobiliers qui viennent sur l'Ourika pour utiliser les panneaux solaires. Ou mettre des projets écologiques, pour la réutilisation des eaux pour les jardins. Pour la beauté aussi de cette harmonie. La nappe ! Il y a des puits partout, chacun creuse, pourquoi on ne fait pas qlq chose de commun ? Il y a des châteaux d'eau par village, mais les gens creusent quand même leurs propres puits. Il n'y a pas une vision stratégique globale pour prendre en compte tous ces paramètres de développement. C'est ça qu'il manque, c'est la coordination assurée par qlq'un qui coordonne et garantit l'harmonie. Chacun fait des initiatives individuelles, chacun fait comme il veut, de son côté des choses. Et le fait qu'il n'y ai pas cette coordination

permet à d'autres d'aller puiser directement dans la nappe phréatique et compromettre tous les efforts de toute une région. Des gens qui jettent des ordures dans des trucs, ça compromet tous l'équilibre de la région. La formation doit être primordiale, dans la région ces jeunes-là on doit les former dans un centre de formation professionnel qui est lié à cette environnement. Et on peut créer beaucoup d'emploi ! Alors il y a déjà un lycée et un collège mais il faut faire plus.

Le président de la région, M. Rchichi, est qlq d'intègre, qui a été Ministre de l'Education Nationale à un moment donné. C'est un gars humaniste donc on peut faire des choses avec la région.

Après la dernière réunion [de l'association ABDBDO], où nous avons discuté de pas mal de choses comme la COP 22. Nous voudrions invités des personnes à venir visiter les divers projets, comme la collecte des eaux usées pour l'irrigation agricole dans le foyer. L'idée serait de proposer aux accompagnements des personnalités ou des experts de faire des activités ou des visites, comme par exemple la vallée de l'Ourika.

Entretien de Mohammed, Président de l'association Igroufella :

On a fait bcp d'effort pour être bien, mais il y a encore des gens qui n'ont pas les moyens de distribuer l'eau partout, même si ils ont trouvé de l'eau et creuser des puits. Maintenant c'est suffisant mais tu construis d'autres maisons, il faut encore de l'eau. Quand je suis arrivé [à la présidence], il y avait déjà deux puits mais on a fait encore deux. Maintenant il y a quatre puits, mais ils ne sont pas encore tous finis. L'un qui est fini, il est de 60m de profondeur. Ils sont creusés par la force des bras, pas un forage. Le deuxième et le troisième sont de 28m de profondeur. Le quatrième est seulement de 17 ou 18m, c'est celui-là ou il y a encore du travail car on voudrait mettre en place un puits de 60m.

Il y a encore de l'eau, mais pas vraiment car quand il y a de l'eau dans la rivière et les pluies, ça va. Mais maintenant [en été], le puits est vide. On cherche des moyens pour creuser avec la machine de forage pour chercher plus d'eau en profondeur. Des profondeurs de 100m et plus pour atteindre la nappe. Il n'y a pas d'autre solution, on a déjà de la chance car le troisième à 28m on a trouvé de l'eau. Mais avec le temps, on sait qu'il va plus y avoir d'eau. On pense aussi, qu'en même temps que creuser avec le forage, faire un projet d'agriculture. Il y a des champs qui sont tous le temps vide et le terrain il reste toujours comme ça. A part une fois par an pour le blé mais a part de sa le terrain n'est pas exploité. Car les gens ne vivent qu'avec l'eau de pluies. Alors dans le village, on veut construit un réservoir d'eau pour pouvoir l'utiliser pour l'irrigation. Pour l'instant l'eau des puits sert uniquement à la consommation des hommes mais on prévoit pour l'avenir.

La construction des puits est très dure, les gars peuvent passer un mois pour passer la couche de roches même avec les machines. Une fois que tu passes ça, il y a le sable et les cailloux.

L'association est consciente mais les gens ne sont pas impliqués. Ils construisent sans se préoccuper du reste.

Non un golf ce n'est pas si mal, non on ne va pas gaspiller de l'eau. Normalement l'eau qui sert à arroser la pelouse du golf va descendre dans le sol et tu vas la retrouver dans le puits. Ça veut dire que tu le prends et tu donnes, c'est du recyclage. Ou plutôt un écosystème.

Ici aussi, la majorité de l'eau est destinée pour l'agriculture. Mais l'association est orientée vers l'eau de consommation.

Oui, on a des coupures et des fuites, entre l'ouvrier et la question de la pression. La pression casse les tuyaux et provoque des fuites.

Il y a 350 maisons qui sont alimenté en eau courante. On a aussi mis en place des compteurs d'eau. La question de l'électricité est aussi importante. Les villages sont alimentés mais on voudrait mettre des panneaux solaires pour alimenter les pompes. Il faut faire qlq chose d'efficace pour répondre aux besoins et avoir une quantité régulière d'eau, car il faut toujours attendre que le puits se reemplisse, que le château d'eau se reemplisse. Les pompes ça coûte cher, entre l'électricité et la maintenance. Elles bouffent beaucoup d'électricité. Pour l'entretien et la collecte de l'argent est assuré par un emploi à temps pleins de l'association, ça représente un coût.

Pour l'assainissement, c'est des fosses septiques individuelles. La mise en place d'un système de récupération est possible mais il y a des problèmes. Comme la difficulté politique, comme la géographie du relief, comme l'inégalité sociale. Pour les autorités c'est d'une complexité de placer des canalisations, surtout dans ces constructions organiques [spontané]. Le problème des fosses, c'est les odeurs. Elles doivent être vidées, il y a une réglementation mais personne ne la fait respecter. C'est comme ces constructions, c'est fait sans autorisation.

L'origine de tout ça c'est l'ancien président de la commune qui a vendu des lots sans qu'il y ai d'urbanisme. C'est quand le nouveau président qui est arrivé, que les gens sont venus réclamer l'assainissement.

Non il n'y a pas de problèmes pour l'association. Chaque Douars à élue un représentant au sein de l'association. Il y a des conflits mais en ce moment non. Avant oui, quand je suis arrivé j'ai remis de l'égalité. Car oui avant, l'ancien président avait tendance à privilégier les gens aisées alors que les gens moins aisées n'avaient pas la parole. Il a fallu pas mal de temps, une année de combat. L'ancien président a créé une nouvelle association. Oui on est un peu en concurrence, mais nous on fait notre travail et eux reste marginaux.

Je peux te dire, il y a de la haine entre les gens. Moi je viens d'Agadir, il y a plus de solidarité. La réussite est jalouée par les autres. C'est peut-être l'énergie de Marrakech. Il y a aussi une forme de paresse. Les mentalités change mais doucement.

La COP 22 ? Oui j'ai de l'espoir. Déjà qu'il y a moins de plastique c'est un bon point. C'est bien pour le Maroc et sa visibilité. Pour le tourisme aussi.

Entretien avec Yosr Tazi, Président de la Fondation Abdelhadi Tazi :

Les nouveautés du projet de développement intégré dans la localité d'Iger Oufella. Pour revenir rapidement sur l'ancien projet, c'était l'alimentation de sept petits douars, qui constitue le village d'Iger Oufella. Cela été fait il y a trois ans. Ce que nous avons découvert de nouveau et d'extrêmement intéressant, c'est qu'avec l'argent, qu'ils ont collecté auprès de 400-450 familles qui consomment de l'eau, ils ont eu la possibilité de creuser un second puit, puis un troisième puit, d'une façon tout à fait autonome. Ils assurent aussi l'entretien du premier puit et du château d'eau, donc ils sont autonomes et ça c'est une très belle constatation de voir qu'ils se sont pris en main. Il y a un nouveau président, qui a organisé récemment un marathon pour les jeunes du village, mais aussi un tournoi de football. Ils s'intéressent aujourd'hui également à la culture, ce qui est très beau. Ils ne sont plus dans une logique de survie, ils sont aujourd'hui en train de réfléchir à éduquer les jeunes filles à crée une crèche dans le petit village à proximité de la mosquée, qui est un lieu sécurisé. Ils sont pleins d'espoirs et ils nous ont sollicité pour une somme de 20 000 dhs qui leurs permettraient de compléter l'investissement qu'ils ont réalisé jusque-là. Et ils sont en train de réfléchir à un projet fabuleux, que j'ai été visité, un modèle réalisé par un agriculteur de la région. Ils veulent équiper de panneaux photovoltaïques le puit afin qu'ils n'utilisent plus de mazout ou un branchement électrique. Ils sont dans une logique de développement durable et l'utilisation des énergies renouvelables est très avancée dans cette logique-là. Cela sera un investissement de 50 000 dhs additionnel. Et si nous avons la possibilité de leurs trouver ces fonds et de participer à ce projet, nous en serions ravies.

La fondation Abdelhadi Tazi compte signer un partenariat avec l'Association de Bienfaisance et de Développement du Bassin de l'Ourika (ABDBO). Ils nous ont accordés la fonction de Vice-Président de leurs associations, ce qui est gratifiant pour nous et une très belle reconnaissance. Il y a aussi, dimanche, signature avec le président de la Fédération des associations de l'Ourika, qui font une exposition avec l'ensemble des artisans de la vallée, qu'ils vont essayer de former et de coordonner. Ils vont avoir besoin de l'aide de la Fondation pour l'orientation qui pourra être donné, à la communication et la promotion des produits du terroir et des associations de la région. Ce sont certains des développements qu'il y aujourd'hui dans la vallée de l'Ourika. Nous sommes en train d'envisager notre participation à la COP 22, ce sera une contribution offerte par la fondation, ABDBO et la Fédération des associations, on aimerait par la présence de nombreux journalistes et médias internationaux et personnalité politique et économique, social et ONG à la COP22 qui se tiendra en novembre à Marrakech. Nous offrons une contribution en présentant le foyer de jeunes filles, c.-à-d. le siège d'ABDBO, comme un modèle de développement durable. Il se faut que d'ici là nous avons équipé l'association de panneaux solaires, qui serviront à la fois pour l'éclairage public et pour l'éclairage du foyer, nous devons nous assurer de la récupération des eaux usées et de sa bonne utilisation, nous allons mettre en place un système de culture potagère et de plantes aromatiques qui pourrait approvisionner le foyer de jeunes filles. Nous allons présenter un petit modèle intégré autonome d'une association qui pourrait être certifié aux normes développement durable international. En même temps, lors de cette semaine porte-ouvertes qui se tiendra en parallèle de la COP 22, nous allons également présenter un volet culturel avec une exposition diplomatique du Maroc qui permettent aux visiteurs de découvrir l'Histoire du Maroc en visitant simplement une salle et 55 tableaux. Il va y avoir un volet culturel, mais aussi un cycle de conférence également sur les thématiques en lien

avec le dialogue des cultures, avec la tolérance, avec la paix, en rapport avec notre responsabilité d'humain. Humaniser l'action que nous sommes en train de mener.

C'est une excellente question et c'est indispensable car vous avez raison d'évoquer la question de la mesure d'impacts parce que si on veut faire un projet, il n'y a pas de qualité, on n'est pas capable de s'améliorer si on n'est pas capable de mesurer. Par rapport au foyer de jeunes filles, où 120 jeunes filles sont hébergées et nourri durant toute l'année pour accéder au collège. Il y a une étude qui est en cours en ce moment sur l'impact de ce foyer sur tout la vallée. Il faut savoir que ce foyer a été construit en 1991-1992 et qu'aujourd'hui les premières jeunes filles sont des femmes aux foyers ou des employées, des cadres dans des entreprises ou dans l'administration ... Elles ont pu grâce à ce foyer accéder à une instruction qu'elles n'auraient pas eu si ce foyer n'existait pas. Cette étude montrera l'impact que cela pu avoir, dans leurs vies, dans leurs quotidiens, avec leurs familles, dans leurs maisons. Maintenant si je devais me prononcer sur l'impact de l'apport de l'eau potable dans les maisons, je ne suis pas satisfait et je vais tirer un bilan négatif. Pour l'instant, je dis que c'est un constat d'échec. Oui nous avons apporté de l'eau, c'est vital et un confort nécessaire au niveau de l'hygiène et de l'alimentation, mais il aurait fallu le faire avec beaucoup plus de moyens et que nous ayons pu aussi mettre en place un système de récupération des eaux usées. Chose qu'aujourd'hui il n'existe pas. Je ne suis pas satisfait des résultats, mais cela signifie qu'il reste beaucoup de choses à faire et que nous devrions faire mieux la prochaine fois pour continuer à travailler avec ce village, pour mettre en place un système de récupération des eaux usées et sa réutilisation. Maintenant comme impact que cela pu avoir, c'est une amélioration au niveau de l'hygiène, parce qu'ils ont l'eau à la maison. Il y a plus de faciliter, de confort dans la vie quotidienne surtout pour les femmes et les jeunes filles. Nous avons eu à construire, par le Ministère de l'Education Nationale, deux classes additionnelles ce qui représente 60 élèves supplémentaire. Un certain nombre de jeunes filles ont pu accéder à la scolarisation alors qu'elles n'auraient pas pu aller à l'école si il n'y avait pas d'eau qui arrivé chez elle, elles auraient été responsable de la corvée de l'eau avec leurs mamans. Donc bien sûr qu'il y a eu des effets positifs, plus de jeunes filles scolarisé, la possibilité pour les femmes d'exercer des taches ou sur des produits, par exemple, d'artisanats. Elles sont demandeuse en formation, de tissage par exemple. Oui elles ont générés des activités génératrices de revenus mais elles nécessitent de l'aide pour créer des coopératives féminines, il faut les aider à accéder à des financements comme le microcrédit, il faut les aider et les former un peu à l'entreprenariat social et l'entreprenariat tout court. Cela suppose de la présence, des compétences, et ça fait partie des projets de la Fondation que d'au moins contribuer à la formation, à la sensibilisation. Nous n'apportons pas de capitaux, nous cherchons des sponsors, des financiers et nous allons mettre cette argent à la disposition des associations. Mais ce que nous pouvons apporter, la valeur ajoutée, c'est au niveau intellectuel et de la coordination de l'actions, réfléchir sur l'action, former les personnes...

Quelles critiques ? Quelles limites pour ce rôle de relais ? Bonne question.

Il faut de la crédibilité, il faut avoir de la valeur ajoutée. On ne peut pas bluffer parce que ce n'est pas de l'argent que l'on apporte. Quand un sponsor apporte de l'argent, vous le respecter pour sa contribution financière. Maintenant quelqu'un qui n'apporte pas d'argent, il a intérêt à apporter quelque chose. Donc il faut qu'il y ait un vrai contenu et une vraie valeur ajoutée. Si la valeur ajoutée est là, et qu'elle est concrète et accompagner de compétences, de bonnes volontés, d'expertise dans le domaine, dans la gestion des projets, de la mise en place des projets ... Donc si on sait faire ça, il y aura une vrai valeur ajoutée mais c'est un challenge, un défi. Parce que si on n'apporte pas ça, on est un parasite. Alors que si on apporte une vraie valeur ajoutée, en terme de valeurs par exemple, ce qui est très important, car malheureusement dans le monde associatif, certains agissent par rapport à des intérêts politiques ou d'autres par intérêt économique uniquement et personnel parfois. Donc il faut être intègre, il faut être honnête, il faut apporter une vraie valeur ajoutée en tenant compte de toute les sensibilités et susceptibilités qui peuvent exister et quand même réussir le projet. C'est un rôle de coordinateur, de communicateur, de fluidifier les circuits pour que les choses se passent et dans les temps. C'est du management de projet, comme du pilotage de projet. D'où l'intérêt de se former à la gestion de projet et il existe d'excellents formations sur Coursera en partenariat avec l'école centrale de Lille qui dispense un cours gratuit sur la gestion de projet. Il y a énormément de lien entre les associations et ONG internationales, de petit taille pas les grands organismes comme l'UNICEF ou MSF, à un niveau régional. ABDBO a un accord avec une association italienne. Ils sont dans une région qui est à la même altitude que l'Ourika, c'est une région montagneuse, ils ont découverts qu'ils ont les mêmes cultures ancestrales, les mêmes techniques de construction, la même culture, ils travaillent les mêmes produits ... C'est un vrai rapprochement régionale qui

peut avoir, s'il est bien géré au niveau communication, beaucoup à tirer de la solidarité internationale et de la collaboration d'ONG internationales qui vivent dans les mêmes conditions. C'est la même typologie au niveau géographique, au niveau géologique, au niveau environnementale. Si on développe les liens, vous qui allez en France jeune homme, pour trouver une région qui a les mêmes conditions. Dans une optique de favoriser les partenariats entre échelles.

Quand je veux faire venir les grandes structures, la vallée de l'Ourika ne les intéresse pas. Par contre les italiens ont trouvé des solutions et ils gèrent leurs ordures et leurs assainissements à une petite échelle. Leur expérience est plus utile pour nous que l'expérience de la Lyonnaise des Eaux de Casablanca. Et c'est de ça que nous avons besoin et c'est une philosophie au niveau de la Fondation Abdelhadi Tazi. Nous pensons que le développement doit d'abord se faire au niveau local, tout petit, ensuite si c'est réussi au niveau d'un quartier, si c'est réussi au niveau d'une maison, à ce moment-là c'est possible de le transposer à pleins d'autres endroits qui ressemble à cette endroit, qui ont les mêmes besoins et qui sont dans les mêmes problématiques. Et ça ensuite cela contribue à faire un développement régional ou national. On aimerait réaliser ce modèle, au niveau des 2ha du foyer et 130 personnes qui vivent dans cette espace, et ensuite le transposer dans d'autres associations et dans la région peut-être.

L'idée est très simple, c'est sur la base de ce qu'on est en train de dire, il faut tisser des liens, il faut aider les ONG et les associations petites, moyennes et grandes mais régionale à se rapprocher par rapport à leurs environnement géographique. Et le faire pratiquement, cela crée un tissage non pas sur la logique politique. Les partenariats actuels, par exemple avec une association de Marrakech, mais ils sont en concurrence, ils ne sont pas dans les mêmes environnements et dans le même milieu ni géographique ni sociale. Ils sont très différents et faire un partenariat avec une association de EL Haouz ça ne marche pas car cela ne les intéressent pas, ils y vont pour la forme alors que réunir, crée un tissage par rapport à des lieux géographiques. Qu'ils soient chinois, indiens, ils s'entendront mieux qu'avec les gens de la ville. Et même si ils ne parlent pas la même langue, ils se comprendront, car ils vivent les mêmes choses, les mêmes problèmes, les mêmes froids, les mêmes températures, les mêmes problèmes climatiques, les mêmes manques d'eau ... ils sont aux mêmes niveaux, il y a un tissage à faire. Je suis certain, que la frontière « Djouj Brel » entre l'Algérie et le Maroc, c'est vraiment deux mulets parce que c'est ridicule, que moi marocain mulet numéro 1 et l'autre mon voisin algérien mulet numéro 2, qu'on ne s'entend pas. Ce qu'il faut c'est créer un tissage associatif dans les frontières et travailler au niveau social et humain. C'est comme recoudre la frontière qui est une fracture grâce à la contribution des associations régionales et locales afin de permettre une collaboration au niveau des formations ou de la commercialisation. Cela créerait des liens dans toutes les frontières où malheureusement c'est fracturé.

Sommaire général :

Introduction :	6
Problématique et hypothèses :	7
Présentation du Plan :	7
Méthodologie :	8
Cadre théorique et définitions des concepts :	10
L'eau	10
La pénurie de la ressource en eau	10
La sécurité alimentaire :	12
Présentation générale du pays et de la zone d'étude :	13
Partie 1 Théorique : Du Maroc à la vallée de l'Ourika, l'eau un gage de la sécurité alimentaire	18
I. De la pénurie à la ressource en eau au Maroc : Approche sociale et politique	18
A. Etat de lieux de la situation	18
B. Les aménagements hydro-agricoles, entre régulation et sécurité alimentaire	21
C. La pérennité des systèmes d'irrigation, entre économie et sur-pompage ?	22
II. L'agriculture, une priorité du gouvernement marocain	23
A. Une volonté politique (ré)affirmée : le Plan Maroc Vert	23
B. Programme National d'Economie d'Eau d'Irrigation (PNEEI) et énergies renouvelables	24
C. Une priorité qui se retranscrit dans des initiatives individuelles	25
III. La région de Marrakech – Safi et la province d'Al Haouz :	27
A. Une régionalisation avancée, partage des responsabilités et des conséquences	27
1. Une décentralisation, un long processus	27
2. Marketing territorial, vers une concurrence des territoires	28
3. Sommet de la COP 22 à Marrakech	29
B. Du bassin versant du Tensfit à la vallée de l'Ourika :	31
1. Une dualité des bassins versants	31
2. De la pénurie à la crue dévastatrice	32
Partie 2 Pratique : Le rôle des associations sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire dans la vallée de l'Ourika	34
I) Le rôle des associations comme relais entre le global et le local dans la gestion agricole de l'eau : Etude de cas du projet de développement intégré dans la vallée de l'Ourika	34
A. Le projet de développement intégré et le programme « Food for People »	34
1. Les acteurs du projet	34
i. La Fondation Abdelhadi Tazi	34

ii. L'Association de Bienfaisance pour le Développement du Bassin de l'Ourika (ABDBO) et l'Association Igroufella pour le Développement : acteurs associatifs locaux et partenaires privilégié de la Fondation dans la vallée.....	35
2. Le projet de développement intégré	36
i. Historique du projet.....	36
ii. Un modèle à dupliquer	37
3. Le programme « Food for People » et ses objectifs de sécurité alimentaire	38
B. Résultats et Impacts en alignement avec la politique nationale	39
1. Impacts du Projet intégré de développement.....	39
2. Résultats du programme « Food for People »	41
C. Acteurs relais de la vision et de la gestion de l'eau.....	42
1. Observations terrains	42
2. Analyse du discours et entretiens semi-directifs	43
i. Abdel Ali	44
ii. Mohammed, Président de l'Association Igroufella pour le Développement.....	45
iii. Yosr Tazi, Président de la Fondation Abdelhadi Tazi	45
II) Limites et observations critiques du rôle des associations et du programme « Food for People ».....	47
A. Limites du rôle de relais des acteurs associatifs dans la gestion de l'eau	47
1. Compétition entre les acteurs associatifs.....	47
2. L'obstacle du financement, une négociation économique du projet avec les bailleurs.....	48
3. Entre localité et temporalité.....	48
B. Observation	48
Partie 3 : Le discours de la scène internationale sur la question de l'eau et de la sécurité alimentaire	51
I) La gestion de l'eau pour la sécurité alimentaire au niveau mondial, une question de vision ?	51
A. Constat mondial sur l'eau et la question agricole.....	51
1. Situation actuelle :	51
ii. Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau.....	51
iii. vers un « retour de la question agricole » ?	54
2. Prévisions alarmantes	55
i. Le « réchauffement climatique » laisse place au « changement climatique ».....	56
ii. L'Homme et la « dégradation de l'environnement ».....	57
B. La vision internationale sur une politique de l' « économie de l'eau ».....	59
1. La promotion d'initiatives et programmes visant à augmenter les rendements tout en diminuant la consommation de l'eau.....	59
i. Economie et eau	59

ii. L'eau et la sécurité alimentaire.....	61
2. Les ONG internationales, « prêcheurs » de la vision des institutions internationales.....	62
i. L'exemple de la Croix Rouge et d'Oxfam International	62
ii. Les ONG ont-ils une véritable neutralité ?	63
3. La coopération bilatérale, vers un transfert de modèle ?	64
i. Le rôle de l'AFD dans la vision de l'eau.....	65
ii. Mondialisation, APD et transfert de modèle	65
II. L'Afrique, eau et sécurité alimentaire.....	67
A. Deux Afriques : Un dualisme sur l'action	67
1. Sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne.....	67
2. Eau et changement climatique au Maghreb.....	68
B. La Méditerranée et ses scénarios	69
Conclusion :	71
Bibliographie :	73
Article :.....	73
Ouvrage :.....	74
Site internet :.....	75
Rapport :	76
Vidéo :.....	76
Table des Annexes :.....	77